

CHIFFRES CLES SUR L'ALLEMAGNE 2004

Statist. Bundesamt - Bibliothek



05-00448

(08.3719)

Publication: Statistisches Bundesamt (Office fédéral de la Statistique), Wiesbaden

Partenaire distributeur: SFG Servicecenter Fachverlage
Part of the Elsevier Group
Postfach 43 43
D-72774 Reutlingen
Téléphone: +49(0) 70 71/93 53 50
Téléfax: +49(0) 70 71/93 53 35
E-Mail: destatis@s-f-g.com

Paru en mai 2005

Prix par article: EUR 6,00 [D]

Numéro de commande: 1040102-04700-1

ISBN 3-8246-0729-8

ISSN 1612-8125

Papier à 100% recyclé de vieux papiers.



Des informations sur le Office fédéral de la Statistique et son offre de données sont disponibles:

- dans Internet: www.destatis.de
ou par notre Service des renseignements
D-65180 Wiesbaden
- Téléphone: +49(0)611/75 24 05
- Téléfax: +49(0)611/75 33 30
- www.destatis.de/kontakt

Droits aux photographies:

Getty images:

- p. 7 DV738009 A/
- p. 45 THIA 0004027/
- p. 99 DV413037/
- p. 133 AA050500/

© Statistisches Bundesamt, Wiesbaden 2005

Pour des buts non commerciaux la reproduction et diffusion gratuite de la publication et des extraits sont autorisées avec indication de la source. La diffusion, même partielle, par des systèmes/médias électroniques doit être autorisée préalablement. Tous droits réservés.

Notre livre de poche «Chiffres clés sur l'Allemagne 2004» offre par des nombreux indicateurs sociaux, économiques et écologiques un résumé des conditions de vie en Allemagne et notamment de la situation de l'économie allemande.

Dans cette 12^{ème} édition des «Chiffres clés sur l'Allemagne» la maquette a changé: Les quatre chapitres «Pays et population», «Conditions de vie», «Economie» et «L'Allemagne et le monde» sont caractérisés de différentes couleurs, et les graphiques ont été réorganisées et retravaillées en ce qui concerne leur convivialité. Comme d'habitude nous vous présentons en outre des informations variées avec des textes d'introduction et des tableaux bien disposés.

Vous avez aussi accès en ligne aux données nécessitées: Sur notre site internet www.destatis.de vous trouverez des informations de base sur de nombreux domaines statistiques et vous avez accès à la banque de données «GENESIS online». Par un lien vers la boutique statistique il est également possible de télécharger ou commander nos publications actuelles.

Nous travaillons constamment à perfectionner nos offres de données et services et sommes toujours reconnaissants de toutes les propositions de la part de nos lecteurs. Dites-nous où il y a quelque chose à améliorer, nous apprécierons beaucoup votre contribution au succès de notre travail.

En même temps je tiens à remercier les personnes qui ont rendu possible notre travail en nous fournissant les renseignements demandés. Je remercie également encore une fois les collègues qui travaillent dans les offices statistiques des Länder de leur bonne coopération.

Wiesbaden, août 2004

Johann Hahlen

Président de l'Office Fédéral de la Statistique

OBSERVATIONS GENERALES PRELIMINAIRES

Situation du territoire

Allemagne: Résultats se référant au territoire de la République fédérale d'Allemagne à partir du 3 octobre 1990.

Ancien territoire fédéral: Résultats se référant au territoire de la République fédérale d'Allemagne, y compris Berlin-Ouest, avant le 3 octobre 1990.

Nouveaux Länder et Berlin-Est: Résultats pour les Länder Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Saxe, Saxe-Anhalt, Thuringe ainsi que Berlin-Est.

Abréviations

Unités de mesure

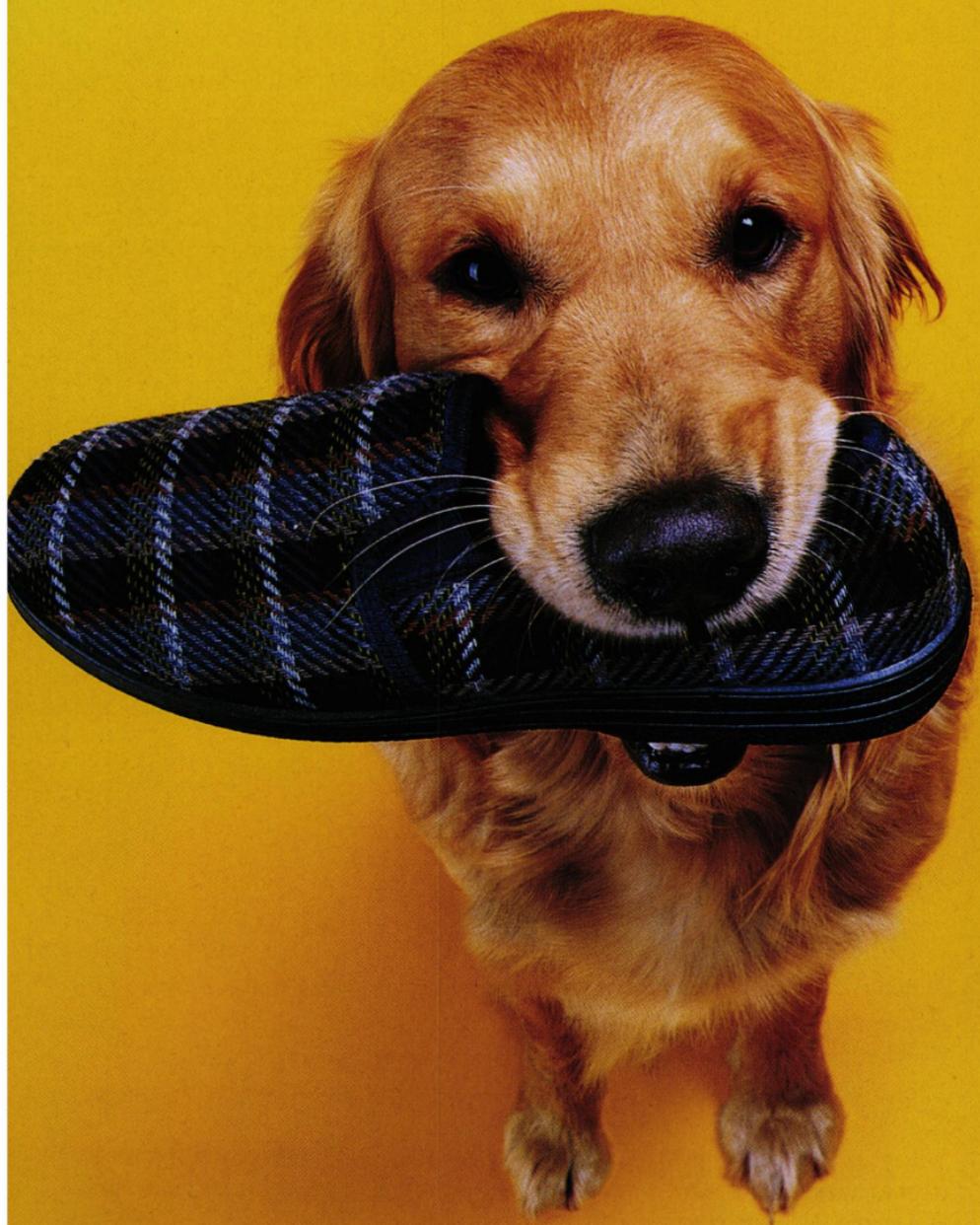
mio	=	million	kg	=	kilogramme
mia	=	milliard	t	=	tonne
%	=	pour cent	tkm	=	tonne-kilomètre
mm	=	millimètre	kWh	=	kilowattheure (10 ³ wattheures)
m	=	mètre	GWh	=	gigawattheure (10 ⁹ wattheures)
m ²	=	mètre carré	PJ	=	peta joule (10 ¹⁵ joules)
m ³	=	mètre cube	h.	=	heure
km	=	kilomètre			
km ²	=	kilomètre carré			
ha	=	hectar			

Signes conventionnels

·	=	valeur numérique inconnue ou à tenir secrète	()	=	valeur significative limitée, la valeur numérique étant relativement incertaine du point de vue statistique.
-	=	résultat rigoureusement nul	i	=	variation fondamentale à l'intérieur d'une série nuisant à la comparaison dans le temps
...	=	chiffre disponible plus tard	x	=	case de tableau bloquée parce que sans signification
0	=	moins que la moitié de 1 au dernier chiffre occupé, mais plus que nul			
/	=	données non retenues, les valeurs numériques n'étant pas suffisamment fiables			

TABLE DES MATIERES

Préface	3
Observations générales préliminaires	4
Pays et population	
Géographie et climat	8
La République fédérale d'Allemagne	12
L'Allemagne suivant les Länder	20
Population	24
Enseignement	29
Emploi	36
Conditions de vie	
Salaires et traitements	46
Prix à la consommation	53
Recettes et dépenses des ménages	55
Équipement des ménages	59
Protection sociale	62
Santé	69
Culture	75
Construction et logements	78
Transports	84
Environnement	88
Justice	94
Economie	
Comptabilité nationale	100
Agriculture et pêche	105
Industries productrices	109
Artisanat	113
Commerce	115
Banques, caisses d'épargne-construction, assurances	117
Tourisme, hôtellerie et restauration	121
Finances et impôts	126
L'Allemagne et le monde	
L'Allemagne comme partenaire commercial	134
L'Allemagne en Europe	140
L'Union européenne monétaire	148



Pays et population

GEOGRAPHIE ET CLIMAT

Climat

Zone de climat océanique/continental tempéré avec changement fréquent du temps, le vent venant principalement de l'ouest.

Précipitations annuelles

Plaine du Nord	moins de 500 à 700 mm
Zone hercynienne	env. 700 à plus de 1 500 mm
Alpes	jusqu'à plus de 2 000 mm

Utilisation des sols en 2001

Superficie totale	357 031 km ² (100,0%)
Surface agricole (y compris marais et landes)	191 028 km ² (53,5%)
Surface boisée	105 314 km ² (29,5%)
Surfaces bâties et non bâties	23 081 km ² (6,5%)
Surfaces réservées à la circulation	17 118 km ² (4,8%)
Surface d'eau	8 085 km ² (2,3%)
Surfaces exploitées (non bâties)	2 528 km ² (0,7%)
Surface de récréation	2 659 km ² (0,7%)
Surfaces autrement utilisées	7 219 km ² (2,0%)

Etats riverains selon la longueur des frontières

Longueur totale des frontières	3 758 km
Danemark	67 km
Pays-Bas	567 km
Belgique	156 km
Luxembourg	135 km
France	448 km
Suisse (avec l'enclave de Büsingen, sans le Lac Supérieur du Lac de Constance)	316 km
Autriche (sans le Lac de Constance)	816 km
République tchèque	811 km
Pologne	442 km

Altitudes des localités (en m au-dessus/au-dessous du niveau moyen de la mer)

Balderschwang (maximum)	1 044 m
Neuendorf près de Wilster (minimum)	-3,5 m

Altitudes des montagnes (plus de 2 600 m au-dessus du niveau moyen de la mer)

Zugspitze (Wetterstein)	2 962 m
Höllentalspitze (Wetterstein)	2 745 m
Hochwanner (Wetterstein)	2 744 m
Watzmann (Alpes de Berchtesgaden)	2 713 m

République fédérale d'Allemagne Situation du territoire au 1er janvier 2003



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 060

Altitudes des montagnes (plus de 2 600 m au-dessus du niveau moyen de la mer)

Dreiterspizze (Wetterstein)	2 681 m
Plattspizze (Wetterstein)	2 680 m
Hochfrottspizze (Hautes Alpes algaviennes)	2 649 m
Mädelegabel (Hautes Alpes algaviennes)	2 645 m
Alpspizze (Wetterstein)	2 628 m
Hochkalter (Alpes de Berchtesgaden)	2 607 m

Flueves (plus de 160 km de longueur navigable)¹⁾

	Longueur	dont navigable
Danube	647 km	387 km
Rhin	865 km	778 km
Neckar	367 km	201 km
Main	524 km	384 km
Moselle	242 km	242 km
Ems	371 km	238 km
Weser	440 km	440 km
Elbe	700 km	700 km
Havel	343 km	243 km
Elde	208 km	180 km
Oder	162 km	162 km

Canaux de navigation fluviale (longueur de plus de 80 km, capacité portante d'au moins 650 t)

Mittellandkanal	321,3 km
Canal Dortmund-Ems	269,0 km
Canal Main-Danube	171,0 km
Canal latéral à l'Elbe (Canal Nord-Sud)	115,2 km
Canal de Kiel	98,7 km
Canal Oder-Spree	83,7 km
Canal Oder-Havel	82,8 km

Lacs (de plus de 20 km² de superficie)

Lac de Constance	535,9 km ²
Müritz	109,2 km ²
Chiemsee	79,9 km ²
Schweriner See	61,5 km ²
Starnberger See	56,4 km ²
Ammersee	46,6 km ²
Plauer See	38,4 km ²

1) A l'intérieur de l'Allemagne.

Lacs (de plus de 20 km² de superficie)

Kummerower See	32,2 km ²
Grand Lac de Plön	30,0 km ²
Steinhuder Meer	29,1 km ²
Schaalsee	22,8 km ²
Selenter See	22,4 km ²

Barrages (de plus de 100 millions m³ de capacité de retenue)

Bleiloch (Saale)	215,0 mio m ³
Schwammenauel (Roer)	202,6 mio m ³
Edersee (Eder)	202,0 mio m ³
Hohenwarte (Saale)	182,0 mio m ³
Bigge (Bigge)	171,8 mio m ³
Forgensee (Lech)	165,0 mio m ³
Großer Brombachsee (Brombach)	145,0 mio m ³
Möhne (Möhne)	134,5 mio m ³
Rappbode (Rappbode)	109,1 mio m ³
Schluchsee (Schwarza)	108,0 mio m ³
Sylvensteinsee (Isar)	104,0 mio m ³

Iles (surface de plus de 20 km²)

Iles de la Frise orientale

Borkum	30,7 km ²
Norderney	26,3 km ²

Iles de la Frise du Nord

Sylt	99,2 km ²
Föhr	82,9 km ²
Nordstrand	50,4 km ²
Pellworm	37,4 km ²
Amrum	20,4 km ²

Iles du Schleswig-Holstein

Fehmarn	185,4 km ²
---------------	-----------------------

Iles de Mecklembourg

Poel	34,3 km ²
------------	----------------------

Iles de la Poméranie-Occidentale

Rügen	930,0 km ²
Usedom ¹⁾	373,0 km ²

1) Partie de la République fédérale d'Allemagne, surface totale 445,0 km².

La République fédérale d'Allemagne est un Etat fédéral démocratique et social. Sa constitution est la «Loi fondamentale» (Grundgesetz) du 23 mai 1949, dont le dernier amendement date du 26 juillet 2002 (BGBl. I p. 2863). Ses Etats membres sont, depuis la réunification de l'Allemagne au 3 octobre 1990, les Länder Bade-Wurtemberg, Basse-Saxe, Bavière, Berlin, Brandebourg, Brême, Hambourg, Hesse, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Rhénanie du Nord-Westphalie, Rhénanie-Palatinat, Sarre, Saxe, Saxe-Anhalt, Schleswig-Holstein et Thuringe. La capitale fédérale est Berlin.

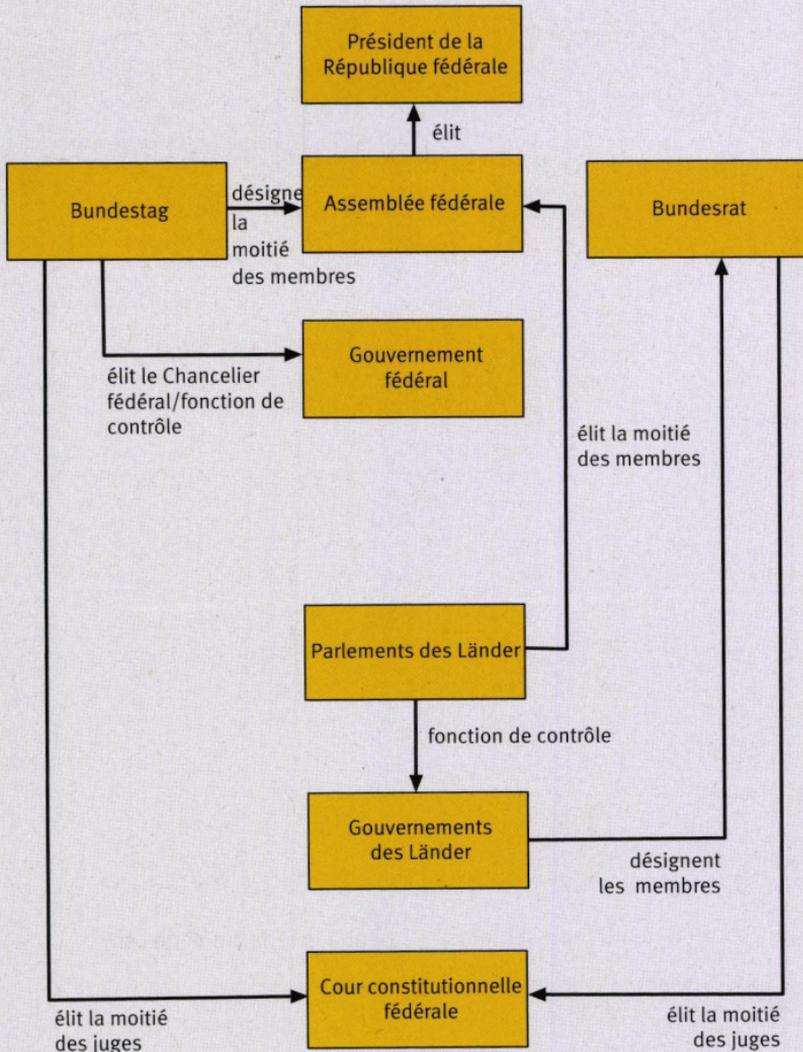
Selon l'article 1 alinéa 1 de la Loi fondamentale, la dignité de l'homme est inviolable et toute autorité publique est tenue d'en assurer son respect et sa protection. La dignité de l'homme est la valeur première et clé de voûte de la constitution. Une tâche essentielle de l'Etat est donc la protection des droits de l'homme et du citoyen. La République fédérale d'Allemagne est un Etat de droit, c'est-à-dire la législation est soumise à l'ordre constitutionnel, le pouvoir exécutif et la jurisprudence dépendent de la Loi et du Droit; chacun peut intenter une action en justice contre le pouvoir public. Dans la Fédération et les Länder, tous les Allemands peuvent élire leurs représentants dans des élections générales, directes, libres, égales et secrètes et décider ainsi qui doit – périodiquement – les gouverner. La Loi fondamentale (art. 20 al. 2) rappelle que «la souveraineté nationale appartient au peuple».

Chef d'Etat de la République fédérale d'Allemagne est le Président fédéral. Elu pour une durée de cinq ans par l'Assemblée fédérale, il peut être élu une deuxième fois. L'Assemblée fédérale se compose de tous les députés du Bundestag et d'un nombre égal de membres élus selon le scrutin proportionnel par les parlements des Länder. Les Présidents de la République fédérale d'Allemagne étaient Theodor Heuss de 1949 à 1959, Heinrich Lübke de 1959 à 1969, Gustav Heinemann de 1969 à 1974, Walter Scheel de 1974 à 1979, Karl Carstens de 1979 à 1984, Richard von Weizsäcker de 1984 à 1994 et Roman Herzog de 1994 à 1999, de 1999 à 2004, dont le successeur Horst Köhler a été élu en 1999.

Les députés du Bundestag sont élus tous les quatre ans. La loi électorale de la Fédération prévoit pour les élections des 598 députés un scrutin proportionnel personnalisé (299 à majorité relative dans les circonscriptions, les autres suivant les listes des Länder), les électeurs inscrits ayant une première voix pour le vote sur la liste de la circonscription électorale et une seconde voix pour voter une liste de Land. Les partis recueillant 5% ou plus des secondes voix dans leur territoire électoral ou un siège dans au moins trois circonscriptions électorales participent à la répartition des sièges.

Le Bundestag et le Bundesrat constituent les organes législatifs de la République fédérale d'Allemagne. Les tâches principales du Bundestag sont, outre les fonctions législatives, l'élection du Chancelier

Structure de l'Etat



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0602

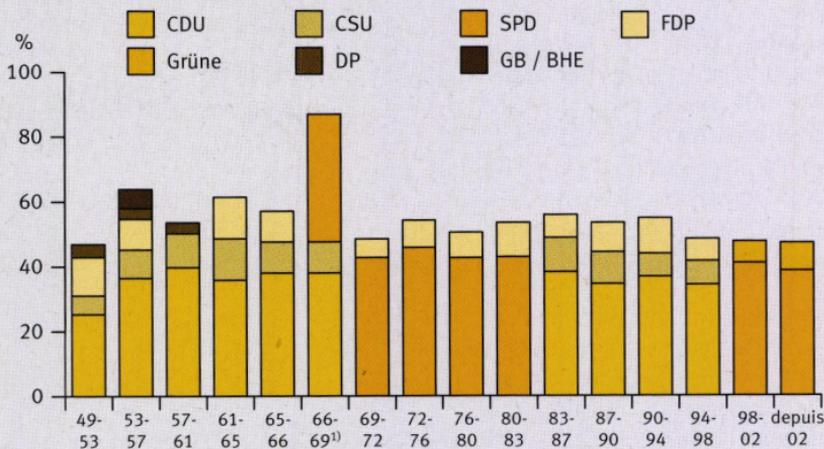
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

Résultats des élections parlementaires en pour cent

Elections	Année des élections	Proportions des voix valables obtenues par					
		SPD	CDU, en Bavière CSU	FDP	GRÜNE	PDS	Autres
Elections aux parlements des Länder							
Bade-Wurtemberg	2001	33,3	44,8	8,1	7,7	-	6,1
Bavière	2003	19,6	60,7	2,6	7,7	-	9,4
Berlin ¹⁾	2001	29,7	23,8	9,9	9,1	22,6	5,0
Brandebourg ¹⁾	2004	31,9	19,4	3,3	3,6	28,0	13,8
Brême	2003	42,3	29,8	4,2	12,8	1,7	9,2
Hambourg	2004	30,5	47,2	2,8	12,3 ²⁾	-	7,3
Hesse ¹⁾	2003	29,1	48,8	7,9	10,1	-	4,1
Mecklembourg-Poméranie occidentale ¹⁾	2002	40,6	31,4	4,7	2,6	16,4	4,3
Basse-Saxe ¹⁾	2003	33,4	48,3	8,1	7,6	0,5	2,0
Rhénanie du Nord-Westphalie	2000	42,8	37,0	9,8	7,1	-	3,3
Rhénanie-Palatinat ¹⁾ ..	2001	44,7	35,3	7,8	5,2	-	6,9
Sarre	2001	30,8	47,5	5,2	5,6	2,3	8,6
Saxe ¹⁾	2004	9,8	41,1	5,9	5,1	23,6	14,5
Saxe-Anhalt ¹⁾	2002	20,0	37,3	13,3	2,0	20,4	7,1
Schleswig-Holstein ¹⁾ ..	2000	43,1	35,2	7,6	6,2	1,4	6,5
Thuringe ¹⁾	2004	14,5	43,0	3,6	4,5	26,1	8,3
Elections au Bundestag¹⁾³⁾							
Allemagne	2002	38,5	38,5 ⁴⁾	7,4	8,6	4,0	3,0
Elections au Parlement européen							
Allemagne	2004	21,5	44,5 ⁵⁾	6,1	11,9	6,1	9,8

1) Secondes voix. – 2) GRÜNE/GAL. – 3) Résultat des élections de la 15ème législature. 4) CDU: 29,5%, CSU: 9,0%. – 5) CDU: 36,5%, CSU: 8,0%.

Proportions des voix des partis de coalition du Gouvernement fédéral, 1949 à 2002



1) A partir du 1 déc. 1966 Grande coalition.

Statistisches Bundesamt 2004 · 01 · 0603

fédéral et le contrôle du Gouvernement fédéral. Le Bundestag exécute ses fonctions non seulement en session plénière, mais avant tout au sein des commissions. Les Länder exercent une fonction législative et administrative au sein de la Fédération par l'intermédiaire du Bundesrat et participent aux affaires de l'Union européenne. Les membres du Bundesrat sont élus et démis de leurs fonctions par les gouvernements des Länder. Ils ne peuvent voter qu'en bloc par Land et sont liés aux instructions stipulées par leur gouvernement. Les 69 voix totales sont réparties en fonction du nombre d'habitants entre les 16 Länder, chaque Land détenant trois voix au minimum et six voix au maximum.

Le Gouvernement fédéral participe à la fonction législative, notamment en dépo-

sant des projets de lois et en décrétant des ordonnances eu égard à ses attributions légales spéciales. Il est composé du Chancelier fédéral élu par le Bundestag sur proposition du Président de la République fédérale d'Allemagne, et les ministres fédéraux, nommés et révoqués par le Président de la République fédérale d'Allemagne sur proposition du Chancelier fédéral.

Le pouvoir exécutif est par principe confié aux Länder dans la mesure où la Loi fondamentale ne prévoit ou n'autorise pas d'autres dispositions.

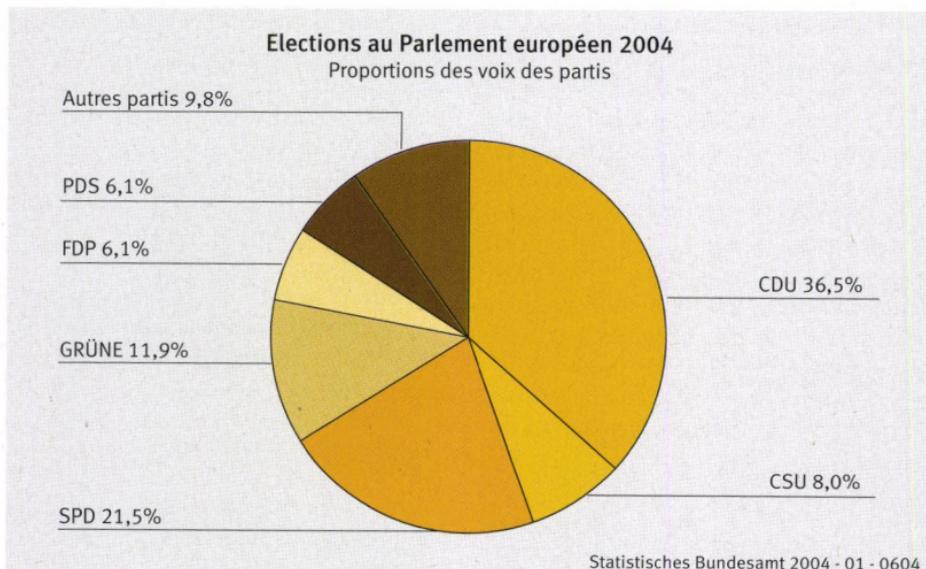
D'après la Loi fondamentale, le pouvoir jurisprudentiel est confié aux juges. Il est exercé par la Cour constitutionnelle fédérale, les Cours fédérales mentionnées dans la Loi fondamentale et les Tribunaux

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

des Länder, la Cour constitutionnelle fédérale ayant toutefois une position particulière en sa qualité de «gardien de la constitution». Elle décide notamment de l'interprétation de la Loi fondamentale dans les contentieux de nature constitutionnelle entre les organes d'Etat, de la conformité du droit fédéral et des Länder à la Loi fondamentale (contrôle des normes) ainsi que des recours constitutionnels déposés par les citoyens.

La compétence juridictionnelle de la Fédération se limite – à l'exception de la Cour constitutionnelle fédérale – aux tribunaux suprêmes des différentes juridictions: Cour fédérale de justice, Cour fédérale administrative, Cour fédérale des finances, Cour fédérale du travail, Cour fédérale du contentieux social ainsi que

Cour fédérale des brevets. Les tribunaux d'instance moyenne et d'instance inférieure sont des tribunaux des Länder.



Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a participé activement au processus de l'unification européenne. Dès mai 1948, les délégués de 19 pays européens ont réclamé au cours du premier congrès de la Haye la convocation d'une assemblée européenne, prémisses de la constitution du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

La pierre fondatrice de la Communauté européenne (CE) a été posée par le dit «plan Schumann» (nommé d'après le ministre des Affaires étrangères à l'époque). Ce plan prévoyait le regroupement de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. En avril 1951, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont ratifié le traité portant sur la constitution de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). Puis, ces 6 Etats ont fondé en 1957 la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). Ces trois organisations sont liées depuis le 1er juillet 1967 par la fusion de leurs organes (contrat de fusion 1965). En 1973, le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande ont rejoint les Communautés européennes, suivis de la Grèce en 1981 et de l'Espagne et du Portugal en 1986. Le contrat CECA a expiré le 23 juillet 2002.

L'objectif de la CE était l'intégration politique et économique de l'Europe. En fait, la suppression des barrières douanières entre les pays concernés et l'introduction

d'une union douanière en représentaient les premières étapes. Par la création du marché unique en 1993, la libéralisation de la circulation des personnes, des services et des capitaux est aussi devenue réalité. Dans le «traité sur l'Union européenne (UE)» signé le 7 février 1992 à Maastricht (et entré en vigueur le 1er novembre 1993), les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CE sont convenus d'un plan des étapes conduisant à la réalisation de l'Union économique et monétaire jusqu'à l'an 1999 dont la troisième étape prévoyait l'introduction de la monnaie unique (l'euro). En même temps des pas vers une politique extérieure et de sécurité commune ainsi que la coopération en matière de politique intérieure et législative ont été décidés. Les citoyens de l'Union résidant dans un des Etats membres dont ils ne sont pas ressortissants peuvent exercer leur droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen et aux élections communales au lieu de leur résidence. Ce droit a pu être exercé pour la première fois lors des élections au Parlement européen en 1994.

Depuis le 1er janvier 1995, la Finlande, l'Autriche et la Suède sont membres de l'UE. Par le «traité d'Amsterdam» du 2 octobre 1997 le processus d'intégration en vue de l'élargissement de l'UE vers l'Est a été continué. Par le traité de Nice, entré en vigueur le 1er février 2003, le fonctionnement des institutions européennes doit être adapté de sorte qu'il permette l'élargissement le plus large

de l'Union européenne. Des négociations sur l'adhésion à l'UE ont été menées à terme à la mi-décembre avec l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la République tchèque, l'Hongrie et le Chypre de sorte que ces états ont adhéré à l'UE au 1er mai 2004. Il est également envisagé d'accueillir la Bulgarie et la Roumanie en tant que membres de l'UE dans l'an 2007. Si le Conseil européen décide sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission en décembre 2004 que la Turquie remplit les critères politiques de Copenhague, l'UE entamera les négociations d'adhésion avec la Turquie aussi début 2005.

Au début du mois de mai 1998 lors d'un sommet à Bruxelles les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé des Etats participants à l'Union économique et monétaire (soit la troisième étape du traité de Maastricht). La République fédérale d'Allemagne, la Belgique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal et l'Espagne ont introduit la monnaie unique (l'euro) au 1er janvier 1999. A la «zone euro» que ces pays forment depuis lors la Grèce a adhéré le 1er janvier 2001. Pendant une période de transition, l'euro ne pouvait être utilisé que dans les transactions par virements. Depuis le 1er janvier 2002, l'euro est le moyen de paiement légal. Tous les dix nouveaux états membres aspirent à adhérer à la zone euro.

A la fin du Conseil européen de Nice en décembre 2000 les présidents du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission ont proclamé la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui, face au développement social, économique, scientifique et technologique, doit renforcer l'importance des droits de l'homme. Par la Déclaration du Conseil européen de Laeken en décembre 2001 le fondement des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne a été créé. La Convention constitutionnelle de l'UE a élaboré le projet d'un Traité conventionnel et l'a remis à la Présidence italienne du Conseil le 18 juillet 2003. Il s'agit essentiellement de la force obligatoire de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, d'une meilleure légitimation démocratique et transparence des organes de l'UE et d'une simplification des instruments et procédures de l'Union.

Le 4 octobre 2003 les chefs d'Etat et de gouvernement ont ouvert une conférence gouvernementale de plusieurs semaines à Rome pour retravailler le projet conventionnel. L'unanimité des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE n'était pourtant pas possible au sommet gouvernemental à Bruxelles le 12 et 13 décembre 2003 entre autres en raison des modalités de vote au Conseil prévues, notamment de la définition d'une majorité qualifiée. Ce qui était avant tout dû à la résistance de l'Espagne et de la Pologne. Mais après le changement de gouvernement en Espagne et de position de la Pologne une una-

nimité est encore en vue pour l'an 2004 grâce aux efforts de médiation de la Présidence irlandaise. La Constitution pouvait en conséquence entrer en vigueur jusqu'à l'an 2006, correspondant à la décision du sommet de l'UE à Bruxelles le 25 et 26 mars 2004. Le projet prévoit en outre un article statistique.

L'ALLEMAGNE SUIVANT LES LAENDER

Land	Superficie	Population	Habitants par km ²	Excédent des naissances (+) ou des décès (-) ¹⁾	Excédent des arrivées (+) ou des départs (-) ¹⁾²⁾
	31 déc. 2002	2003			
	km ²	1 000	nombre	1 000	nombre
Bade-Wurtemberg	35 752	10 693	298	+ 4	+ 31
Basse-Saxe	47 618	7 993	168	- 10	+ 28
Bavière	70 549	12 424	176	- 6	+ 46
Berlin	892	3 388	3 804	- 5	+ 1
Brandebourg	29 477	2 575	88	- 9	+ 1
Brème	404	663	1 638	- 2	+ 3
Hambourg	755	1 734	2 289	- 3	+ 8
Hesse	21 115	6 089	288	- 5	+ 5
Mecklembourg-Poméranie occidentale	23 173	1 732	75	- 5	- 8
Rhénanie du Nord-Westphalie	34 083	18 080	530	- 25	+ 34
Rhénanie-Palatinat	19 847	4 059	204	- 8	+ 11
Sarre	2 569	1 061	415	- 4	+ 2
Saxe	18 413	4 321	236	- 19	- 9
Saxe-Anhalt	20 445	2 523	125	- 13	- 13
Schleswig-Holstein	15 763	2 823	179	- 5	+ 13
Thuringe	16 172	2 373	148	- 9	- 10
Allemagne	357 027	82 532	231	- 122	+ 143

1) Résultat préliminaire. - 2) Migration totale à travers les frontières des Länder.

L'ALLEMAGNE SUIVANT LES LAENDER

Land	Actifs occupés ¹⁾	Chômeurs ²⁾	Taux de chômage ²⁾³⁾	Emplois vacants ²⁾⁴⁾	Chômeurs partiels ²⁾
	2003				
	1 000		%	1 000	
Bade-Wurtemberg	4 984	336,5	6,1	49,0	34,6
Basse-Saxe	3 390	379,8	9,6	34,4	13,9
Bavière	5 864	447,3	6,9	56,9	27,0
Berlin	1 420	306,5	18,1	9,3	4,5
Brandebourg	1 117	253,0	18,8	9,1	5,7
Brème	271	42,2	13,2	3,4	1,7
Hambourg	784	86,4	9,9	7,6	2,0
Hesse	2 743	242,1	7,9	26,0	17,7
Mecklembourg-Poméranie occidentale	725	181,7	20,1	7,5	2,9
Rhénanie du Nord-Westphalie	7 515	880,1	10,0	65,4	47,2
Rhénanie-Palatinat	1 800	154,6	7,7	27,3	9,2
Sarre	426	47,7	9,5	5,0	2,5
Saxe	1 809	403,5	17,9	17,1	10,6
Saxe-Anhalt	1 051	268,3	20,5	9,8	4,6
Schleswig-Holstein	1 244	136,2	9,7	10,8	4,7
Thuringe	1 030	210,7	16,7	10,1	6,5
Allemagne	36 172	4 376,8	10,5	354,8	195,4

1) Résultats du microrecensement. – 2) Résultats de la statistique du marché du travail de l'Agence fédérale pour l'Emploi (BA). – 3) Chômeurs en % de toutes les personnes actives civiles (actifs occupés non compris soldats et chômeurs). – 4) Les postes vacants indiqués par l'Office central de placement (ZAV) sont compris dans la somme «Allemagne».

L'ALLEMAGNE SUIVANT LES LAENDER

Land	Commerce extérieur		Produit intérieur brut en prix courants	Valeur ajoutée brute, données non corrigées
	Importations	Exportations		
	2003 ¹⁾		2003 ¹⁾	
	millions EUR		milliards EUR	
Bade-Wurtemberg	84 027	106 840	314,3	291,4
Basse-Saxe	46 716	50 850	183,1	169,7
Bavière	87 688	106 286	371,3	344,1
Berlin	6 699	9 111	77,3	71,6
Brandebourg	5 507	5 076	45,0	41,7
Brème	9 539	10 975	23,4	21,7
Hambourg	37 543	19 611	77,1	71,4
Hessen	49 089	33 748	193,7	179,5
Mecklembourg-Poméranie occidentale	2 069	3 063	29,7	27,5
Rhénanie du Nord-Westphalie	129 562	120 339	466,9	432,8
Rhénanie-Palatinat	18 743	28 344	92,7	86,0
Sarre	9 422	9 456	25,8	23,9
Saxe	8 712	15 123	77,0	71,4
Saxe-Anhalt	3 997	5 367	44,2	41,0
Schleswig-Holstein	12 996	11 520	65,9	61,1
Thuringe	4 593	6 391	41,8	38,8
Allemagne	535 375²⁾	661 551²⁾	2 129,2	1 973,6

1) Résultat préliminaire. – 2) Y compris les échanges commerciaux ne pouvant pas être attribués à un Land.

L'ALLEMAGNE SUIVANT LES LAENDER

Land	Permis de construire	Construc- tions achevées	Stock de logements	Médecins	Lits d'hôpitaux ¹⁾
	(Logements)			31.12.2003	2001
	2002			1 000	
	1 000		Nombre		
Bade-Wurtemberg	35,1	37,7	4 779	39 218	64 017
Basse-Saxe	33,1	32,5	3 635	25 824	47 885
Bavière	53,2	56,9	5 687	48 472	83 138
Berlin	3,5	5,2	1 874	17 936	22 620
Brandebourg	12,2	14,0	1 261	7 571	16 134
Brême	1,6	1,6	350	3 233	6 050
Hambourg	4,0	3,7	867	9 498	12 732
Hesse	19,5	19,4	2 774	23 147	38 560
Mecklembourg-Poméranie occidentale	8,0	8,5	869	6 071	11 132
Rhénanie du Nord-Westphalie	56,7	55,1	8 269	64 855	134 883
Rhénanie-Palatinat	14,9	17,4	1 854	14 009	26 549
Sarre	2,5	2,7	499	4 136	7 540
Saxe	8,8	10,2	2 355	14 066	29 619
Saxe-Anhalt	5,9	6,9	1 335	8 004	18 122
Schleswig-Holstein	10,1	11,6	1 342	10 356	16 449
Thuringe	5,0	6,1	1 175	7 721	17 250
Allemagne	274,1	289,6	38 925	304 117	552 680

1) Non compris les établissements de prévention ou de réadaptation fonctionnelle.

Le 31 décembre 2003 environ 82,5 millions de personnes vivaient en Allemagne, à savoir environ 40,4 millions de garçons et d'hommes et 42,2 millions de filles et de femmes. Au total 7,3 millions de citoyens étaient de nationalité étrangère. 61% d'entre eux vivaient déjà depuis dix ans et plus en Allemagne; 1,5 millions d'étrangers sont nés en Allemagne.

L'Allemagne a une population dense: Le nombre d'habitants par kilomètre carré s'élevait à une moyenne de 231 dans l'an 2002. Il y a pourtant une grande différence entre la densité de la population dans l'ouest et dans l'est du pays. En 2002 elle s'élevait à 262 dans l'ancien territoire fédéral (non compris Berlin-Ouest) et à 128 dans les nouveaux Länder (non compris Berlin-Est).

Dans l'an 2003 suivant des résultats préliminaires 383 000 mariages ont été conclus en Allemagne. 707 000 enfants sont nés vivants, soit rapporté à 1 000 habitants 8,6 naissances vivantes. La part des enfants nés hors mariage était de 27%.

Au total 854 000 personnes sont mortes au cours de l'an 2003 en Allemagne. Le nombre de décès était en conséquence de 147 000 plus élevé que celui des naissances vivantes. En 2000/2002 l'espérance de vie des nouveaux nés s'élevait en moyenne à 75,4 ans pour les garçons et à 81,2 ans pour les filles.

La proportion numérique entre les personnes âgées et jeunes changera considérablement en Allemagne pendant les décennies à venir. Dans l'an 2050 – selon

la projection démographique récente de l'Office Fédéral de la Statistique – l'âge de la moitié de la population dépassera les 48 ans et un tiers aura plus de 60 ans ou plus. Le nombre d'habitants d'Allemagne diminuera également à long terme – même vu la migration nette assumée en provenance de l'étranger.

D'après la «variante moyenne» de la projection la population décroîtra, après un léger accroissement, sur 83 millions de personnes à partir de 2013 et reculera sur le niveau de l'an 1963 (un peu plus de 75 millions d'habitants) jusqu'en 2050. La «variante moyenne» repose sur les assomptions suivantes: Natalité constante d'en moyenne 1,4 enfants par femme; montée de l'espérance de vie au moment de la naissance sur 81,1 ans pour les garçons et 86,6 ans pour les filles jusqu'en 2050 ainsi qu'un solde migratoire annuel positif de 200 000 personnes.

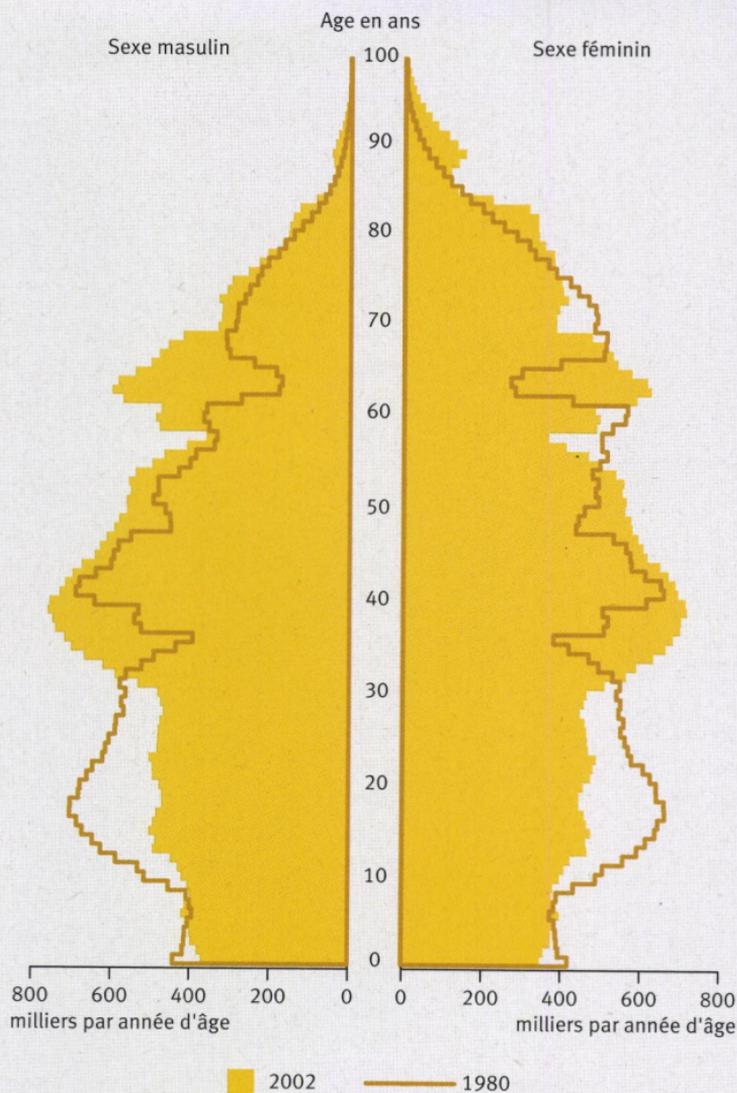
Selon cette projection le ratio des personnes âgées, à savoir le nombre calculé des personnes dans l'âge de retraite par rapport à 100 personnes dans l'âge actif (entre 20 et 59 ans) augmenterait d'aujourd'hui 44 à 78 jusqu'en 2050.

Comme l'évolution des valeurs déterminantes de la projection démographique sera de moins en moins prévisible avec l'intervalle croissant à partir de la date de base 31 décembre 2001, des tels calculs à long terme sont de caractère modèle et ne sont pas de pronostics pour des certains moments au cours de plusieurs décennies.

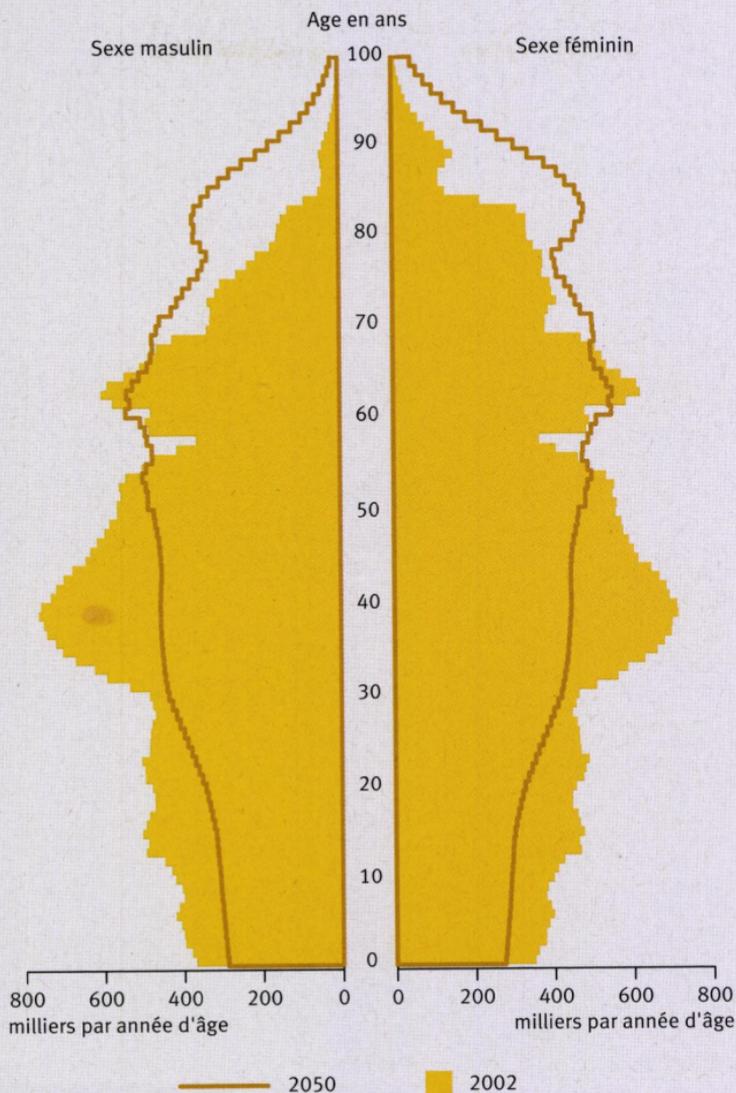
POPULATION

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Habitants au 31 décembre	1 000	82 440,3	82 536,7	82 531,7
Sexe masculin	1 000	40 274,7	40 344,9	40 359,0
Sexe féminin	1 000	42 165,6	42 191,8	42 172,6
Par groupe d'âge				
de ... à moins de ... ans				
moins de 6	1 000	4 695,2	4 623,5	.
6 - 15	1 000	7 923,7	7 792,1	.
15 - 18	1 000	2 762,6	2 821,1	.
18 - 25	1 000	6 632,2	6 693,4	.
25 - 45	1 000	25 024,9	24 763,8	.
45 - 60	1 000	15 530,5	15 740,5	.
60 - 65	1 000	5 805,6	5 663,6	.
65 et plus	1 000	14 065,7	14 438,8	.
Selon l'état matrimonial				
Célibataires	1 000	33 357,6	33 568,5	.
Mariés	1 000	37 868,0	37 595,7	.
Veufs	1 000	6 200,6	6 156,9	.
Divorcés	1 000	5 014,2	5 215,6	.
Population étrangère	1 000	7 318,6	7 335,6	7 334,8
Europe	1 000	5 834,7	5 816,7	5 800,4
Union européenne	1 000	1 870,0	1 862,1	1 850,0
dont: Italie	1 000	616,3	609,8	601,3
Grèce	1 000	362,7	359,4	354,6
Autriche	1 000	189,0	189,3	189,5
Pays-Bas	1 000	112,4	115,2	118,7
Royaume-Uni	1 000	115,2	114,7	113,6
Serbie et Monténégro	1 000	627,5	591,5	568,2
Croatie	1 000	223,8	231,0	236,6
Turquie	1 000	1 947,9	1 912,2	1 877,7
Afrique	1 000	303,0	308,2	310,9
Amérique	1 000	218,9	223,9	228,5
dont: Etats-Unis	1 000	113,5	112,9	112,9
Asie	1 000	877,4	901,7	912,0

Structure par âge de la population de l'Allemagne, comparée entre 2002 et 1980¹⁾



1) Jour de référence: 31. déc.

Structure par âge de la population de l'Allemagne, comparée entre 2002¹⁾ et 2050

1) Jour de référence: 31. déc.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0606

POPULATION

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Ménages¹⁾	1 000	38 456	38 720	38 944
Ménages à 1 personne	1 000	14 056	14 225	14 426
Ménages à 2 personnes	1 000	12 904	13 060	13 169
Ménages à 3 personnes	1 000	5 502	5 487	5 462
Ménages à 4 personnes	1 000	4 346	4 315	4 268
Ménages à 5 personnes et plus	1 000	1 647	1 633	1 618
Nuptialité, natalité, mortalité				
Mariages	nombre	389 591	391 963	382 923 ²⁾
Nés vivants	nombre	734 475	719 250	706 728 ²⁾
dont: hors mariage	nombre	183 816	187 961	190 645 ²⁾
Mort-nés	nombre	2 881	2 700	2 699 ²⁾
Décès	nombre	828 541	841 686	853 926 ²⁾
Excédent de naissances (+) ou de décès (-)	nombre	- 94 066	- 122 436	- 147 198 ²⁾
Divorces	nombre	197 498	204 214	...
Migrations entre l'Allemagne et l'étranger²⁾				
Entrées au total	1 000	879	843	769 ²⁾
dont: étrangers	1 000	685	658	602 ²⁾
Sorties au total	1 000	607	623	626 ²⁾
dont: étrangers	1 000	497	506	499 ²⁾
Personnes naturalisées	nombre	178 098	154 547	140 731

1) Résultats du microrecensement. – Situation: avril (2001 et 2002) ou mai (2003). – 2) Résultat préliminaire. – 3) Y compris territoire de provenance/de destination «pas clair» et «sans indication».

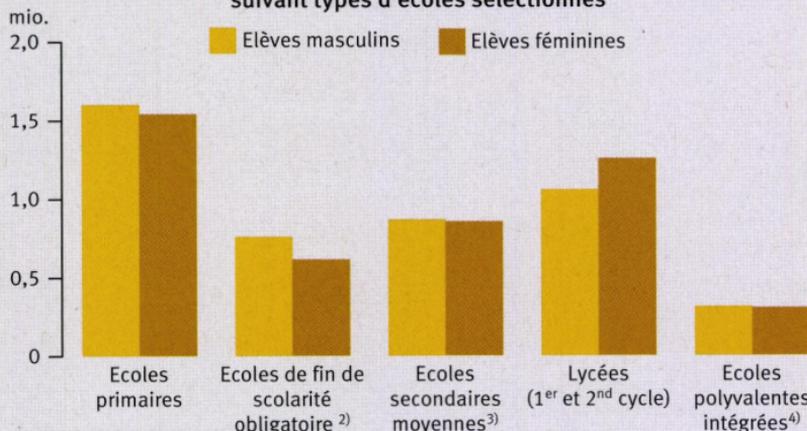
L'éducation d'une personne s'effectue – en dehors de la famille – avant tout dans les établissements publics et privés correspondants. La statistique officielle relève des données sur les élèves, apprentis et étudiants ainsi qu'enseignants, qui devraient attirer un intérêt grandissant pas dernièrement en raison de la discussion actuelle sur l'enseignement en Allemagne.

L'enseignement est influencé essentiellement de la structure démographique de la population, qui entraîne des différences dans l'effectif des cohortes, par exemple au moment de la scolarisation. Mais l'offre et la demande de l'enseignement sont également influencées des décisions individuelles, de la situation

économique et de la réalisation d'objectifs politiques de formation.

192,6 milliards d'euro ont été dépensés pour l'enseignement, la recherche et la science en Allemagne dans l'an 2002, ce qui constituait 9,1% du produit intérieur brut. Les dépenses ont augmenté de 2,2% par rapport à l'an 2001. La partie majeure du budget, à savoir à 120,8 milliards d'euro, a été utilisée pour des écoles, des établissements de l'enseignement supérieur et d'autres établissements d'enseignement. Les élèves, étudiants et apprentis ont été soutenus avec 14,0 milliards d'euro, les dépenses pour la recherche et le développement étaient de 53,3 milliards d'euro. La scolarité obligatoire en Allemagne commence pour tous les enfants à l'âge de

Elèves aux écoles d'enseignement général, 2003/2004¹⁾
suivant types d'écoles sélectionnés



1) Résultats préliminaires. – 2) Y compris cycle d'orientation indépendant du type d'école. – 3) Y compris types d'école proposant plusieurs cycles de formation. – 4) Y compris écoles Waldorf libres.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0607

six ans accomplis. Elle s'élève à douze ans, dont, en règle générale, l'enseignement à temps complet comprend entre neuf et dix ans et l'enseignement à temps partiel de deux à trois ans.

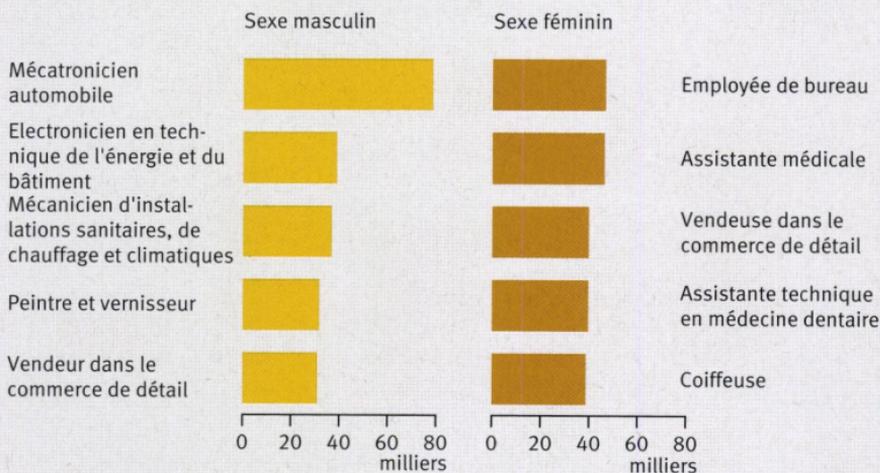
En 2003 à peu près 9,8 millions d'élèves en Allemagne ont fréquenté une école d'enseignement général, dont 3,1 millions une école primaire, 1,4 millions une école de fin de scolarité obligatoire (y compris cycle d'orientation indépendant du type d'école), 1,3 millions une école secondaire moyenne et 2,3 millions un lycée (1er et 2nd cycle). Les écoles polyvalentes intégrées (y compris écoles Waldorf libres) ont été fréquentées par environ 618 000 et les types d'école proposant plusieurs cycles de formation par 429 000 élèves. 429 000 filles et garçons

sont allés à des écoles pour enfants arriérés et handicapés, et à peu près 57 000 adultes à des cours du soir et des lycées pour adultes à temps complet.

238 000 élèves ont reçu le certificat de fin de scolarité obligatoire par une école d'enseignement général en terminant la scolarité obligatoire à temps complet en 2002. Dans le même an environ 376 000 élèves ont quitté l'école avec le certificat de fin d'études de l'école secondaire moyenne. 235 000 élèves ont fait le baccalauréat général ou professionnel.

Les écoles d'enseignement professionnel étaient fréquentées par à peu près 2,7 millions de jeunes en 2003, dont 1,7 millions allaient aux écoles professionnelles (dans le système dual) et à peu près 499 000 aux écoles professionnel-

Apprentis en 2003 dans les professions de formation les plus fréquentes



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0608

les à temps complet. A ces types d'écoles 50 000 élèves ont reçu le certificat de fin de scolarité obligatoire en 2002, environ 75 000 élèves ont obtenu un certificat équivalent à celui de l'école secondaire moyenne, et 126 000 élèves y ont fait le baccalauréat général (y compris le bac technique/professionnel). 113 000 hommes et femmes sont allés aux écoles de la santé.

En 2003 le nombre d'apprentis en Allemagne s'élevait à environ 1,5 milliards de personnes, dont 838 000 dans le domaine du commerce et de l'industrie, 502 000 dans l'artisanat, 146 000 dans les professions libérales et 95 000 dans d'autres domaines.

Hommes et femmes choisissent encore des professions de formation très différentes. Il y avait par exemple 41 900 apprentis coiffeur en Allemagne dans l'an 2003, dont la plupart (92%) étaient des jeunes femmes. Environ 6% de la totalité des apprenties féminines ont choisi cette profession, par rapport à moins d'1% des apprentis masculins.

2,0 millions de personnes étaient inscrites comme étudiants aux établissements d'enseignement supérieur en Allemagne en 2003, dont 1,4 millions aux universités et 514 000 aux écoles techniques supérieures et 32 000 aux écoles supérieures d'art.

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Apprentis	1 000	1 685	1 622	1 582
Industrie et commerce	1 000	876	850	838
Artisanat	1 000	564	528	502
Agriculture	1 000	38	37	38
Fonction publique	1 000	45	45	43
Professions libérales	1 000	148	149	146
Economie domestique, navigation maritime	1 000	13	13	14
Participants à des examens de formation continue et de maître artisan	1 000	127	128	126
Industrie et commerce	1 000	62	61	63
Artisanat	1 000	54	54	51
Agriculture	1 000	3	3	2
Fonction publique	1 000	3	4	4
Professions libérales	1 000	5	5	5
Economie domestique, navigation maritime	1 000	1	1	1

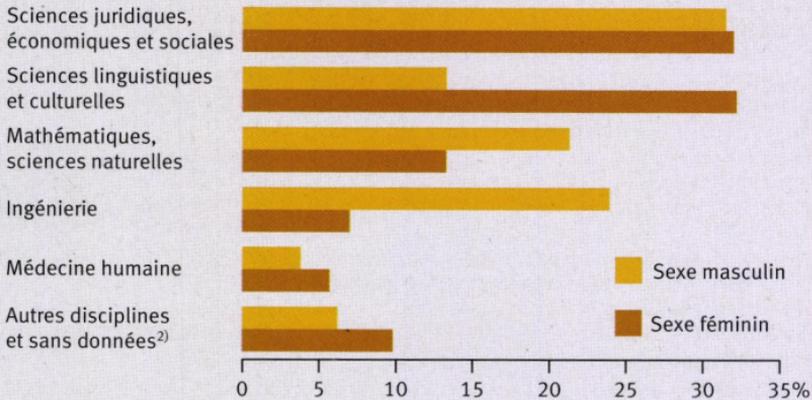
1) Résultat préliminaire.

ENSEIGNEMENT

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Elèves	1 000	12 676	12 593	12 575
Ecoles d'enseignement général	1 000	9 870	9 780	9 724
Ecoles maternelles et classes préscolaires	1 000	63	55	54
Ecoles primaires	1 000	3 211	3 144	3 147
Ecoles de fin de scolarité obligatoire ²⁾	1 000	1 501	1 462	1 378
Types d'école proposant plusieurs cycles de formation	1 000	441	438	429
Ecoles pour enfants arriérés et handicapés	1 000	425	429	429
Ecoles secondaires moyennes	1 000	1 278	1 283	1 296
Lycées (1er et 2nd cycle)	1 000	2 284	2 297	2 316
Ecoles polyvalentes intégrées ³⁾	1 000	618	619	618
Cours du soir et lycées pour adultes à temps complet	1 000	48	52	57
Ecoles d'enseignement professionnel	1 000	2 694	2 700	2 734
Ecoles professionnelles (système dual) ...	1 000	1 784	1 733	1 693
Ecoles de perfectionnement professionnel	1 000	1	1	1
Ecoles professionnelles à temps complet ..	1 000	425	452	499
Ecoles techniques préparant à l'enseignement technique supérieur	1 000	99	106	117
Lycées techniques ⁴⁾	1 000	103	109	115
Ecoles professionnelles/techniques préparant à l'enseignement supérieur ...	1 000	11	12	14
Ecoles de formation professionnelle continue ⁵⁾	1 000	155	163	169
Ecoles de la santé	1 000	112	113	117
Anciens élèves d'écoles d'enseignement général	1 000	927	935	...
Avec certificat de fin de scolarité obligatoire .	1 000	236	238	...
Avec certificat de fin d'études de l'école secondaire moyenne	1 000	377	376	...
Avec baccalauréat général ou professionnel .	1 000	225	235	...
Anciens élèves d'écoles d'enseignement professionnel – au total	1 000	1 047	1 067	...
Avec certificat de fin d'études de l'école secondaire moyenne ou équivalent	1 000	65	75	...
Avec baccalauréat général (y compris technique)/professionnel	1 000	118	126	...
Enseignants à temps complet et partiel .....				...
Ecoles d'enseignement général	1 000	674	676	...
Ecoles d'enseignement professionnel	1 000	115	117	...

1) Résultat préliminaire. – 2) Y compris cycle d'orientation indépendant du type d'école. – 3) Y compris écoles Waldorf libres. – 4) Y compris lycées pour adultes. A partir de 2000 filières des anciens lycées pour adultes, qui se terminent seulement. – 5) Y compris académies professionnelles.

Etudiants par groupe de disciplines, semestre d'hiver 2003/2004¹⁾



1) Résultats préliminaires. – 2) Sports; médecine vétérinaire, sciences agronomiques, sylvicoles et alimentaires; beaux-arts/ études de l'art; autres disciplines et sans données.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0609

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Etudiants²⁾	1 000	1 869	1 939	2 016
Universités ³⁾	1 000	1 210	1 391	1 432
Universités pluridisciplinaires ⁴⁾	1 000	142	–	–
Ecoles supérieures d'art	1 000	31	31	32
Ecoles techniques supérieures	1 000	453	480	514
Ecoles supérieures d'administration	1 000	33	37	39
Dont: Etudiants en premier semestre d'enseignement supérieur				
Universités ³⁾	1 000	293	300	317
Universités pluridisciplinaires ⁴⁾	1 000	181	199	211
Universités pluridisciplinaires ⁴⁾	1 000	17	–	–
Ecoles supérieures d'art	1 000	4	4	4
Ecoles techniques supérieures	1 000	81	85	93
Ecoles supérieures d'administration	1 000	10	12	10
Diplômes de fin d'études supérieures				
Diplômes universitaires et équivalents	1 000	208	209	...
Diplômes universitaires et équivalents	1 000	91	92	...
Doctorats	1 000	25	24	...
Examens d'aptitude à l'enseignement	1 000	25	24	...
Diplômes d'écoles techniques supérieures ..	1 000	66	66	...
Degré de bachelor et de master	1 000	1	3	...

1) Résultat préliminaire. – 2) Etudiants au semestre d'hiver. – 3) Y compris écoles supérieures de pédagogie et facultés de théologie. – 4) A partir du semestre d'hiver 2002/2003 regroupées parmi les universités.

ENSEIGNEMENT

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Certificats de fin d'études¹⁾				
Indications sur une formation scolaire générale ²⁾	1 000	66 134	66 472	66 574
Encore dans une formation scolaire	1 000	2 958	3 035	2 992
Avec certificat d'études primaires/de fin de scolarité obligatoire	1 000	30 671	30 110	29 391
Avec certificat de l'école secondaire polytechnique	1 000	4 973	4 979	4 807
Avec certificat de l'école secondaire moyenne ou équivalent	1 000	12 642	12 793	12 732
Avec baccalauréat professionnel ou général	1 000	13 009	13 362	14 092
Indications sur une formation scolaire professionnelle ²⁾ .	1 000	64 770	65 339	65 575
Apprentissage ³⁾	1 000	33 513	33 702	33 639
Certificat d'école de formation professionnelle continue ⁴⁾	1 000	4 234	3 884	4 015
Certificat d'école de formation technique et d'ingénierie dans l'ancienne RDA	1 000	1 028	1 018	977
Diplôme d'école technique supérieure ⁵⁾	1 000	2 390	3 139	2 868
Diplôme universitaire ⁶⁾	1 000	3 819	3 615	3 758
Doctorat	1 000	575	574	853

1) Résultats du microrecensement (2001 et 2002 en avril, 2003 en mai). – Personnes âgées de 15 ans et plus. – 2) Réponse de personnes de 51 ans et plus sur base volontaire. Y compris sans indications sur le type de certificat et sans certificat de fin d'études générales ou professionnelles. – 3) Y compris certificat équivalent d'une école professionnelle à temps complet ou d'un stage professionnel. – 4) Y compris formation de maître artisan/technicien et diplôme d'écoles supérieures d'administration. – 5) Y compris diplôme d'ingénieur. A partir de 2002 y compris diplôme d'écoles supérieures d'administration. – 6) Non compris diplôme d'écoles techniques supérieures.

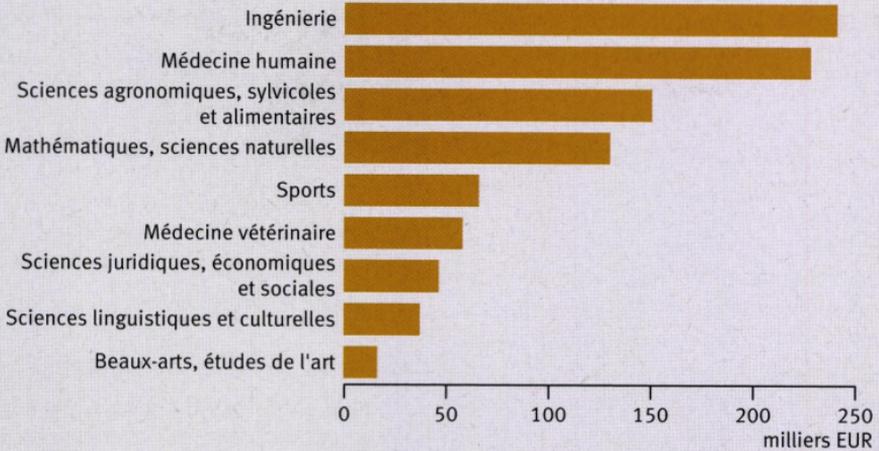
Le nombre d'étudiants de premier semestre dans l'année académique 2003/2004 a atteint environ 378 000 et donc un nouveau record. Ce qui correspond à une progression de 5% par rapport à l'année précédente. Après que le nombre de femmes nouvellement inscrites était plus élevé que celui des hommes dans l'année précédente, le taux d'étudiants de premier semestre s'élevait à 50,6% dans l'année académique 2003.

Une augmentation des nouvelles inscriptions dans l'année académique 2003/2004 a aussi eu lieu dans les matières suivantes de l'enseignement supérieur: informatique (+ 3,5%), construction mécanique/technologie des procédés

(+ 8,3%) et génie civil (+ 7,2%). Par contre dans le domaine de l'électrotechnique le nombre d'étudiants de premier semestre a diminué de 3,1%.

Au début de l'an 2003 les filières les plus populaires d'un certificat de bachelier reconnu au niveau international – par rapport au nombre d'étudiants – étaient l'informatique (8 100), l'économie de l'entreprise (1 800) et les sciences agricoles/agriculture (1 600). La plupart des étudiants qui aspiraient au degré de master faisaient des études d'électrotechnique/électro-technique (1 900), d'économie de l'entreprise internationale/gestion (1 800) et de construction mécanique (1 500).

Recettes des moyens tiers par chaire suivant groupe de disciplines 2002



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0610

209 000 étudiants ont réussi un examen à un établissement de l'enseignement supérieur en 2002. Dans cet an un demi million de personnes travaillait dans la science, dans les arts et la musique et dans l'administration de l'enseignement supérieur en Allemagne.

L'activité professionnelle occupe une place centrale dans la vie de l'homme moderne vu qu'elle sert non seulement à gagner la vie, mais influence également l'évolution et l'épanouissement de la personnalité.

La propre activité professionnelle était pour 39,9% de la population de la République fédérale d'Allemagne la source essentielle de leur entretien en mai 2003. 29,2% étaient soutenus par des membres de leur famille, 26,6% vivaient principalement de retraites, pensions, de leur propre fortune ou d'autres aides (incl. aide sociale), et pour 4,3% l'allocation de chômage ou l'aide sociale aux chômeurs était la source essentielle de revenu.

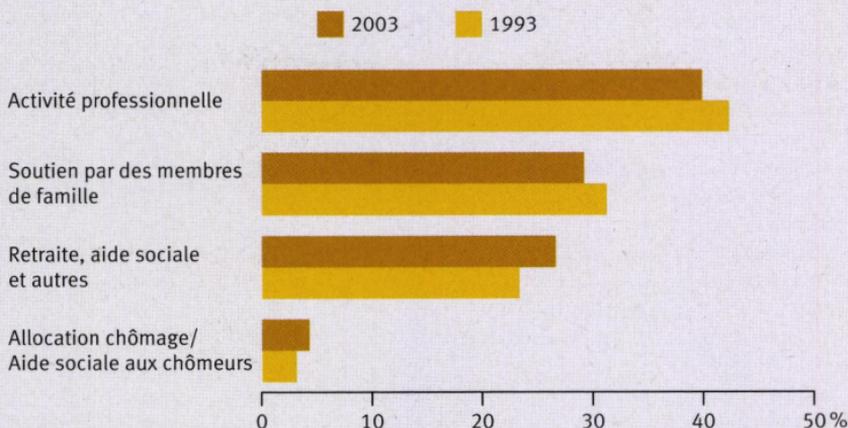
Dans l'an 2003 le taux de chômage en Allemagne était de 10,5% par rapport à 9,8% dans l'année précédente. Pendant que celui des hommes avec 10,9% a augmenté de 1,0 points de pourcentage, celui des femmes est passé de 0,5 points de pourcentage à 10%. Parmi les 4,38 millions de chômeurs déclarés se trouvaient 516 000 personnes âgées de moins de 25 ans en 2003, à peu près 394 000 chômeurs étaient à la recherche d'un emploi à temps partiel.

Depuis 1996 l'emploi des mères ou pères d'enfants mineurs a augmenté. Le taux d'activité des mères en âge de travailler était de 65% en mai 2003 et par conséquent de 6 points de pourcentage plus élevé que celui de 1996, tandis que dans le cas des pères ce taux a diminué de 1996 à 89%. 5,7 millions de mères et

6,8 millions de pères d'enfants mineurs en Allemagne exerçaient donc une activité professionnelle en mai 2003. Pourtant le taux d'activité des mères diminue avec l'augmentation du nombre d'enfants. Le taux d'activité des mères d'un enfant mineur vivant dans leur ménage était de 68%, cinq points de pourcentage de plus que le taux d'activité de la totalité des mères d'enfants mineurs. Ce taux s'élevait dans le cas des mères de deux enfants à 65%, dans le cas des mères de trois enfants et plus à 50%.

Depuis 1991 les rapports entre les formes d'emploi en Allemagne se sont déplacés avant tout en faveur de l'emploi salarial à temps partiel et du travail indépendant, et au désavantage de l'emploi salarial à temps complet. Pendant l'espace de temps d'avril 1991 à mai 2003 le nombre de salariés à temps partiel qui était de 4,7 millions a augmenté continuellement pour atteindre 7,2 millions. Face à cette croissance élevée de 51% se trouve depuis 1991 un recul des emplois à temps complet de 15% (qui égale 24,9 millions). Le nombre de travailleurs indépendants est monté de 0,7 millions depuis 1991 pour s'élever à 3,7 millions, ce qui correspond à un taux de croissance de 23%.

Dans l'agriculture le nombre d'indépendants a pourtant fortement diminué à cause de fermetures de petites entreprises agricoles pendant les années dernières. Mis à part le secteur économique de l'agriculture, sylviculture et pêche le nombre d'indépendants a connu un

Population suivant la source essentielle d'entretien¹⁾

1) Résultats du microrecensement - Allemagne.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0611

taux de croissance de 31%. Ce qui est aussi intéressant dans ce contexte, c'est la grande dynamique évolutive des indépendants sans salariés, ce qu'on appelle «Ich AGs»; leur nombre a progressé de 64% par rapport à avril 1991.

La part des salariés à temps partiel a connu un accroissement progressif dans l'ouest aussi bien que dans l'est de l'Allemagne depuis 1991. Le taux d'emploi à temps partiel – à savoir la part des salariés à temps partiel à la totalité des salariés – est monté dans l'ancien territoire fédéral de neuf points de pourcentage entre avril 1991 et mai 2003 et s'élevait ensuite à 24%, dans les nouveaux Länder et Berlin-Est il a augmenté de sept points de pourcentage pour atteindre 16%. Cela

veut dire que dans l'Allemagne de l'ouest l'emploi à temps partiel est plus répandu que dans l'est du pays. C'est le contraire pour les employés à durée déterminée: Dans les nouveaux Länder et Berlin-Est 12% de la totalité des salariés avait un contrat de travail à durée déterminée (non compris les contrats d'apprentissage) en mai 2003, par rapport à seulement 8% dans l'ancien territoire fédéral.

Afin d'éviter des heures supplémentaires et de quand même pouvoir répondre aux fluctuations au sein des entreprises, de plus en plus nombreuses sont celles qui abandonnent la durée de travail fixe en introduisant des formes flexibles d'organisation de la durée de travail. En avril 2001 la majorité des personnes actives occupées, qui ont donné des renseigne-

EMPLOI

Spécification	Unité	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ²⁾
Allemagne				
Personnes actives occupées par durée hebdomadaire habituelle du travail				
moins de 15 heures	1 000	2 554	2 644	2 742
Femmes	1 000	2 029	2 098	2 142
Hommes	1 000	525	546	600
15 – 20 heures	1 000	2 784	2 820	2 970
Femmes	1 000	2 405	2 429	2 540
Hommes	1 000	379	391	430
21 – 35 heures	1 000	4 677	4 787	5 015
Femmes	1 000	2 944	2 983	3 057
Hommes	1 000	1 733	1 805	1 958
36 – 40 heures	1 000	21 688	21 261	20 777
Femmes	1 000	7 726	7 622	7 458
Hommes	1 000	13 962	13 639	13 320
41 heures et plus	1 000	5 114	5 023	4 668
Femmes	1 000	1 083	1 068	980
Hommes	1 000	4 031	3 956	3 688

1) Résultats du microrecensement. – Situation: avril. – 2) Résultats du microrecensement. – Situation: mai.

ments par rapport à la réglementation de la durée de travail de leur entreprise, avaient un horaire flexible. Pour 42% des actifs occupés seulement, des horaires journaliers avec des débuts et des fins fixes faisaient encore partie de la vie quotidienne. Parmi les modèles d'horaire à la carte les comptes temps occupent une position de plus en plus importante: 26% des actifs occupés disposaient d'un compte temps qui leur permettait la récupération à long terme de crédits d'heures (par heure, jour ou semaine) en échange de temps libre, les délais de récupération pouvant varier. 20% des personnes actives occupées profitaient de comptes

temps qui permettent une récupération par jour ou semaine.

Au total 195 000 personnes actives occupées étaient touchées par du chômage partiel dans l'an 2003, et 192 000 personnes étaient employées grâce à des mesures de création d'emplois temporaires.

En ce qui concerne les données sur la participation à la vie active, des différentes définitions peuvent être appliquées. Les personnes actives représentées dans les tableaux comprennent les actifs occupés aussi bien que les actifs inoccupés. Toutes les personnes exerçant une activité professionnelle principale ou secondaire comptent parmi les personnes actives

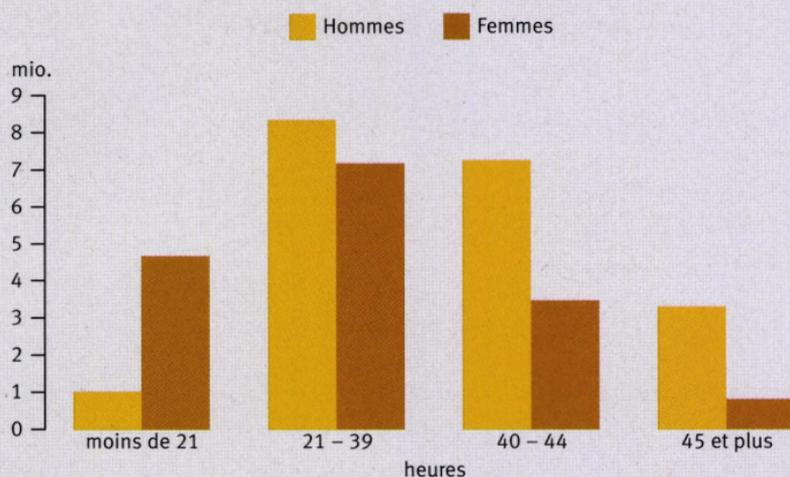
occupées, pendant que le terme personnes actives inoccupées s'applique à tous les chômeurs enregistrés ou pas à l'agence du travail, qui indiquent être à la recherche de travail. Le nombre de chômeurs déclaré par l'Agence fédérale pour l'Emploi ne comprend par contre que les chômeurs enregistrés aux agences de travail. Ces chômeurs enregistrés ont le droit d'exercer une activité minimale d'après la loi sur la Sécurité sociale. Les personnes inactives représentées dans les tableaux suivants ni exercent une activité à but lucratif ni la recherchent.

EMPLOI

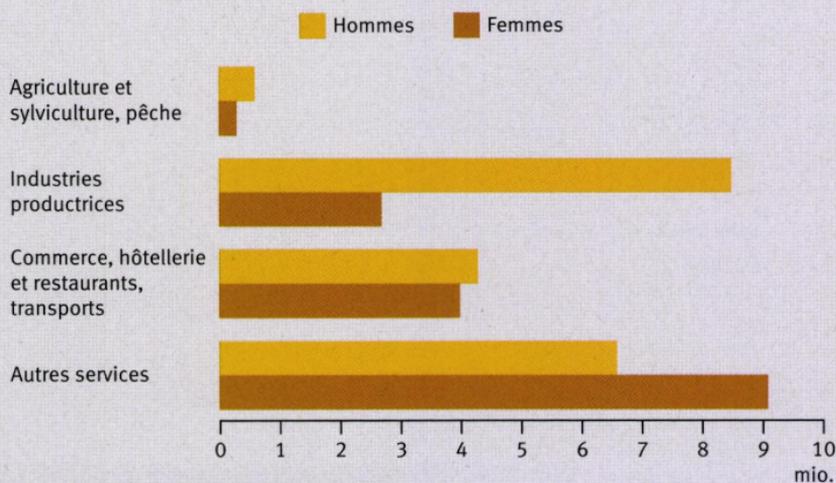
Spécification	Unité	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ²⁾
Allemagne				
Personnes actives	1 000	40 550	40 607	40 792
Personnes actives occupées	1 000	36 816	36 536	36 172
dont: femmes	1 000	16 187	16 200	16 176
Personnes actives inoccupées	1 000	3 734	4 071	4 619
dont: femmes	1 000	1 680	1 782	1 991
Personnes inactives	1 000	41 728	41 848	41 710
Sexe masculin	1 000	17 478	17 657	17 705
Sexe féminin	1 000	24 250	24 191	24 005
Taux d'activité des personnes âgées de 15 à moins de 65 ans				
Sexe masculin	%	80,1	80,1	80,3
Sexe féminin	%	64,9	65,3	66,1
Personnes actives occupées				
par secteur économique				
Agriculture et sylviculture; pêche	1 000	943	923	895
dont: femmes	1 000	334	322	304
Industries productrices	1 000	11 934	11 656	11 265
dont: femmes	1 000	2 891	2 814	2 731
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	1 000	8 531	8 355	8 297
dont: femmes	1 000	4 129	4 057	4 034
Autres services	1 000	15 408	15 602	15 716
dont: femmes	1 000	8 832	9 006	9 107
par statut professionnel				
Indépendants	1 000	3 632	3 654	3 744
dont: femmes	1 000	1 012	1 026	1 066
Aides familiaux	1 000	411	414	385
dont: femmes	1 000	341	321	292
Fonctionnaires	1 000	2 263	2 224	2 244
dont: femmes	1 000	737	750	775
Employés ³⁾	1 000	17 496	18 668	18 633
dont: femmes	1 000	10 376	10 489	10 517
Ouvriers ⁴⁾	1 000	11 984	11 576	11 165
dont: femmes	1 000	3 720	3 615	3 526

1) Résultats du microrecensement. – Situation: avril. – 2) Résultats du microrecensement. – Situation: mai. – 3) Y compris apprentis des professions commerciales et techniques de formation reconnue. – 4) Y compris apprentis des professions industrielles de formation reconnue.

Personnes actives occupées en mai 2003¹⁾ par heures hebdomadaires habituelles du travail



Personnes actives occupées en mai 2003 par secteurs économiques¹⁾



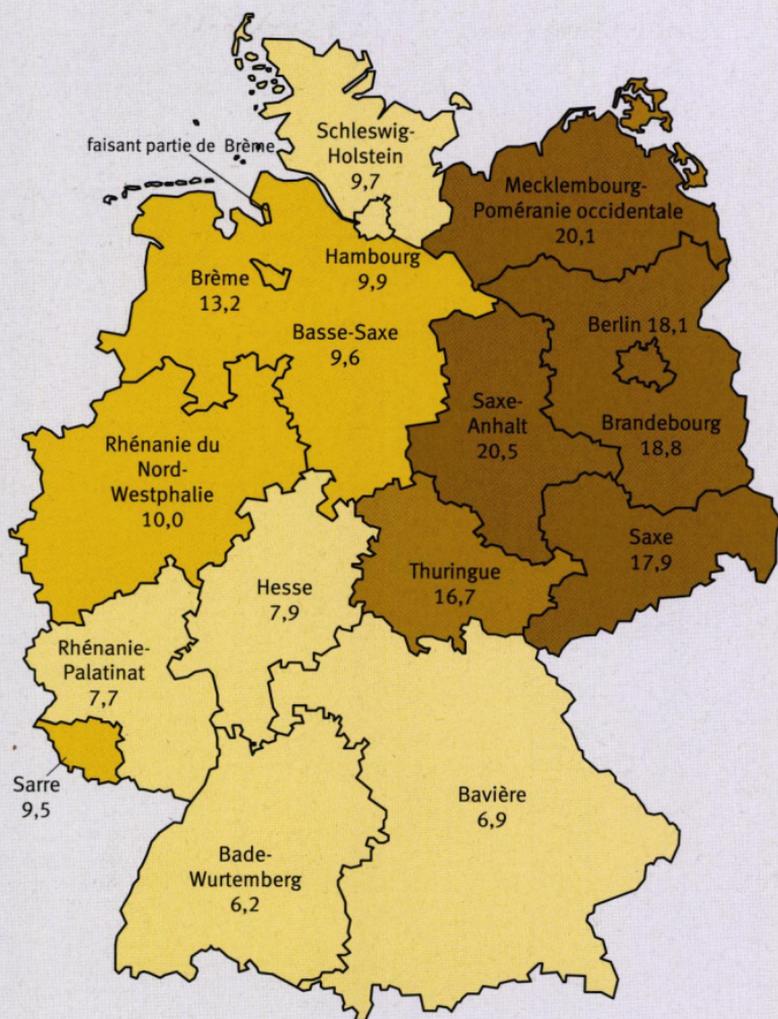
1) Résultats du microrecensement.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0612

EMPLOI

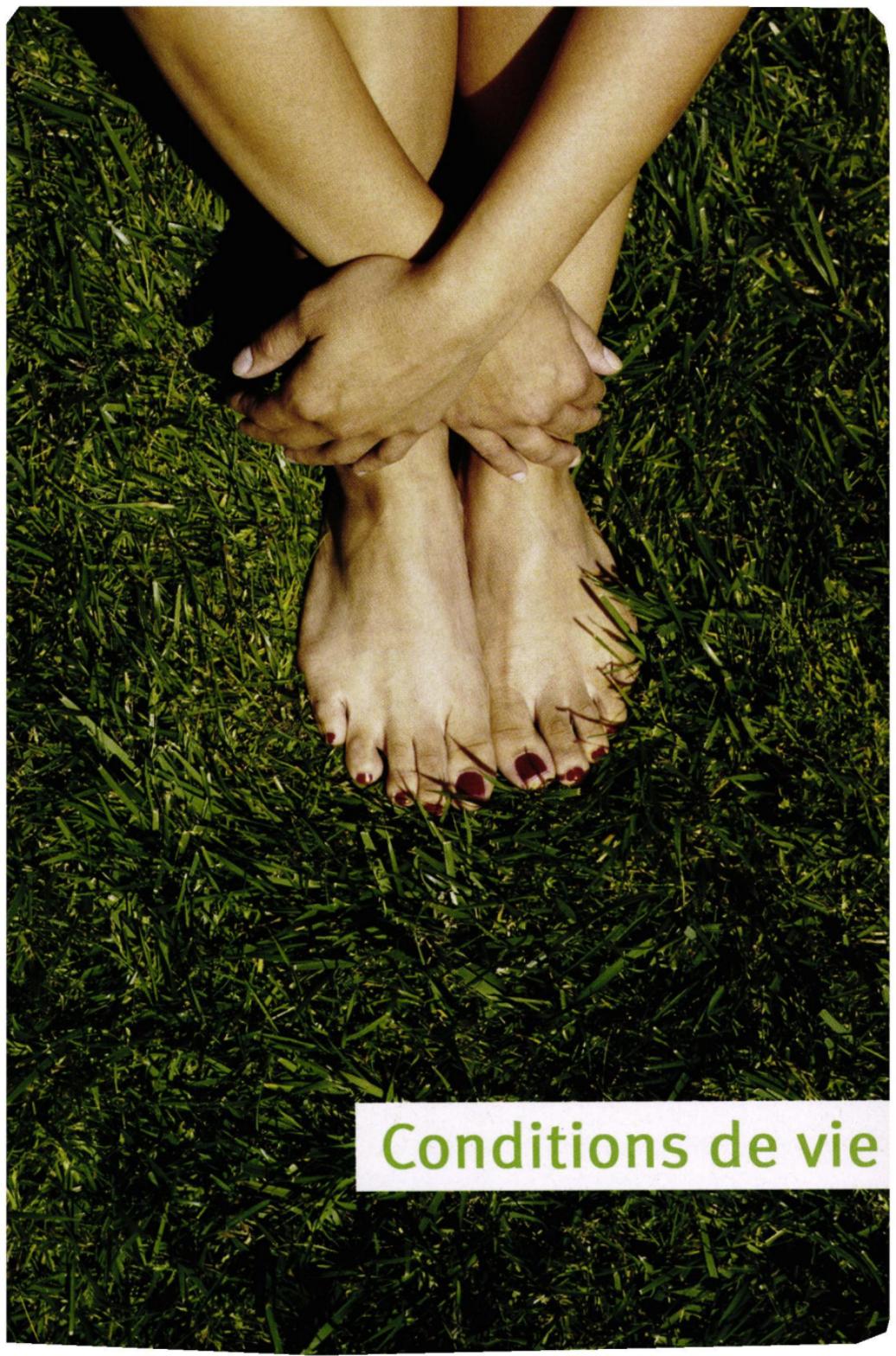
Spécification	Unité	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ²⁾
Ancien territoire fédéral				
Personnes actives	1 000	32 549	32 683	32 882
Femmes	1 000	14 161	14 300	14 489
Hommes	1 000	18 388	18 383	18 393
Personnes actives occupées				
par secteur économique				
Agriculture et sylviculture; pêche	1 000	717	713	695
Industries productrices	1 000	9 995	9 792	9 445
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	1 000	7 023	6 856	6 806
Autres services	1 000	12 573	12 772	12 900
Personnes inactives	1 000	34 645	34 805	34 770
Sexe féminin	1 000	20 250	20 234	20 113
Sexe masculin	1 000	14 395	14 571	14 657
Nouveaux Länder et Berlin-Est				
Personnes actives	1 000	8 001	7 924	7 910
Femmes	1 000	3 706	3 682	3 678
Hommes	1 000	4 295	4 242	4 232
Personnes actives occupées				
par secteur économique				
Agriculture et sylviculture; pêche	1 000	226	210	200
Industries productrices	1 000	1 939	1 864	1 819
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	1 000	1 508	1 499	1 491
Autres services	1 000	2 835	2 830	2 815
Personnes inactives	1 000	7 082	7 043	6 940
Sexe féminin	1 000	3 999	3 957	3 892
Sexe masculin	1 000	3 083	3 086	3 048

1) Résultats du microrecensement. – Situation: avril. – 2) Résultats du microrecensement. – Situation: mai.

Taux de chômage¹⁾ suivant les Länder en 2003

1) Pourcentage des chômeurs à la totalité des personnes actives civiles (salariés civils, indépendants, aides familiaux). – Moyenne annuelle.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0613



Conditions de vie

Dans l'an 2003 les salaires des femmes en Allemagne étaient toujours nettement plus bas que ceux de leurs collègues masculins. Les salariées travaillant à temps complet dans les industries productrices, le commerce, les établissements de crédit et les assurances gagnaient donc en octobre 2003 avec 2 436 euro 78,9% du salaire des hommes qui s'élevait à 3 086 euro. Dans les nouveaux Länder et Berlin-Est cette relation était plus équilibrée: le salaire des femmes était de 88,0% de la moyenne des salaires des hommes; pourtant le niveau général des salaires était clairement plus bas que dans l'ancien territoire fédéral (1 995 euro par rapport à 2 267 euro). Un rapprochement progressif des salaires des femmes à ceux des hommes peut être observé à long terme. Dans l'an 1957 dans la République fédérale d'Allemagne à l'époque le salaire des ouvrières s'élevait à 57,3% et celui des employées à 55,3% du salaire masculin dans les professions concernées. Au cours des 46 ans suivants le rapport s'est amélioré pour s'élever à 74,0% dans le cas des ouvrières et à 70,5% dans le cas des employées.

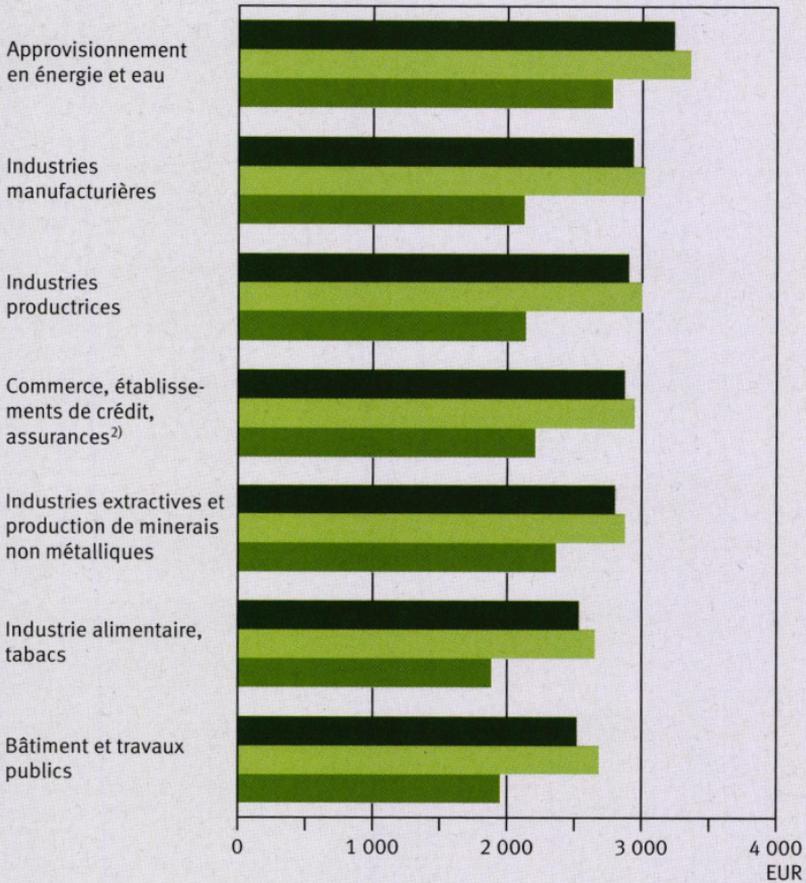
Les différences salariales devraient être principalement dues au fait que ce sont plus souvent des femmes que des hommes qui exercent des travaux moins exigeants et en conséquence moins bien payés. Par exemple 13% des ouvrières sont des salariées qualifiées et 48% des ouvrières font partie des salariées non-qualifiées, tandis que 60% des ouvriers sont des effectifs qualifiés et 10% des effectifs non-qualifiés. 39% des

employées travaillent comme personnel de bureau ou non-qualifiée, par rapport à 16% des employés masculins seulement. Dans les nouveaux Länder et Berlin-Est ces écarts sont moins grands, ce qui explique partiellement les différences salariales moins frappantes.

Les différentes parts des femmes dans les branches d'activité économique jouent aussi un rôle. Par exemple dans le commerce de détail – une branche avec des salaires relativement bas – elle s'élève à environ 57%, par contre dans les industries productrices dont le niveau salarial est relativement élevé elle n'atteint que 18%. Dans les industries productrices notamment les branches avec les salaires les plus bas – comme les industries textiles, du cuir et de l'habillement – occupent beaucoup de femmes.

Salaires mensuels bruts moyens des salariés
suivant branches d'activité, 2003¹⁾

■ Allemagne
■ Ancien territoire fédéral ■ Nouveaux Länder et Berlin-Est



1) Ratio salarial sur la base des salaires dans l'ancien territoire fédéral sans Berlin.-

2) Employés salariés seulement.

SALAIRES ET TRAITEMENTS

Année	Ancien territoire fédéral	Nouveaux Länder et Berlin-Est	Relation est-ouest
	EUR		%

Salariés dans les industries productrices, le commerce, les établissements de crédit et assurances

Au total

1999	2 682	1 934	72,1
2000	2 761	1 981	71,8
2001	2 826	2 037	72,1
2002	2 908	2 099	72,2
2003	2 995	2 163	72,2

Hommes

1999	2 847	2 003	70,3
2000	2 929	2 055	70,2
2001	2 993	2 118	70,8
2002	3 072	2 180	71,0
2003	3 158	2 245	71,1

Femmes

1999	2 206	1 774	80,4
2000	2 273	1 815	79,9
2001	2 341	1 862	79,5
2002	2 413	1 921	79,6
2003	2 490	1 981	79,6

Ouvriers dans les industries productrices

Au total

1999	2 340	1 728	73,9
2000	2 409	1 759	73,0
2001	2 440	1 795	73,6
2002	2 480	1 833	73,9
2003	2 546	1 874	73,6

Hommes

1999	2 427	1 784	73,5
2000	2 500	1 822	72,9
2001	2 531	1 863	73,6
2002	2 568	1 902	74,1
2003	2 634	1 946	73,9

Femmes

1999	1 792	1 368	76,3
2000	1 844	1 411	76,5
2001	1 870	1 439	77,0
2002	1 903	1 481	77,8
2003	1 956	1 515	77,5

SALAIRES ET TRAITEMENTS

Année	Ancien territoire fédéral	Nouveaux Länder et Berlin-Est	Relation est-ouest
	EUR		%

Salariés dans les industries productrices, le commerce, les établissements de crédit et assurances

Au total

1999	2 984	2 184	73,2
2000	3 071	2 242	73,0
2001	3 167	2 321	73,3
2002	3 285	2 415	73,5
2003	3 389	2 511	74,1

Hommes

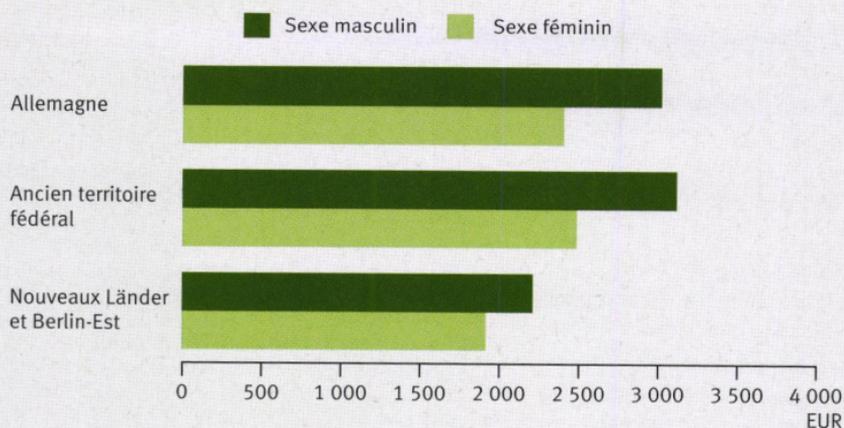
1999	3 353	2 469	73,6
2000	3 443	2 527	73,4
2001	3 542	2 613	73,8
2002	3 665	2 718	74,2
2003	3 767	2 823	74,9

Femmes

1999	2 342	1 904	84,3
2000	2 417	1 957	81,0
2001	2 499	2 024	81,0
2002	2 582	2 095	81,1
2003	2 667	2 176	81,6

SALAIRES ET TRAITEMENTS

Salaires mensuels bruts moyens en 2003
Ouvriers et employés¹⁾



Salaires mensuels bruts en 2003
suivant groupes de salariés¹⁾
EUR



1) Industries productrices.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0615

SALAIRES ET TRAITEMENTS

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Allemagne¹⁾				
Durée hebdomadaire du travail des ouvriers.	2000=100	100,0	100,0	100,0
Hommes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Femmes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Salaires horaires des ouvriers	2000=100	102,2	104,3	106,9
Hommes	2000=100	102,2	104,2	106,8
Femmes	2000=100	102,4	104,8	107,6
Salaires hebdomadaires des ouvriers	2000=100	102,2	104,3	106,9
Hommes	2000=100	102,2	104,2	106,8
Femmes	2000=100	102,4	104,8	107,6
Ancien territoire fédéral¹⁾				
Durée hebdomadaire du travail des ouvriers.	2000=100	100,0	100,0	100,0
Hommes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Femmes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Salaires horaires des ouvriers	2000=100	102,2	104,3	106,9
Hommes	2000=100	102,2	104,2	106,9
Femmes	2000=100	102,4	104,7	107,5
Salaires hebdomadaires des ouvriers	2000=100	102,2	104,3	106,9
Hommes	2000=100	102,2	104,2	106,9
Femmes	2000=100	102,4	104,7	107,5
Nouveaux Länder et Berlin-Est¹⁾				
Durée hebdomadaire du travail des ouvriers.	2000=100	100,0	99,9	99,9
Hommes	2000=100	100,0	99,9	99,9
Femmes	2000=100	100,0	99,9	99,9
Salaires horaires des ouvriers	2000=100	102,1	104,4	106,8
Hommes	2000=100	102,0	104,2	106,5
Femmes	2000=100	102,7	105,7	109,4
Salaires hebdomadaires des ouvriers	2000=100	102,1	104,3	106,7
Hommes	2000=100	102,0	104,1	106,4
Femmes	2000=100	102,7	105,7	109,3
Allemagne¹⁾				
Durée hebdomadaire du travail des employés	2000=100	100,0	100,0	100,0
Hommes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Femmes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Salaires mensuels des employés	2000=100	102,5	104,8	107,6
Hommes	2000=100	102,4	104,7	107,5
Femmes	2000=100	102,6	105,0	107,7

1) Dans l'industrie et l'artisanat et dans les collectivités territoriales.

SALAIRES ET TRAITEMENTS

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Ancien territoire fédéral¹⁾				
Durée hebdomadaire du travail des employés	2000=100	100,0	100,0	100,0
Hommes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Femmes	2000=100	100,0	100,0	100,0
Salaires mensuels des employés	2000=100	102,4	104,7	107,3
Hommes	2000=100	102,4	104,6	107,4
Femmes	2000=100	102,5	104,7	107,3
Nouveaux Länder et Berlin-Est¹⁾				
Durée hebdomadaire du travail des employés	2000=100	100,0	99,9	99,9
Hommes	2000=100	100,0	99,9	99,9
Femmes	2000=100	100,0	100,0	99,9
Salaires mensuels des employés	2000=100	102,9	105,8	109,0
Hommes	2000=100	102,6	105,4	108,4
Femmes	2000=100	103,1	106,2	109,4

1) Dans l'industrie et l'artisanat et dans les collectivités territoriales.

Les prix à la consommation ont monté de 1,1% en moyenne annuelle 2003 par rapport à 2002, après une progression de 1,4% dans l'an 2002. Comme l'augmentation des prix pétroliers était relativement forte (de 4,4% en moyenne annuelle 2003 après 0,3% en 2002), le taux d'inflation annuel aurait encore été plus bas sans compter le fioul domestique et le carburant (+1,0%).

L'affaiblissement de l'inflation moyenne annuelle est avant tout dû à des nets reculs des prix des biens techniques comme l'équipement informatique (-20,4% en moyenne annuelle 2003) et les appareils ménagers (-0,7%) ainsi qu'à des prix stables dans le secteur de l'alimentation (-0,1%). Un frein de l'augmentation des

prix dans l'hôtellerie et les restaurants (+0,9%) a également eu ses effets.

Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées sont restés stables dans l'an 2003 (-0,1%), après une progression inférieure à la moyenne en 2002 déjà (+0,8%). La baisse des prix la plus forte a eu lieu dans le cas des légumes (-1,4%), des fruits (-1,2%) ainsi que de la viande et des produits carnés (-1,3%). Le café, le thé et le cacao ont aussi vécu un recul de leurs prix (-1,8%). Les consommateurs devaient payer plus d'argent qu'auparavant pour le sucre, la confiture, le miel, le sirop et les préparations à base de sucre (+4,0%, dont miel d'abeilles +23,8%) ainsi que le poisson et les produits poissonniers (+1,7%).

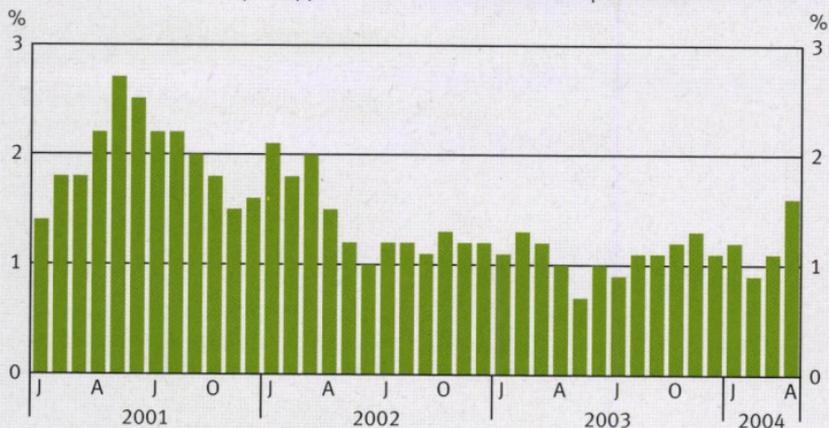
Schéma de pondération 2000 de l'indice des prix à la consommation pour l'Allemagne

Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	30,3%
Transports	13,9%
Loisirs et culture	11,1%
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	10,3%
Équipement ménager et entretien courant de la maison	6,9%
Vêtements, chaussures	5,5%
Hôtellerie et restaurants	4,7%
Boissons alcoolisées, tabacs	3,7%
Soins de la santé	3,5%
Communications	2,5%
Enseignement	0,7%
Autres biens et services	7,0%

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0616

PRIX A LA CONSOMMATION

Indice des prix à la consommation pour l'Allemagne
Variations par rapport au même mois de l'année précédente



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0617

Spécification	2001	2002	2003
---------------	------	------	------

Allemagne
2000 = 100

Indice des prix à la consommation	102,0	103,4	104,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	104,5	105,3	105,2
Boissons alcoolisées, tabacs	101,7	105,8	111,4
Vêtements, chaussures	100,8	101,5	100,7
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	102,4	103,4	104,9
Équipement ménager et entretien courant de la maison	100,9	101,9	102,2
Soins de la santé	101,3	101,9	102,4
Transports	102,5	104,5	106,7
Communications	94,1	95,7	96,4
Loisirs et culture	100,3	101,3	100,7
Enseignement	101,3	104,0	106,2
Hôtellerie et restaurants	101,9	105,6	106,5
Autres biens et services	103,0	105,0	106,8

RECETTES ET DEPENSES DES MENAGES

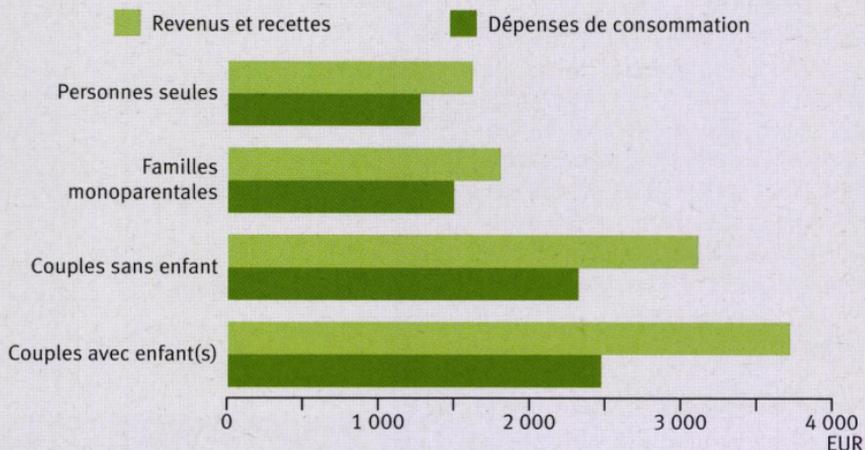
Par les données de l'an 2002 les enquêtes courantes sur les budgets familiaux (Laufende Wirtschaftsrechnungen – LWR) présentent les résultats récents sur la composition des recettes et dépenses des ménages. Ils reposent sur les données des ménages qui ont mené un carnet de ménage dans le cadre de leur participation aux LWR. Les résultats ont, sur la base du chiffre des ménages interrogés (5 826), été extrapolés sur chaque ensemble d'environ 35,2 milliards de ménages (non compris ménages d'indépendants et d'exploitants agricoles).

Le revenu net des ménages dans l'ancien territoire fédéral s'élevait à 2 777 euro en 2002, dans les nouveaux Länder et Berlin-Est en moyenne à une somme de 2 103 euro, ce qui constituait 76% du

niveau dans l'ouest de l'Allemagne. Pendant que dans l'ancien territoire fédéral environ 33% de tous les ménages disposaient d'un revenu mensuel net de moins de 1 700 euro en 2002, c'étaient 48% dans l'est du pays. D'autre part presque un ménage sur six dans l'ancien territoire fédéral avait à sa disposition un revenu net qui était d'entre 5 000 et 18 000 euro, dans les nouveaux Länder et Berlin-Est c'était le cas pour un ménage sur treize seulement.

Les ménages en Allemagne utilisaient presque trois quarts de leurs revenus et recettes disponibles pour la consommation privée (73%) en 2002. Dans l'ancien territoire fédéral c'étaient avec 73% en moyenne 2 059 euro et dans les nou-

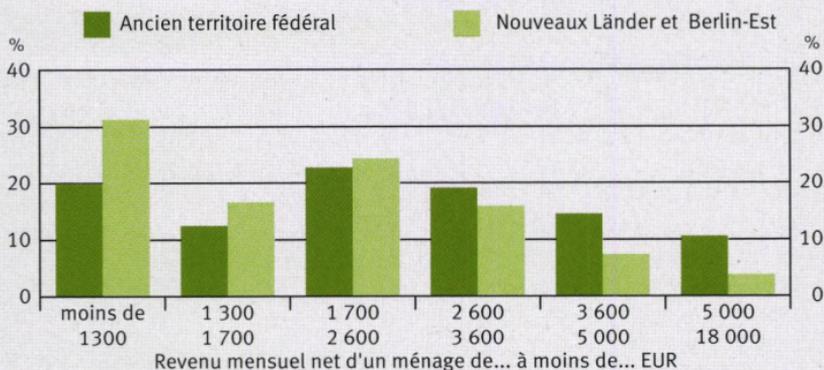
Revenus et recettes disponibles et consommation finale 2002



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0618

Ménages par classes de revenus nets des ménages

Résultats des enquêtes courantes sur les budgets familiaux, 2002¹⁾



1) Non compris ménages d'indépendants et d'exploitations agricoles et sans compter les ménages d'un revenu mensuel net de 18 000 euro et plus.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0619

veaux Länder et Berlin-Est avec une part de 75% en moyenne 1 605 euro.

Pour satisfaire les besoins fondamentaux de se nourrir, se vêtir, se loger, les ménages allemands utilisaient à peu près la moitié de leurs dépenses de consommation, qui s'élevait à 1 032 euro (52%). Dans l'ancien territoire fédéral il s'agissait de 1 087 euro (53%) et dans les nouveaux Länder et Berlin-Est de 801 euro (50%), dont la part majeure était dépensée pour des loyers résidentiels, des coûts d'énergie et de l'entretien du logement (34,2% dans l'ouest et 29,0% dans l'est du pays).

La taille et composition du ménage jouent un rôle clé par rapport à la structure des recettes et dépenses, ce qui est mis en

évidence lors de comparaisons entre des types sélectionnés de ménages, comme entre couples sans et avec des enfants, entre des personnes seules et familles monoparentales.

RECETTES ET DEPENSES DES MENAGES

Spécification	Allemagne	Ancien territoire fédéral	Nouveaux Länder et Berlin-Est
---------------	-----------	---------------------------	-------------------------------

Composition des revenus et recettes, 2002 (EUR par ménage et mois)

Revenu brut du travail salarié	1 921	2 023	1 489
Revenu brut du travail indépendant	9	10	(6)
Revenus du patrimoine	343	394	125
Revenu de transferts publics	912	909	923
Revenu de transferts non publics	147	164	74
Revenus de sous-location	(1)	(1)	/
Revenu brut du ménage	3 332	3 500	2 618
– Impôt sur le revenu et contribution de solidarité	341	372	211
– Cotisations obligatoires à la Sécurité sociale	342	351	304
= Revenu net du ménage	2 649	2 777	2 103
+ Recettes de la vente de marchandises	31	35	14
+ Autres recettes	25	27	17
= Revenus et recettes disponibles	2 705	2 840	2 133
Recettes de liquidation de patrimoine/de crédits	559	594	409

Utilisation des revenus et recettes disponibles, 2002 (EUR par ménage et mois)

Dépenses de la consommation privée	1 973	2 059	1 605
Produits alimentaires, boissons, tabacs	271	276	254
Vêtements, chaussures	102	107	81
Logement, énergie, entretien	659	704	466
Équipement intérieur, appareils ménagers, ustensiles de ménage	129	129	126
Soins de la santé	71	78	42
Transports	283	290	254
Communications	53	54	48
Loisirs et culture	220	227	189
Enseignement	9	9	8
Hôtellerie et restaurants	100	106	75
Autres biens et services	76	80	63
Autres dépenses	979	1 035	743
dont: Remboursements et intérêts de crédits ¹⁾	204	220	134
dont: Intérêts de prêts à la construction etc	81	90	45
Intérêts de crédits à la consommation ¹⁾ ...	6	7	6
Dépenses pour la formation de capital financier et sous forme de biens corporels	487	506	403

1) Y compris intérêts de découvert en compte courant.

RECETTES ET DEPENSES DES MENAGES

Spécification	Allemagne			
	Personnes seules	Familles mono-parentales	Couples	
			sans enfant	avec enfant(s)

Composition des revenus et recettes, 2002 (EUR par ménage et mois)

Revenu brut du travail salarié	1 010	1 201	1 785	3 428
Revenu brut du travail indépendant	/	/	7	(22)
Revenus du patrimoine	170	110	454	442
Revenu de transferts publics	698	549	1 326	657
Revenu de transferts non publics	121	271	171	117
Revenus de sous-location	(1)	/	/	/
Revenu brut du ménage	2 002	2 133	3 744	4 666
– Impôt sur le revenu et contribution de solidarité	219	121	356	509
– Cotisations obligatoires à la Sécurité sociale ...	201	228	341	529
= Revenu net du ménage	1 581	1 784	3 047	3 628
+ Recettes de la vente de marchandises	20	(7)	40	35
+ Autres recettes	15	12	23	54
= Revenus et recettes disponibles	1 616	1 803	3 111	3 717
Recettes de liquidation de patrimoine/de crédits ...	329	135	804	618

Utilisation des revenus et recettes disponibles, 2002 (EUR par ménage et mois)

Dépenses de la consommation privée	1 271	1 495	2 318	2 468
Produits alimentaires, boissons, tabacs	152	229	308	395
Vêtements, chaussures	62	90	113	137
Logement, énergie, entretien	481	536	745	788
Équipement intérieur, appareils ménagers, ustensiles de ménage	63	67	168	180
Soins de la santé	49	21	105	64
Transports	153	165	343	335
Communications	41	60	50	65
Loisirs et culture	148	186	261	269
Enseignement	4	16	3	28
Hôtellerie et restaurants	60	67	137	115
Autres biens et services	58	56	85	92
Autres dépenses	490	385	1 260	1 432
dont: Remboursements et intérêts de crédits ¹⁾ ...	85	100	216	418
dont: Intérêts de prêts à la construction etc. ...	33	36	78	186
Intérêts de crédits à la consommation ¹⁾ .	4	6	6	13
Dépenses pour la formation de capital financier et sous forme de biens corporels	230	141	663	675

1) Y compris intérêts de découvert en compte courant.

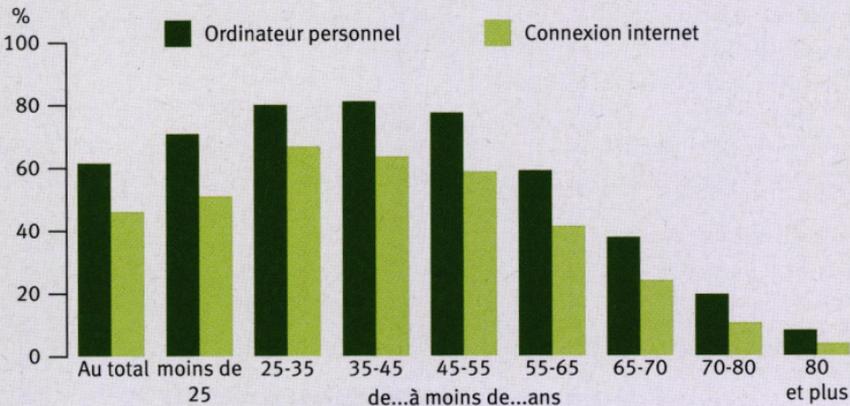
L'enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation (Einkommens- und Verbrauchsstichprobe – EVS) menée à un intervalle de cinq ans a eu lieu pour la neuvième fois dans l'an 2003 et a fourni encore une fois une variété d'informations actuelles sur le niveau de la vie, les conditions de logement ainsi que les recettes et dépenses des ménages en Allemagne. Cet échantillon réalisé sur base volontaire comprend 60 000 ménages et est en conséquence la plus grande enquête de son genre au sein de l'Union européenne.

La comparaison des résultats de l'EVS 2003 avec les données correspondantes de l'EVS 1998 met en évidence pour les derniers cinq ans des tendances d'évolution très marquées.

Une évolution très rapide au cours du temps peut être constatée pour l'équipement dans le cas des technologies d'information et de communication (TIC). Dans les derniers cinq ans par exemple une importante augmentation de l'équipement en ordinateurs personnels, internet ou services en ligne et téléphones portables s'est produite dans les ménages. Après qu'en 1998 38,7% des ménages en Allemagne possédaient un ordinateur personnel, c'étaient déjà 61,4% dans l'an 2003. Le nombre d'ordinateurs personnels dans les ménages a pratiquement doublé de 16,8 à 32,2 millions. L'évolution du nombre de connexions internet était encore plus remarquable: En 1998 3,1 millions de ménages disposaient d'une connexion internet par rapport à un chiffre presque six fois plus

Equipement des ménages en ordinateurs personnels et connexion internet par âge du bénéficiaire du revenu principal

Résultat de l'enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation 2003



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0620

EQUIPEMENT DES MENAGES

Spécification	Allemagne		Ancien territoire fédéral		Nouveaux Länder et Berlin-Est	
	1998	2003	1998	2003	1998	2003

Degré d'équipement¹⁾ par 100 ménages

Appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image

Lecteur DVD (pour TV ou PC) .....	.	27,1	.	28,1	.	22,7
Magnétoscope	62,4	67,8	62,7	68,0	61,3	66,8
Caméscope (caméra vidéo) analogue ...	.	17,3	.	17,0	.	18,3
Caméscope (caméra vidéo) digital .....	.	7,0	.	7,6	.	4,7
Chaîne Hi-Fi	67,1	66,4	69,9	68,8	55,9	55,6
Équipement de réception satellite	28,8	36,8	28,6	37,5	29,8	34,1
Télévision par câble	53,4	52,6	50,7	50,6	64,4	61,1
Lecteur CD audio .....	.	63,5	.	66,3	.	51,2
Lecteur/graveur CD (y compris sur PC) ..	.	24,1	.	23,7	.	25,7
Lecteur/enregistreur minidisc .....	.	10,6	.	11,0	.	8,9

Ordinateurs personnels (PC) et communications

Ordinateur personnel	38,7	61,4	39,9	62,4	33,9	57,2
PC mobile (carnet électronique, ordinateur portable) .....	.	10,7	.	11,5	.	7,5
PC fixe .....	.	58,2	.	59,0	.	55,0
Connexion internet	8,1	46,0	8,8	47,3	5,2	40,7
Connexion ISDN	5,6	23,4	6,1	25,6	3,1	13,8
Téléphone mobile (téléphone de voiture, portable)	11,2	72,5	11,4	72,9	10,8	70,1
Répondeur téléphonique fixe	36,8	46,2	37,9	47,1	32,7	42,1
Appareil de télécopie fixe	14,8	20,7	16,3	22,0	9,1	14,9

Équipement ménager électrique

Réfrigérateur/congélateur	77,4	66,0	76,9	68,0	80,0	57,3
Lave-vaisselle	44,8	56,6	49,1	59,0	25,7	46,4
Micro-ondes	50,8	62,7	53,0	63,2	41,2	60,3
Sèche-linge	29,4	36,5	33,1	40,4	13,6	20,1

1) Nombre des ménages équipés en biens de consommation durables, rapporté à la totalité des ménages de la colonne concernée. Non compris ménages d'indépendants et d'exploitants agricoles.

élevé qu'en 1998 de 18,2 millions au début de l'an 2003.

Tandis qu'en 1998 seulement un ménage sur douze (8%) en Allemagne avait une connexion internet ce nombre était de presque 46% en janvier 2003.

L'équipement en téléphones portables a également continué à augmenter immensément pendant les derniers cinq ans. En 1998 il y avait à peu près 4,5 millions de portables dans les ménages. Jusqu'au début de l'an 2003 leur nombre a augmenté pour atteindre 43,4 millions et être dix fois plus élevé qu'en 1998. Pendant que 11% des ménages seulement disposaient d'un téléphone portable il y a cinq ans, c'étaient 73% en 2003.

Dans le cas de la plupart des biens de consommation durables, d'importantes différences d'équipement pouvaient être observées en fonction de l'âge du bénéficiaire du revenu principal. D'après les résultats de l'EVS de 2003 il a été démontré que les ménages des bénéficiaires du revenu principal plutôt jeunes (de moins de 35 ans) sont mieux équipés en techniques d'information et de communication que les ménages de personnes plus âgées. Avec l'âge croissant la disponibilité de ces appareils diminue de façon plus ou moins continue dans les ménages.

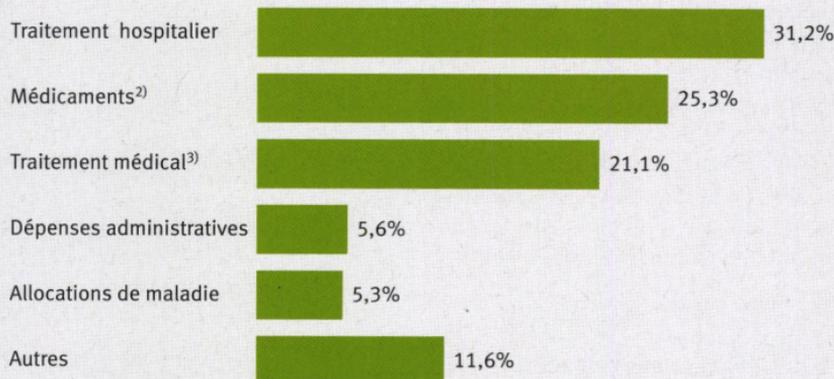
PROTECTION SOCIALE

Les prestations sociales comprennent la totalité des prestations en argent et en nature accordées aux ménages ou personnes particulières par l'Etat ou par des corporations de droit public ou des entreprises afin de couvrir des certains risques et besoins sociaux. Elles servent à la protection sociale contre des maladies, des accidents, la dépendance, le chômage et la vieillesse. Parmi les prestations sociales figurent outre cela la compensation de charges familiales, l'aide sociale ainsi que d'autres tâches de la politique sociale, telles que l'aide à l'enfance et à la jeunesse ou aux handicapés. Elles sont financées essentiellement par les cotisations des affiliés et des employeurs aux caisses de Sécurité sociale ainsi que par des attributions de l'Etat.

Dans l'an 2003 un peu moins de 51 millions de personnes (y compris les retraités) en Allemagne étaient affiliées à l'une des 320 caisses de l'assurance maladie légale. Les caisses de l'assurance maladie légale ont effectué des dépenses qui s'élevaient à 144 milliards d'euro en 2002.

1,9 millions de personnes dépendantes ont reçu des prestations de l'assurance dépendance à la fin de l'année 2003. 1,3 millions de bénéficiaires ont été soignés chez eux par des membres de leur famille ou des services de soins ambulatoires ou bien dans des établissements semi-hospitaliers, 614 000 personnes ont été soignées dans des maisons médicalisées. Les dépenses des caisses dépendance pour les prestations pour l'an 2003 s'éle-

Dépenses des assurances maladie légales, 2002¹⁾



1) Non compris dépenses de la balance de la structure à risque. – 2) Y compris remèdes et moyens auxiliaires et prothèses dentaires. – 3) Y compris dentistes.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0621

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Allemagne				
Assurance maladie légale¹⁾				
Caisses ²⁾	nombre	389	350	320
Affiliés (y compris retraités) ³⁾	1 000	50 994	50 970	50 754
Recettes ⁴⁾	mio EUR	135 790	140 259	...
Dépenses ⁴⁾	mio EUR	138 811	143 628	...
Assurance dépendance sociale¹⁾				
Assurés au 1er octobre	1 000	70 013	70 844	70 457
Bénéficiaires à la fin de l'année	1 000	1 840	1 889	1 895
Catégorie I	1 000	917	956	971
Catégorie II	1 000	679	686	679
Catégorie III (y compris les cas de rigueur)	1 000	244	247	245
Dépenses de prestations ⁵⁾	mia EUR	16,1	16,5	16,6
dont: Soins en milieu hospitalier	mia EUR	7,7	8,0	8,2
Institutions de soins⁶⁾				
Services autorisés de soins ambulatoires ...	nombre	10 594	X	...
Maisons médicalisées autorisés	nombre	9 165	X	...
Personnes employées dans des services de soins	nombre	189 567	X	...
Personnes employées dans des maisons médicalisées	nombre	475 368	X	...

1) Source: Ministère fédéral de la Santé et des Affaires sociales. – 2) Non compris fonds ayant des membres dans les nouveaux Länder et sièges centraux administratifs dans l'ancien territoire fédéral. – 3) Moyenne calculée sur 12 mois. – 4) Sans balance de la structure à risque. – 5) 2003 résultat réel préliminaire sans régularisation de fin de période. – 6) Statistique réalisé seulement tous les 2 ans (jour de l'enquête: 15 décembre).

vaient à 16,6 milliards d'euro. Les recettes des cotisations de l'assurance dépendance sociale étaient également de 16,6 milliards d'euro.

4,1 millions de personnes ont bénéficié de l'allocation de chômage ou de l'aide sociale aux chômeurs dans l'an 2003. Pour ces prestations au total 45,6 milliards d'euro ont été versés dans l'an 2003. Des pensions alimentaires en liaison avec des mesures de promotion du travail ont été payées à 230 000 et des allocations de chômage partiel à 195 000 hommes et femmes dans l'an 2003.

2,76 millions de personnes ont bénéficié d'aide courante à la subsistance en dehors d'établissements à la fin de l'an

2002, ce qu'on appelle aide sociale «dans le sens plus étroit du terme». Dans l'an 2002 au total 24,7 milliards d'euro bruts ont été dépensés pour des prestations suivant la loi fédérale sur l'aide sociale; après déduction des recettes qui étaient de 2,7 milliards d'euro les dépenses nettes pour l'aide sociale s'élevaient à 21,9 milliards d'euro, ce qui correspond à une augmentation de 3,3% par rapport à l'année précédente.

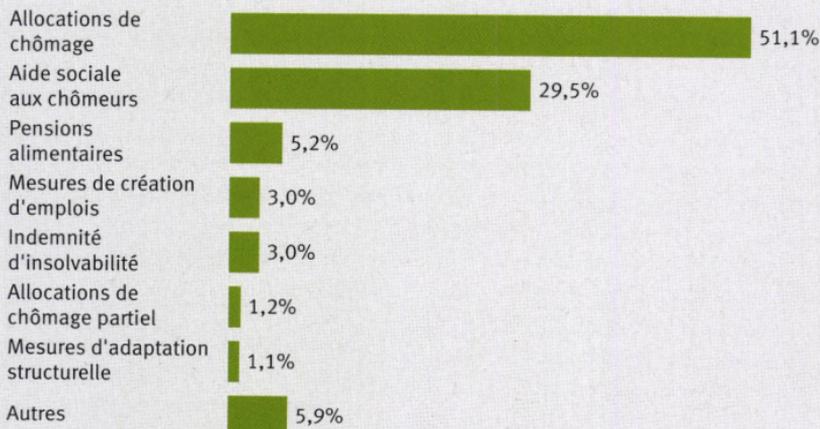
Pour l'aide sociale en moyenne 266 euro nets ont été dépensés par habitant en Allemagne dans l'an 2002. C'étaient 271 euro par habitant en Allemagne de l'ouest contre 178 euro en Allemagne de l'est non compris Berlin.

PROTECTION SOCIALE

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Allemagne				
Assurance légale accidents de travail¹⁾				
Assurés ²⁾	1 000	58 105	57 627	...
Nombre de retraites versées ²⁾	1 000	1 133	1 122	...
Recettes ³⁾	mio EUR	14 102	14 979	...
Dépenses ³⁾	mio EUR	13 787	14 778	...
Promotion du travail⁴⁾				
Allocations de chômage et aide sociale aux chômeurs				
Bénéficiaires ⁵⁾	1 000	3 202	3 591	4 053
Dépenses	mio EUR	37 398	41 763	45 580
Pensions alimentaires				
Bénéficiaires ⁵⁾	1 000	317	305	230
Dépenses	mio EUR	4 204	3 997	2 972
Allocations de chômage partiel				
Bénéficiaires ⁶⁾	1 000	123	207	195
Dépenses	mio EUR	415	604	687
Agence fédérale pour l'Emploi				
Recettes	mio EUR	50 682	50 885	50 635
Dépenses	mio EUR	52 613	56 508	56 850

1) Source: Ministère fédéral de la Santé et des Affaires sociales. – 2) Sans assurance accidents des élèves. – 3) Y compris assurance accidents des élèves. – 4) Source: Agence fédérale pour l'Emploi. – 5) Calculé de janvier à novembre et de la moitié du mois de décembre de l'année précédente et de référence. – 6) Calculé sur 12 mois.

Dépenses d'Agence fédérale pour Emploi, 2003



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0622

PROTECTION SOCIALE

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Allemagne				
Assurance invalidité-vieillesse légale¹⁾				
Ouvriers				
Assurés ²⁾	1 000	20 166	X	X
Nombre de retraites versées au 1er juillet ..	1 000	13 130	13 235	13 296
Recettes	mio EUR	112 262	114 955	116 992
Dépenses	mio EUR	112 211	114 773	117 641
Employés				
Assurés ²⁾	1 000	22 488	X	X
Nombre de retraites versées au 1er juillet ..	1 000	8 830	9 035	9 216
Recettes	mio EUR	105 914	110 044	111 819
Dépenses	mio EUR	105 385	110 135	115 231
Mineurs ²⁾	1 000	480	X	X
Nombre de retraites versées au 1er juillet ..	1 000	997	991	980
Recettes	mio EUR	14 390	14 362	14 553
Dépenses	mio EUR	14 390	14 362	14 584
Personnes gravement handicapées³⁾⁴⁾				
Au total	1 000	X	6 712	X
moins de 25 ans	1 000	X	266	X
de 25 à moins de 60 ans	1 000	X	2 017	X
60 ans et plus	1 000	X	4 429	x
Allocations de logement				
Bénéficiaires ³⁾	1 000	2 839	2 820	3 101
Dépenses ⁵⁾	mio EUR	3 541	4 065	4 544
Assistance aux victimes de guerre⁴⁾				
Dépenses	mio EUR	630	X	591

1) Source: Ministère fédéral de la Santé et des Affaires sociales. – 2) Résultats du microrecensement. Interruption de la couverture de la caractéristique «branche de l'assurance invalidité-vieillesse légale» pour les ans 2001 à 2004. – 3) A la fin de l'année. – 4) Statistique réalisée seulement tous les deux ans (jour de l'enquête: 31 décembre). – 5) Opérations comptables de caisse des autorités octroyant les allocations.

PROTECTION SOCIALE

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Allemagne				
Aide sociale				
Bénéficiaires d'aide courante à la subsistance vivant au dehors des établissements ¹⁾ ...	1 000	2 677	2 699	2 757
Hommes	1 000	1 167	1 182	1 216
Femmes	1 000	1 510	1 517	1 541
Allemands	1 000	2 083	2 097	2 143
Non-allemands	1 000	594	602	614
Dépenses d'aide sociale, au total (brut)	mio EUR	23 319	23 942	24 652
au dehors des établissements	mio EUR	11 242	11 298	11 646
dans des établissements	mio EUR	12 077	12 644	13 007
Aide à la subsistance	mio EUR	9 777	9 669	9 828
dont: au dehors des établissements	mio EUR	9 518	9 434	9 614
Aide dans des situations spéciales	mio EUR	13 542	14 273	14 824
Secours aux malades, autres aides ²⁾ ...	mio EUR	1 234	1 279	1 362
Aide à l'insertion de personnes handicapées	mio EUR	9 113	9 764	10 185
Aide aux soins	mio EUR	2 876	2 905	2 943
Prestations aux demandeurs d'asile				
Bénéficiaires de prestations régulières ³⁾ ..	1 000	352	314	279
Dépenses suivant la Loi sur les prestations aux demandeurs d'asile	mio EUR	1 945	1 710	1 585
Allocations familiales³⁾⁴⁾				
Bénéficiaires ⁵⁾	1 000	8 865	8 937	9 059
Enfants au total ⁵⁾	1 000	14 827	14 940	15 107
dont: 1er enfant	1 000	8 727	8 809	8 954
2ème enfant	1 000	4 445	4 470	4 505
3ème enfant	1 000	1 221	1 226	1 213
4ème enfant et plus	1 000	434	434	435
Montants versés ⁶⁾⁷⁾	mio EUR	25 627	25 941	28 831

1) A la fin de l'année. - 2) Autres aides: Aide en cas de stérilisation et à la planification familiale. - 3) Source: Agence fédérale pour l'Emploi. - 4) Non compris les agents publics du Bund, des Länder et des communes/collectivités territoriales multicommunales. - 5) Situation: décembre. - 6) Montants versés au cours de l'année, y compris suppléments pour les familles au revenu faible. - 7) Depuis le début de l'année 1996 les familles ont le choix entre allocation familiale et une décote.

PROTECTION SOCIALE

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Allemagne				
Allocation parentale d'éducation¹⁾				
Bénéficiaires (demandes initiales agréées) .	nombre	703 123	570 556	653 365
suivant la participation à la vie active				
Salariés ²⁾	nombre	400 993	321 182	372 725
dont: En congé parental d'éducation	nombre	380 331	319 822	364 854
Indépendants et aides familiaux	nombre	11 926	8 726	12 600
Personnes actives inoccupées	nombre	290 204	240 648	268 040
suivant la situation familiale				
Personnes mariées et non séparées en permanence	nombre	540 389	428 494	478 727
Familles monoparentales	nombre	76 583	68 113	80 552
Partenariats enregistrés ³⁾	nombre	...	...	4
Personnes vivant en union libre	nombre	86 151	73 949	94 082
Dépenses	mio EUR	3 743	3 628	3 648
Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse				
Jeunes personnes				
recevant de l'assistance éducative hors de la maison familiale ⁴⁾	nombre	137 342	...	...
ayant accompli un programme de consultation éducative ⁵⁾	nombre	274 573	282 057	289 556
bénéficiant d'assistance éducative ⁴⁾	nombre	11 730	12 548	12 765
recevant de l'assistance éducative ordonnée par voie de justice ⁴⁾	nombre	4 192	4 421	4 433
participant au travail social en groupes ⁴⁾ .	nombre	6 102	6 194	6 180
Familles recevant de l'assistance familiale socio-pédagogique ⁴⁾	nombre	19 513	21 380	23 495
Enfants et adolescents adoptés ⁵⁾	nombre	6 373	5 909	5 668
Enfants et adolescents				
sous curatelle exercée par le service d'aide sociale à l'enfance ⁴⁾	nombre	24 607	24 646	24 857
sous tutelle exercée par le service d'aide sociale à l'enfance ⁴⁾	nombre	33 056	32 851	31 721
Déchéances de l'autorité parentale ⁵⁾ (y compris partielles)	nombre	7 505	8 099	8 123
Assistance pour père ou mère ⁴⁾ ⁶⁾	nombre	660 304	663 920	667 828
Dépenses	mio EUR	18 465	19 211	20 177
dont: Pour garderies de jour	mio EUR	9 359	9 733	10 530

1) Source: Office fédéral de la Statistique, pour les dépenses: Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales; en 2001 couverture partielle seulement. - 2) Avant de toucher de l'allocation parentale d'éducation, à partir de 2001: en fonction de toucher de l'allocation parentale d'éducation. - 3) Pour 2001 les cas correspondant à la loi sur les partenariats enregistrés n'ont pas été couverts. - 4) A la fin de l'année. - 5) Mesures accomplies au cours de l'année. - 6) Y compris les curatelles transformées au 1er juillet 1998.

PROTECTION SOCIALE

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Ancien territoire fédéral				
Assurance invalidité-vieillesse¹⁾				
Retraites moyennes à verser ²⁾ aux assurés				
Ouvriers	EUR	591	602	606
Employés	EUR	804	817	822
Mineurs	EUR	1 284	1 306	1 298
Promotion du travail³⁾				
Allocations de chômage et aide sociale aux chômeurs				
Bénéficiaires ⁴⁾	1 000	1 806	2 119	2 492
Dépenses	mio EUR	23 923	27 921	30 202
Pensions alimentaires				
Bénéficiaires ⁴⁾	1 000	180	175	143
Dépenses	mio EUR	2 499	2 406	1 814
Allocations de chômage partiel				
Bénéficiaires ⁵⁾	1 000	94	162	160
Dépenses	mio EUR	339	501	585
Nouveaux Länder et Berlin-Est				
Assurance invalidité-vieillesse¹⁾				
Retraites moyennes à verser ²⁾ aux assurés				
Ouvriers	EUR	714	731	738
Employés	EUR	822	851	864
Mineurs	EUR	969	1 005	1 020
Promotion du travail³⁾				
Allocations de chômage et aide sociale aux chômeurs				
Bénéficiaires ⁴⁾	1 000	1 396	1 472	1 559
Dépenses	mio EUR	13 476	13 843	15 379
Pensions alimentaires				
Bénéficiaires ⁴⁾	1 000	137	129	87
Dépenses	mio EUR	1 705	1 590	1 158
Allocations de chômage partiel				
Bénéficiaires ⁵⁾	1 000	29	45	35
Dépenses	mio EUR	76	103	102

1) Source: Ministère fédéral de la Santé et des Affaires sociales. – 2) Déduction faite des cotisations à l'assurance maladie des retraités et après déduction des cotisations à l'assurance dépendance. – 3) Agence fédérale pour l'Emploi. – 4) Calculé de janvier à novembre et de la moitié du mois de décembre de l'année précédente et de référence. – 5) Calculé sur 12 mois.

L'apparition de nouvelles maladies, l'esprit renforcé de santé au sein de la population et les questions du financement des prestations sanitaires ont, dans les années dernières, mis le système de santé de plus en plus au cœur de l'intérêt public. L'augmentation de cet intérêt allait de pair avec le besoin d'informations statistiques harmonisées, avant tout devant la toile de fond de la structure institutionnelle complexe du système allemand de santé.

4,2 millions de personnes travaillaient dans le système de santé à la fin de l'année 2002, soit 10,6% de tous les salariés en Allemagne. Entre 1997 et 2002 le nombre d'emplois dans le système de santé a monté d'au total 68 000 ou 1,7%. Pour les hommes et les femmes l'emploi a connu des évolutions opposées: Tandis qu'entre 1997 et 2002 un peu moins de 94 000 femmes de plus qu'auparavant ont trouvé un emploi dans le système de santé, le nombre des hommes y occupés a diminué de 25 000.

Presque trois quarts (71,7%) des personnes travaillant dans le système de santé étaient des femmes. Presque un quart du personnel ou 1,2 million de personnes employées dans le système de santé exerçaient une activité à temps partiel en 2002. Cette part se situait aussi à un niveau très au-dessus de la moyenne de l'économie nationale, où elle s'élevait à 14,6%. Le pourcentage des personnes exerçant une activité minimale dans le système de santé s'élevait à 8,2% (343 000 personnes), celui des salariés à temps

complet était d'un peu moins de deux tiers (2,7 millions de personnes).

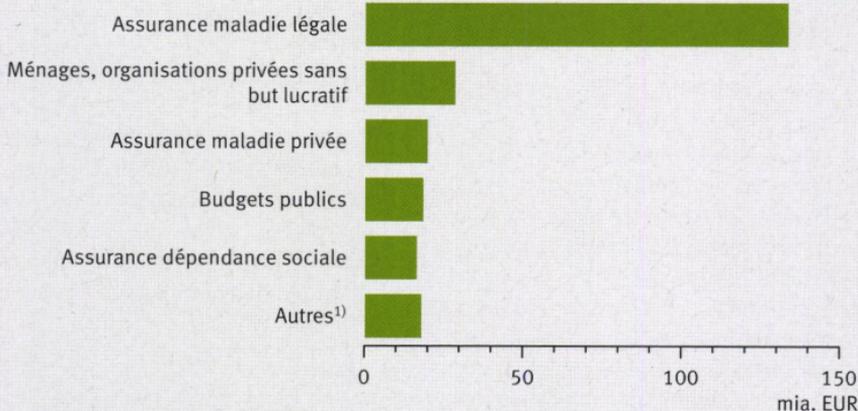
Au total 234,2 milliards d'euro ont été dépensés pour la santé en Allemagne dans l'an 2002. Il s'y ajoutent 67,8 milliards d'euro pour des paiements de revenus comme par exemple des allocations de maladie. La part des dépenses pour la santé au produit intérieur brut, à savoir la valeur totale de tous les biens et services produits par un pays, s'élevait donc à 11,1%. Les dépenses pour la santé par tête d'habitant rapportées à la population en Allemagne étaient de 2 840 euro. De 1992 à 2002 les dépenses pour la santé ont connues une augmentation nominale (aux prix courants) de 71 milliards d'euro, ce qui correspond à une croissance de 43,5%. En valeur réelle (en prix constants) les dépenses pour la santé se sont donc accrues de 18,3% de 1992 à 2002. Pour les prestations des établissements ambulatoires – comme les cabinets de médecins, cabinets de dentistes, pharmacies etc. – un montant total de 108,4 milliards d'euro a été dépensé dans l'an 2002. 89,7 milliards d'euro ont été déboursés pour les prestations des établissements hospitaliers et semi-hospitaliers, dont la partie la plus grande pour les hôpitaux avec 63,8 milliards d'euro, suivis, à une nette distance, des institutions de soins hospitaliers et semi-hospitaliers avec 16,8 milliards d'euro.

Vous trouverez d'autres données sur le système de santé dans le système d'informations de l'état fédéral sur la santé sous l'adresse suivante: www.gbe-bund.de

Spécification	Unité	2000	2001
Hôpitaux	nombre	2 242	2 240
Lits	nombre	559 651	552 680
Malades hospitalisés	1 000	16 487	16 584
Durée du séjour	jours	10,1	9,8
Taux d'occupation des lits	%	81,5	80,7
Coûts des hôpitaux au total	1 000 EUR	53 018	54 401
par malade hospitalisé ¹⁾	EUR	3 130	3 192
par jour ¹⁾	EUR	309	325
Etablissements de prévention et de réadaptation fonctionnelle	nombre	1 393	1 388
Lits	nombre	189 822	189 253
Malades hospitalisés	1 000	2 046	2 097
Durée du séjour	jours	25,8	25,5

1) Coûts corrigés.

Dépenses pour la santé par contributeur, 2002



1) Assurance invalidité-vieillesse légale, assurance légale accidents de travail, employeurs.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0623

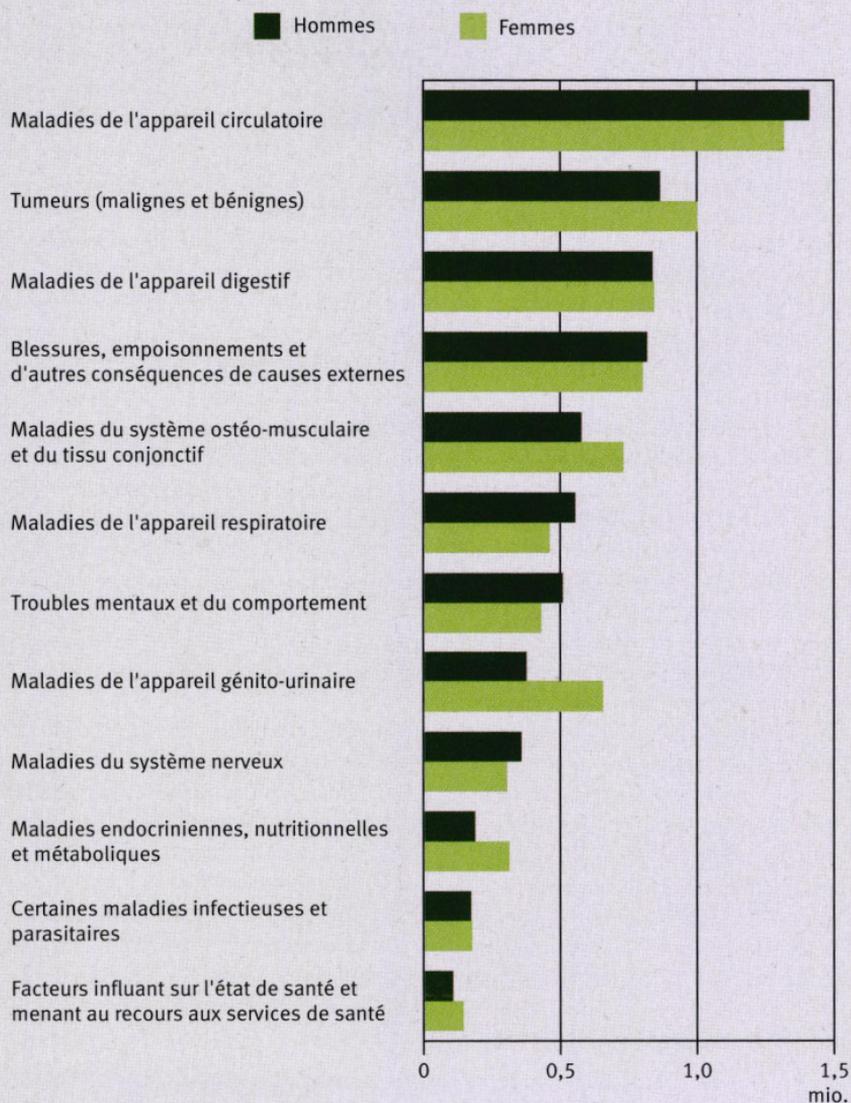
Spécification	Unité	2000	2001	2002
Principales causes de décès¹⁾				
Maladies de l'appareil circulatoire	nombre	395 043	391 727	393 778
dont: Maladies cérébro-vasculaires	nombre	80 786	78 691	77 519
Infarctus du myocarde	nombre	73 265	71 025	69 274
Tumeurs malignes	nombre	210 738	207 619	210 043
dont: Des organes respiratoires et d'autres organes intrathoraciques	nombre	41 168	40 565	41 215
Maladies de l'appareil respiratoire	nombre	51 806	48 535	53 646
Maladies de l'appareil digestif	nombre	40 712	40 918	41 849
dont: Maladies du foie	nombre	18 428	18 140	18 341
Accidents	nombre	20 328	20 014	19 829
dont: Par chute	nombre	7 404	7 099	7 160
Suicide	nombre	11 065	11 156	11 163
Nourrissons décédés	nombre	3 362	3 163	3 036
dont: Mort subite du nourrisson	nombre	482	429	367
Interruptions de grossesse	nombre	134 609	134 964	130 387
Personnel dans les hôpitaux²⁾	nombre	1 108 646	1 109 420	...
dont:				
Médecins et dentistes à temps complet ..	nombre	112 899	114 930	...
Service de soins	nombre	414 478	416 319	...
Service médico-technique	nombre	153 810	155 164	...
Personnel ménager et domestique, service technique	nombre	134 656	131 937	...
Personnel administratif	nombre	68 873	69 678	...
Médecins actifs	1 000	295	298	301
dont: Hommes	1 000	185	186	187
Femmes	1 000	109	112	114
Dentistes	1 000	63	64	64
dont: Hommes	1 000	40	41	41
Femmes	1 000	23	23	24
Pharmaciens	1 000	53	53	54
dont: Femmes	1 000	34	33	33

1) Classification statistique internationale des maladies et de problèmes de santé apparentés (ICD - 10). - 2) Non compris les hôpitaux de l'armée fédérale.

SANTE

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Dépenses pour la santé	mio EUR	218 784	227 097	234 179
Types de prestations				
Prévention/protection sanitaire	mio EUR	9 841	10 193	10 653
Prestations médicales	mio EUR	58 072	59 777	60 779
Prestations de soins et thérapeutiques	mio EUR	50 509	51 685	53 871
Prestations par suite d'une maladie	mio EUR	3 887	4 323	4 665
Logement et nourriture	mio EUR	14 222	14 478	14 861
Marchandises	mio EUR	57 291	60 455	62 309
Médicaments	mio EUR	32 408	34 981	36 551
Appareils	mio EUR	11 970	12 076	12 303
Prothèses dentaires	mio EUR	5 628	6 014	5 867
Autres marchandises médicales	mio EUR	7 284	7 385	7 587
Transports	mio EUR	3 454	3 616	3 826
Prestations administratives	mio EUR	11 577	11 951	12 648
Recherche/formation	mio EUR	9 931	10 619	10 567
Recherche	mio EUR	2 280	2 365	2 364
Formation	mio EUR	1 647	1 735	1 749
Investissements	mio EUR	6 004	6 519	6 454
Etablissements				
Protection sanitaire	mio EUR	3 831	4 071	4 328
Etablissements ambulatoires	mio EUR	100 411	105 325	108 382
dont:				
Cabinets de médecins	mio EUR	30 029	30 801	31 462
Cabinets de dentistes	mio EUR	14 200	14 842	14 759
Pharmacies	mio EUR	28 483	30 980	32 241
Etablissements hospitaliers et semi-hospitaliers	mio EUR	85 315	87 055	89 657
dont:				
Hôpitaux	mio EUR	61 165	62 247	63 807
Etablissements de prévention et de réadaptation fonctionnelle	mio EUR	7 414	7 562	7 566
Transports de malades/services d'urgence	mio EUR	2 109	2 185	2 328
Administration	mio EUR	12 424	12 885	13 627
Autres établissements et ménages privés	mio EUR	8 289	8 650	8 960
Etranger	mio EUR	401	406	433
Investissements	mio EUR	6 004	6 519	6 454

Malades hospitalisés en 2001 par sexe et diagnostics principaux



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0624

La culture est un terme vaste qui se reflète, entre autres, dans la manière de s'habiller ou de manger jusque dans le contact avec d'autres personnes. Ce chapitre traite des institutions culturelles dont quelques-unes ont de toute façon une certaine influence sur la vie quotidienne et notamment le temps de loisirs des citoyens. La question se pose souvent jusqu'à quel point les moyens de communication de masse ont déjà supplanté les institutions culturelles traditionnelles qui offrent la possibilité – soit dans le sport, soit dans la musique ou bien les arts plastiques – d'y participer activement.

Grâce à l'esprit renforcé de santé le sport actif est resté un domaine de loisirs important en Allemagne. 24 millions de citoyens étaient enregistrés en tant que membres dans l'une des 89 300 associations sportives dans l'an 2003. Dans l'ensemble ce sont plus d'hommes qui s'intéressent au sport dans une association que de femmes. Dans l'an 2003 environ 61% des membres de la Fédération sportive d'Allemagne étaient en conséquence masculins. Les jeunes sont aussi fortement représentés. La part des enfants et jeunes de moins de 15 ans à tous les membres s'élevait à 24%, au total 42% des sportives et sportifs avaient moins de 26 ans. Mesuré au nombre des membres c'est le football qui se trouve au premier rang sur l'échelle de popularité. Environ un quart des cotisants à la Fédération sportive d'Allemagne provient des clubs de football, suivi à quelque distance par les clubs de gymnastique dans lesquels,

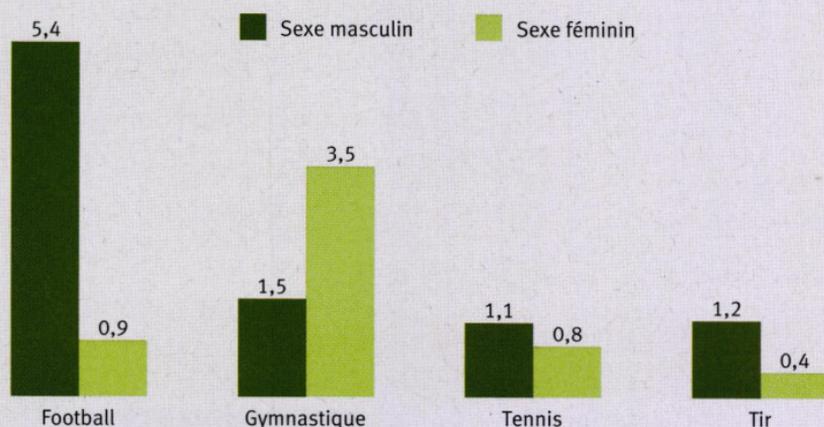
comme dans la danse et l'équitation, le chiffre des femmes domine celui des hommes, tandis que le football est toujours une «affaire masculine» dans une large mesure.

Les musées continuent également à attirer le public. Par des expositions et activités spéciales, par exemple des jours du musée pour enfants ou une «nuit du musée» spéciale, ils s'adressent à des groupes cibles de plus en plus variés. Le nombre des visites des 4 892 musées en Allemagne s'élevait donc à un total de 101 millions dans l'an 2002. Les musées les plus fréquentés sont les musées d'histoire et culture locale, suivis des musées d'arts. Les bibliothèques offrent à un grand cercle de la population l'accès à des livres, des média audio et vidéo et de plus en plus aussi à l'internet. Les au total 10 326 bibliothèques publiques en Allemagne tenaient à disposition un stock de 114 millions de livres, magazines, cd-roms etc. à prêter dans l'an 2002.

Une vie culturelle en Allemagne n'est pas imaginable sans l'activité musicale non plus. Environ 860 000 de personnes s'intéressant à la musique ont profité de l'offre des 946 écoles de musique avec 33 000 enseignants dans l'an 2003. L'intérêt aux sociétés chorales traditionnelles était grand aussi. A peu près 1,7 millions de membres, dont 674 000 de chanteurs actifs, étaient organisés dans les 17 200 associations fédérales de la Fédération allemande des chanteurs en 2003.

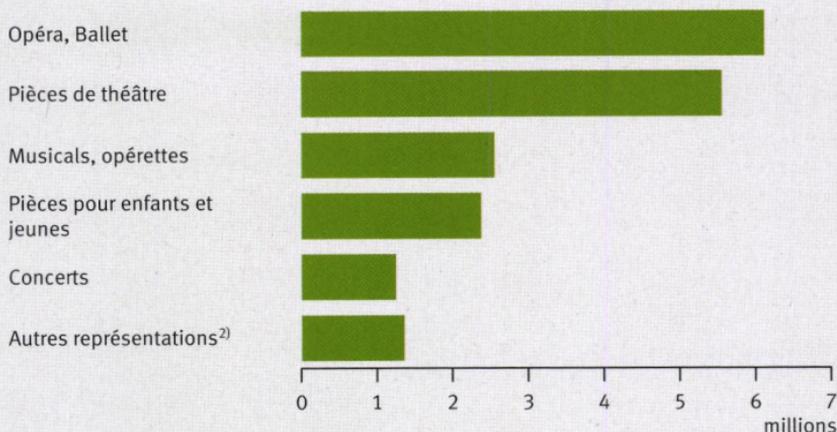
Spécification	Unité	2001	2002	2003
Fédération sportive d'Allemagne				
Associations	nombre	88 531	88 960	89 307
Membres	1 000	23 482	23 569	23 525
Insignes sportifs attribués pour la première fois	1 000	427	444	438
Comité national olympique				
Participants aux Jeux Olympiques de l'hiver à in Salt Lake City	nombre	X	158	X
Médailles	nombre	X	35	X
Musées				
Fréquentations	millions	103	101	...
Bibliothèques publiques				
Stock de média	1 000	116 730	114 406	...
Emprunts	1 000	307 160	300 175	...
Production de livres				
Premières éditions	nombre	64 618	59 916	...
Livres de poche	nombre	5 218	5 209	...
Traductions en allemand	nombre	9 340	6 223	...

Membres de fédérations par sports sélectionnés, 2003
mio.



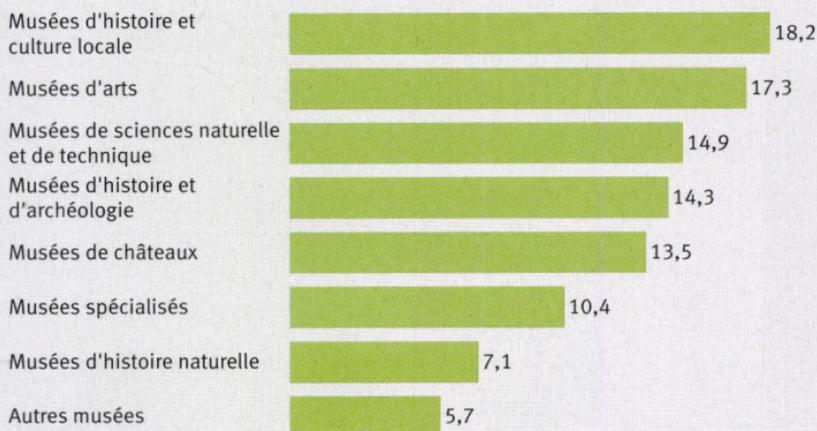
Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0625

Fréquentations des théâtres publics¹⁾, saison 2001/2002



1) Fréquentations des représentations sur place par l'ensemble et des visiteurs . - 2) Y compris fréquentations ne pouvant être classées par branche.

Musées, 2002
en millions



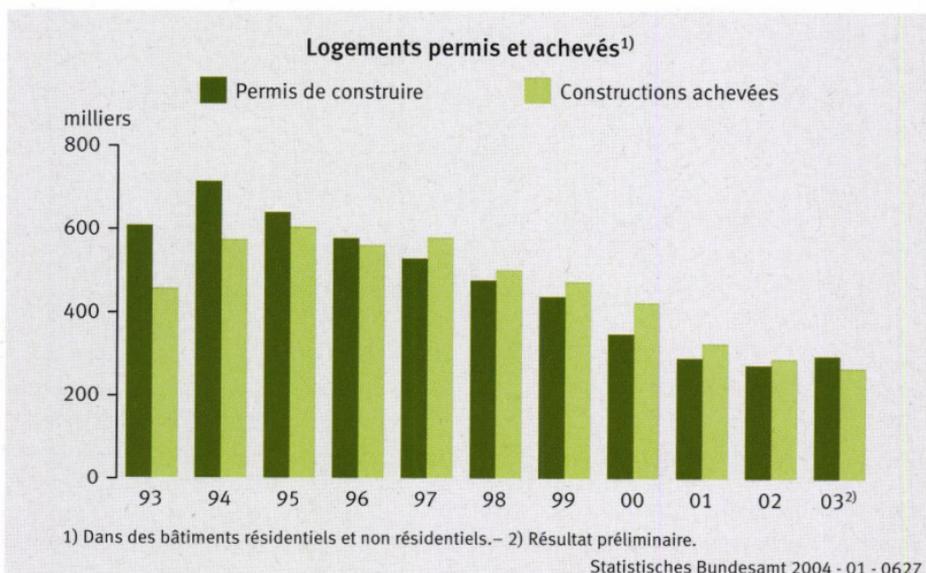
Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0626

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Ecoles de musique	nombre	968	966	946
Elèves	1 000	880	890	860
Enseignants	1 000	35	35	33
Fédération allemande des chanteurs				
Associations fédérales	nombre	17 286	17 268	17 202
Membres	1 000	1 766	1 740	1 703
Théâtre				
Entreprises de théâtre	nombre	150	151	...
Lieux de représentation	nombre	728	721	...
Fréquentations	1 000	20 058	19 199	...
Représentations	nombre	62 989	62 770	...
Cinémas				
Places	1 000	884	885	890
Fréquentations	mio	178	164	149
Radiodiffusion				
Autorisations pour la réception radio	1 000	40 255	40 923	41 628
Autorisations pour la réception télévision	1 000	35 505	36 007	36 445
Heures de diffusion				
Troisièmes chaînes de télévision	nombre	75 644	75 630	...
dont:				
Politique et société.....	%	40,0	39,5	...
Films de long métrage	%	7,1	8,0	...
Entretien	%	15,2	15,2	...
Famille	%	9,0	9,0	...
ZDF 2ème chaîne/programme principal ..	nombre	8 780	8 837	...
dont:				
Actualités	%	49,4	46,4	...
Pièces de télévision et films	%	27,0	25,3	...
Emissions enfantines	%	7,0	7,1	...
Auberges de jeunesse				
Lits	1 000	77	77	76
Nuitées	1 000	10 268	10 314	10 173
Universités populaires				
Groupes de travail, cours	1 000	636	635	...
Participations	1 000	9 159	9 169	...

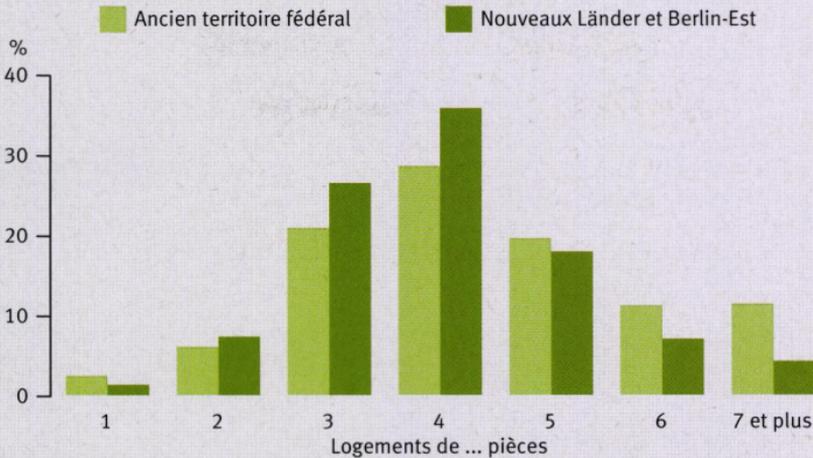
Des données sur le secteur du logement et l'approvisionnement en logements sont relevées à des intervalles irréguliers en Allemagne. Dans le cadre du microrecensement réalisé chaque an sous forme d'une enquête par sondage auprès de 1 pour cent des ménages en avril 2002 les personnes enquêtées ont également été interrogées de leur situation de logement. Cette enquête complémentaire sur les «conditions de logement des ménages» a lieu tous les quatre ans.

Elle fournit des informations sur la nature et taille des bâtiments, l'utilisation du logement par le propriétaire-occupant, locataire principal ou sous-locataire, sur la surface et la période de construction du logement, l'année d'emménagement, le type de chauffage et d'éner-

gie, l'approvisionnement en eau chaude ainsi que le loyer. Dans le loyer sont compris, outre le loyer de base, les frais mensuels pour l'eau, la canalisation et la collecte d'ordures, mais pas les frais de chauffage central et d'approvisionnement en eau chaude, les frais de garage etc. Pendant que la discussion publique porte sur la hauteur des loyers avant tout des logements nouvellement loués, la statistique considère également les loyers des logements loués pendant des longues années. Comme les loyers de ces derniers sont dans la plupart des cas plus bas, les valeurs moyennes démontrées se trouvent éventuellement au-dessous de la moyenne des montants atteints dans le cas des logements nouvellement loués. Outre de l'âge du loge-



Structure du stock de logements, 2002



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0628

ment le loyer dépend de son équipement et de sa taille.

Le prix moyen d'un appartement loué était de 408 euro en avril 2002 en Allemagne, soit 8% de plus que lors de la dernière enquête complémentaire du micro-recensement dans l'an 1998. Pendant cette période l'harmonisation des loyers entre l'est et l'ouest de l'Allemagne a continué à progresser. La montée des loyers était donc en moyenne plus forte dans les nouveaux Länder et Berlin-Est (11%) que dans l'ancien territoire fédéral (7%). Dans l'est il fallait néanmoins payer en moyenne un quart de moins qu'à l'ouest pour un appartement loué en 2002, à savoir 324 euro contre 432 euro dans l'ouest par mois. Cet écart considérable est de plus du au fait que les appartements

loués dans les nouveaux Länder et Berlin-Est sont avec 62,2 m² en moyenne de 9,6 m² plus petits que dans l'ancien territoire fédéral. En outre le loyer moyen par m² était dans l'an 2002 de 5,29 euro dans l'est et en conséquence d'à peu près 13% moins élevé que dans l'ouest (6,09 euro).

Bien que pour un petit logement dont la surface habitable ne dépassait pas les 40 m² seulement 232 euro aient été dépensés par mois, le prix du loyer par mètre carré était avec 7,39 euro plus élevé que dans le cas des logements plus grands. Dans l'ancien territoire fédéral les logements construits jusqu'en 1900 coûtaient 5,49 euro par m², tandis que pour ceux qui ont été construits en 2001 ou après 7,24 euro devaient être payés, à

CONSTRUCTION ET LOGEMENTS

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Allemagne				
Constructions achevées				
Bâtiments/mesures de construction	nombre	303 085	282 420	267 322
Logements au total	nombre	326 187	289 590	268 093
Surface habitable	1 000 m ²	36 855	33 657	31 593
Devis pour les bâtiments	mio EUR	76 213	72 260	66 246
dont: Construction d'immeubles neufs				
Logements	nombre	292 328	259 875	240 932
Surface habitable	1 000 m ²	31 927	29 132	27 452
Permis de construction de bâtiments				
Bâtiments/mesures de construction	nombre	289 794	278 340	298 779
Logements au total	nombre	290 978	274 117	296 854
Surface habitable	1 000 m ²	33 993	32 864	36 055
Devis pour les bâtiments	mio EUR	74 438	69 970	70 748
dont: Construction d'immeubles neufs				
Logements	nombre	262 037	248 411	267 589
Surface habitable	1 000 m ²	29 358	28 554	31 436

1) Résultat préliminaire.

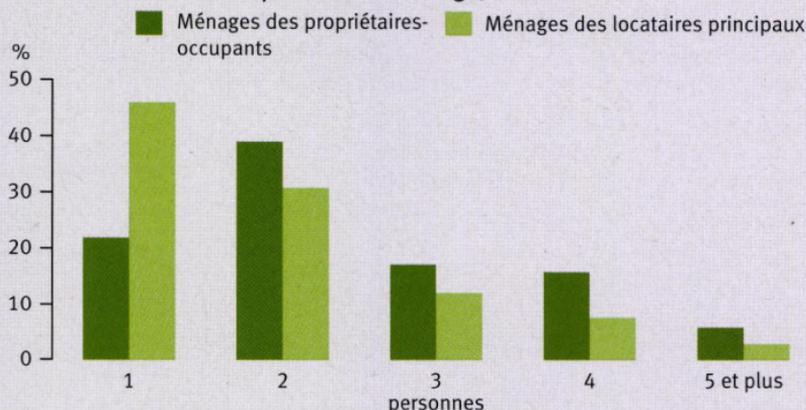
savoir environ 32,0% de plus qu'auparavant. Dans les nouveaux Länder et Berlin-Est le loyer moyen par m² était de 4,82 euro pour les logements les plus vieux et de 6,50 euro pour les constructions nouvelles d'à partir de l'an 2001, ce qui constituait une augmentation d'environ 35%.

Dans l'Allemagne entière la part des appartements occupés par leurs propriétaires est passé de 40,9% dans l'an 1998 à 42,6% en 2002. A cet égard aussi un processus de rattrapage peut être observé dans l'est. Avec un taux de 9,6% la part de propriété a connu une progression plus importante dans les nouveaux Länder et Berlin-Est que dans l'ancien ter-

ritoire fédéral (3,5%). Le manque de promotion de la propriété résidentielle dans l'ancienne RDA a pourtant entraîné une part de propriété de 10 points de pourcentage plus élevée dans l'ouest (44%) que dans l'est (34,2%).

En Allemagne 27,1% des logements dans des immeubles à usage d'habitation sont des «logements anciens» datant de l'époque avant 1948, 61,6% ont été construits entre 1949 et 1990 et un logement sur neuf en 1991 et plus tard. Dans les nouveaux Länder et Berlin-Est la part des logements construits jusqu'en 1948 s'élevait à 41,2% par rapport à un quart dans l'ouest. Dans l'ensemble les bâti-

Ménages des propriétaires-occupants et locataires principaux par taille du ménage, 2002 ¹⁾



1) Résultat de l'enquête complémentaire au microrecensement 2002; ménages dans des unités d'habitation dans des bâtiments (non compris maisons-foyers).

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0629

ments – et par conséquent les logements – sont considérablement plus âgés dans l'est que dans l'ouest. La raison en est essentiellement la construction neuve plus faible de l'ancienne RDA. Pendant la période entre 1949 et 1990 plus de 65% de tous les logements ont été construits dans l'ouest, dans l'est la part des logements construits après l'Unification allemande est passée à 14,6% dans l'an 2002 et se trouve donc au-dessus de la moyenne des anciens Länder (10,6%).

CONSTRUCTION ET LOGEMENTS

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Allemagne				
Stock de logements				
Logements (bâtiments résidentiels et non résidentiels)	1 000	38 383,8	38 681,8	38 924,8
dont comprenant ... pièces				
1	1 000	838,3	840,2	841,3
2	1 000	2 395,6	2 409,7	2 418,4
3	1 000	8 439,3	8 477,2	8 500,2
4	1 000	11 521,2	11 573,2	11 608,0
5	1 000	7 391,6	7 465,9	7 529,8
6	1 000	3 966,9	4 025,9	4 081,5
7 et plus	1 000	3 831,0	3 889,6	3 945,6
Pièces au total	1 000	167 637,1	169 181,7	170 507,5
Surface habitable au total	mio m ²	3 245,5	3 280,3	3 310,9

Evolution de la part de propriété¹⁾

Land	Unité	1993	1998	2002
Bade-Wurtemberg	%	47,9	48,3	49,3
Bavière	%	46,9	47,6	48,9
Basse-Saxe	%	47,6	48,9	51,0
Berlin	%	10,0	11,0	12,7
Berlin-Ouest	%	12,5	13,2	14,0
Berlin-Est	%	5,0	7,3	10,7
Brandebourg	%	32,5	35,5	39,8
Brême	%	33,0	37,5	35,1
Hambourg	%	19,2	20,3	21,9
Hesse	%	43,4	43,3	44,7
Mecklembourg-Poméranie occidentale	%	25,9	32,2	35,9
Rhénanie du Nord-Westphalie	%	35,1	37,4	39,0
Rhénanie-Palatinat	%	52,9	55,0	55,7
Sarre	%	57,7	58,1	56,9
Saxe	%	23,3	28,7	31,0
Saxe-Anhalt	%	30,2	36,5	39,6
Schleswig-Holstein	%	45,9	46,8	49,4
Thuringe	%	34,5	39,2	41,8

1) Résultats des enquêtes logement statistiques menées dans ces années. – Part des logements occupés par leur propriétaire à la totalité des logements occupés.

CONSTRUCTION ET LOGEMENTS

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Ancien territoire fédéral				
Stock de logements				
Logements (bâtiments résidentiels et non résidentiels)	1 000	30 730,8	30 986,1	31 213,0
Données structurelles sur le stock de logements				
Logements par 1 000 habitants	nombre	458	459	461
Surface habitable par logement	m ²	87,9	88,1	88,3
Surface habitable par habitant	m ²	40,2	40,5	40,8
Pièces par logement	nombre	4,5	4,5	4,5
Nouveaux Länder et Berlin-Est				
Stock de logements				
Logements (bâtiments résidentiels et non résidentiels)	1 000	7 652,9	7 659,7	7 711,9
Données structurelles sur le stock de logements				
Logements par 1 000 habitants	nombre	506	513	518
Surface habitable par logement	m ²	71,2	71,5	71,8
Surface habitable par habitant	m ²	36,0	36,7	37,2
Pièces par logement	nombre	4,0	4,0	4,0

La structure et l'évolution du secteur des transports ont des interactions étroites avec l'économie et la société. C'est le transport qui rend possible la division du travail dans l'économie et la mobilité des personnes, mais qui cause en même temps les problèmes de la pollution atmosphérique, du bruit et de l'imperméabilisation des surfaces. Les structures spatiales et les structures des agglomérations sont aussi influencées de façon durable par le transport.

Au cœur des activités de transport se trouve le transport routier qui domine les voies et les moyens de transport ainsi que les quantités transportées. Dans l'an 2003 le réseau routier interurbain en Allemagne était par exemple avec environ 231 581 km à peu près 5,5 fois plus long que celui du réseau ferroviaire et environ 30 fois plus long que les voies navigables intérieures.

Après une régression massive des nouvelles immatriculations de voitures particulières en 2002, elles ont légèrement diminué encore une fois dans l'an 2003: Avec 3,2 millions de voitures particulières le chiffre des nouvelles immatriculations était de 0,5% plus bas qu'en 2002. Le stock de voitures particulières a continué à augmenter pour s'élever à 44,7 millions de voitures le 1er janvier 2003, le stock total des véhicules routiers à moteur était de 53,7 millions de véhicules, dont 3,7% de cycles à moteur.

Le moyen principal du transport de marchandises ainsi que de personnes étaient les véhicules routiers à moteur. Dans le

cas du transport de personnes le transport motorisé individuel dominait avec 47,8 milliards de personnes (83% de la totalité des personnes transportées) en 2002. En ce qui concerne le transport de marchandises, le transport routier se trouvait de très loin au premier rang pour le volume transporté. Dans l'an 2003 des camions allemands ont transporté 2,7 milliards de t de biens, suivi du transport ferroviaire avec 0,3 milliards de t. Le volume transporté par des camions allemands a augmenté après avoir diminué en 2002.

La capacité de transport, qui est calculée comme produit du volume transportée en tonnes et de la distance effectuée en kilomètres, a également progressé dans l'ensemble. Seule la navigation intérieure a vécu un recul de la capacité de transport qui a passé de 64 milliards de t par km à 58 milliards de t par km dans l'an 2003.

Les dangers qu'impliquent les activités de transport se reflètent de manière plus évidente dans le nombre d'accidents de la circulation. 2,3 millions d'accidents ont été enregistrés par la police sur les routes d'Allemagne dans l'an 2003. Par suite de plus de 355 000 accidents routiers des personnes ont été blessées ou tuées. Bien qu'il s'agit dans l'ensemble de moins de personnes en 2003 que dans l'année précédente, 6 613 personnes ont trouvé la mort et 462 170 personnes ont été blessées dans la circulation routière.

TRANSPORTS

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Infrastructure des transports				
Réseau routier interurbain (1er jan.)	km	230 774	230 848	231 581
Autoroutes	km	11 712	11 786	12 037
Routes nationales	km	41 282	41 228	41 246
Routes régionales	km	86 803	86 838	86 868
Routes de l'arrondissement	km	90 977	90 996	91 430
Réseau ferroviaire (longueur de trajet en propriété des chemins de fer)	km	41 115	40 638	...
Voies fluviales	km	7 472	7 472	7 472
Pipelines de pétrole brut	km	2 370	2 370	2 370
Nouvelles immatriculations de voitures particulières	nombre	3 341 718	3 252 898	3 236 938
Stock des moyens de transport				
Véhicules routiers à moteur	1 000	52 487	53 306	53 656
dont: Voitures particulières	1 000	43 772	44 383	44 657
Camions	1 000	2 611	2 649	2 619
Cycles à moteur	1 000	3 411	3 557	3 657
Véhicules sur rails				
Matériel de traction	nombre	13 335	13 628	...
Voitures à voyageur	nombre	12 941	11 945	...
Wagons à marchandises (en propriété des chemins de fer)	nombre	128 384	111 314	...
Navires de mer				
Navires à passagers	nombre	122	125	124
Navires transporteurs de vrac sec	nombre	450	390	323
Navires-citernes	nombre	33	34	35
Navires de pêche maritime ...	nombre	102	96	97
Aéronefs ¹⁾	nombre	20 174	20 102	19 877
dont: Hélicoptères	nombre	843	869	804
Planeurs motorisés	nombre	2 562	2 622	2 660
Planeurs	nombre	7 885	7 857	7 802

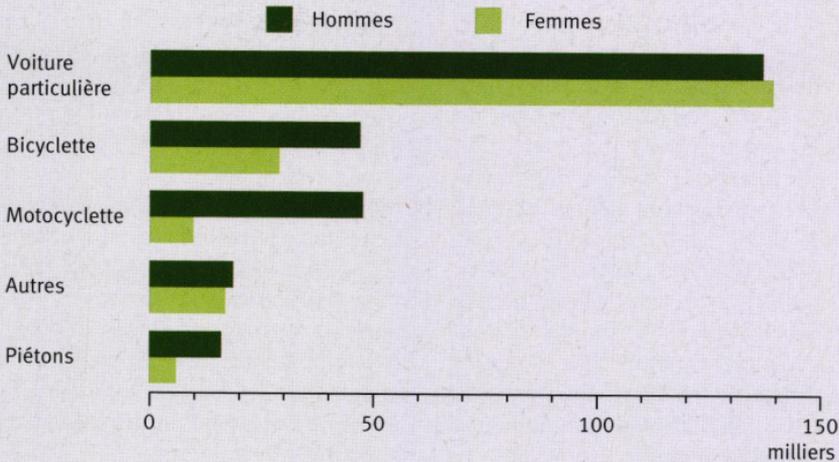
1) Source: Office fédéral de l'aéronautique, Brunswick.

TRANSPORTS

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Personnes transportées				
Transport public routier de voyageurs				
Services réguliers	mio	7 866	7 905	8 034
Services occasionnels	mio	80	76	77
Chemins de fer	mio	2 005	1 991	2 028
Transport aérien	mio	118	114	121
Marchandises transportées				
Volume de transport				
Transport ferroviaire ¹⁾	mio t	288,3	285,4	296,9
Transport fluvial	mio t	236,1	231,7	220,0
Transport maritime	mio t	242,2	242,5	251,3
Transport aérien	mio t	2,1	2,2	2,3
Pipelines de pétrole brut ²⁾	mio t	90,2	90,9	92,3
Transport routier de marchandises ³⁾	mio t	2 884,5	2 720,2	2 743,9
dont: Transports intérieurs				
Transport ferroviaire	mio t	189,7	189,3	196,4
Transport fluvial	mio t	57,0	55,8	53,4
Transport maritime	mio t	4,6	4,5	4,8
Transport aérien	mio t	0,1	0,1	0,1
Pipelines de pétrole brut ²⁾	mio t	21,3	21,1	20,1
Transport routier de marchandises ³⁾	mio t	2 768,9	2 607,1	2 618,8
Capacité de transport				
Transport ferroviaire	mio tkm	76 361	75 413	78 463
Transport fluvial	mio tkm	64 818	64 166	58 154
Pipelines de pétrole brut	mio tkm	15 761	15 205	15 391
Transport aérien	mio tkm	679	725	783
Transport routier de marchandises ³⁾	mio tkm	288 955	285 207	290 918

1) Transports en wagon complet. – 2) Source: Office fédéral de l'économie et contrôle exportation (BAW), Eschborn. – 3) Source: Institut fédéral pour les transports de marchandises (BAG), Dusseldorf, Office fédéral pour la circulation des véhicules à moteur (KBA), Flensburg; seulement les véhicules immatriculés en Allemagne.

Personnes blessées ou tuées 2003
par type de participation à la circulation



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0630

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Accidents de la circulation				
Accidents de la circulation routière				
Accidents avec dommages corporels	nombre	375 345	362 054	354 534
Personnes tuées ¹⁾	nombre	6 977	6 842	6 613
Personnes blessées	nombre	494 775	476 413	462 170
Accidents ferroviaires ²⁾				
Accidents avec dommages corporels	nombre	790	771	...
Personnes tuées ¹⁾	nombre	207	204	...
Personnes blessées	nombre	1 067	822	...
Accidents de la circulation aérienne				
Accidents avec dommages corporels	nombre	78	81	66
Personnes tuées ¹⁾	nombre	51	118	43
Personnes blessées	nombre	67	67	54

1) Y compris personnes décédées au cours des 30 jours suivant l'accident. - 2) Y compris accidents de manœuvre.

ENVIRONNEMENT

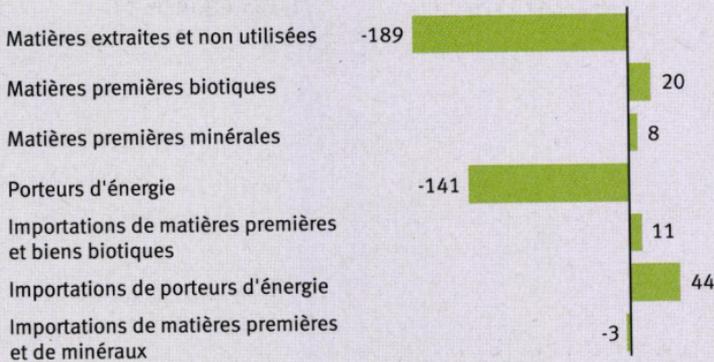
Depuis la conférence de Rio de Janeiro en 1992 la politique et la société sont devenues de plus en plus conscientes du principe de durabilité, à savoir de la responsabilité par rapport aux prochaines générations et de la nécessité de protéger la nature. La comptabilité économique de l'environnement (Umweltökonomischen Gesamtrechnungen – UGR) a pour tâche de fournir des données comme base de la prise des décisions nécessaires dans ce contexte. Quand il s'agit de pollution de la nature il faut tenir compte de ses différentes fonctions – source de ressources renouvelables et pas renouvelables, médium absorbant des polluants et déchets, site d'activités économiques ainsi qu'habitat.

Dans les années 1990 des quantités plus ou moins constantes de matières premières et d'énergie ont été extraits de la nature en Allemagne chaque an. L'émission de gaz de serre et d'acidification et de cette façon l'utilisation de la nature comme bassin de réception pour des gaz influençant le climat et pour des polluants atmosphériques a par contre clairement diminué pendant le même espace de temps. Ce qui était avant tout dû à un changement du mélange des différents porteurs d'énergie (à savoir les parts des porteurs d'énergies utilisés pétrole, gaz naturel, houille, lignite, énergie nucléaire etc.) ainsi que – notamment dans le cas de SO₂ – à des mesures de traitement des gaz de combustion.

Spécification	Unité	1999	2000	2001
Extraction, émission et utilisation de matières¹⁾				
Matières utilisées extraites en				
Allemagne ²⁾	mio t	1 250	1 253	1 190
Matières premières abiotiques				
utilisées	mio t	999	985	936
Matières premières biotiques utilisées	mio t	251	268	254
Importations	mio t	489	521	507
Matières non utilisées extraites en				
Allemagne	mio t	1 935	1 904	1 955
Matières utilisées émises en Allemagne .	mio t	1 552	1 550	1 561
dont:				
Emissions dans l'air	mio t	868	870	883
Utilisation dissipative de produits	mio t	282	275	279
Exportations	mio t	265	289	292
Matières non utilisées émises en				
Allemagne ³⁾	mio t	1 935	1 904	1 955
Solde	mio t	830	843	761
dont: Déchets à la décharge	mio t	67	67	65

1) Résultats en partie préliminaires. – A partir de 2001 les importations et exportations sont relevées suivant la CTCI. Une comparaison entre ces chiffres et des anciens résultats n'est en conséquence possible que de manière restreinte. – 2) Somme, non compris oxygène et azote. – 3) La valeur correspond aux matières non utilisées extraite en Allemagne.

Matières extraites
 Changements de 2001 à 1991
 mio. t



Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0631

La question de savoir jusqu'à quel point la nature est protégée ou traitée d'une manière efficace dans l'économie ne peut pourtant pas seulement être répondue sur la base de quantités absolues, mais il faut aussi mettre en relation le produit intérieur brut (en tant que moyen de mesure des résultats économiques généraux) et les différents facteurs d'entrée et de cette façon calculer les productivités. Ces indicateurs ont augmenté entre 1991 et 2002 (ou 2001) dans le cas de tous les facteurs examinés: Energie +18,8%, matières premières +27,7%, gaz de serre (2001) +35% et gaz d'acidification (2001) +160%. La pression exercée sur la nature due à l'évolution économique n'a en conséquence pas monté dans la même mesure que la croissance économique pendant les années 1990,

autrement dit, un «découplage» a eu lieu. Dans l'utilisation de matières premières cet effet est pourtant moins fort que quand il s'agit d'émissions de gaz de serre et d'acidification.

L'examen de productivités repose sur la couverture et présentation systématiques des flux de matières dans l'économie nationale. L'évolution des flux de matières entre 1991 et 2001 met en évidence la diminution de la quantité des matières non seulement extraites par l'économie mais aussi émises dans la nature. L'extraction et utilisation de matières en Allemagne (sans compter l'eau), y compris les matières importées, a diminué de 38,9 millions de t (-2,2%).

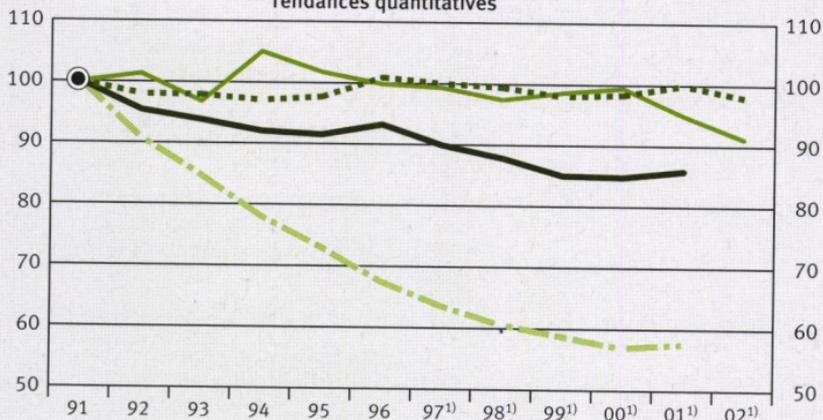
En 2001 à peu près 21 tonnes (t) de matières utilisées par habitant ont été

Evolution des facteurs de production naturels

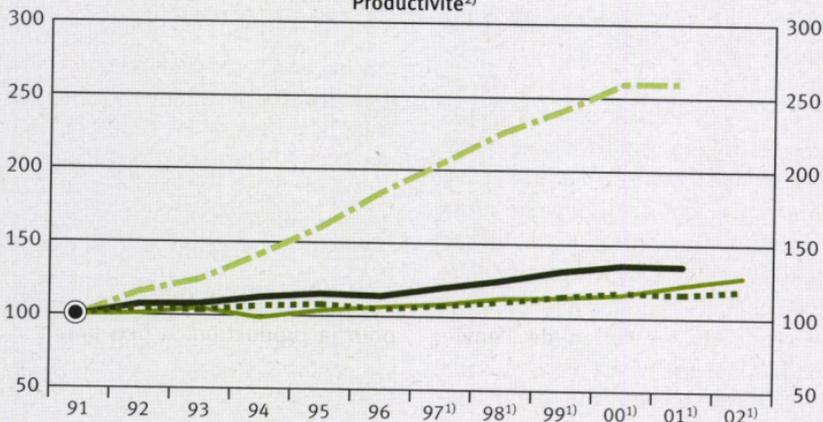
1991 = 100

- Consommation d'énergie primaire
- Extractions et importations de matières premières
- Gaz de serre
- Polluants atmosphériques

Tendances quantitatives



Productivité²⁾



1) Résultats en partie estimés. – 2) Produit intérieur brut (aux prix de 1995) par facteur de production.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0632

extraites à l'intérieur de l'Allemagne ou importées. Si on ajoute les matières non utilisées extraites à l'intérieur du pays – il s'agit là notamment de détritiques et de matériel de remblayage des industries extractives – ce sont environ 44 t par habitant. Dans une comparaison de ces chiffres à celles de 1991 (22 t par habitant de matières extraites et utilisées à l'intérieur plus importations, au total 56 t de matières extraites à l'intérieur du pays par habitant) il est mis en évidence qu'avant tout dans le domaine des matières extraites non utilisées un recul particulièrement net peut être constaté. Ce qui est en premier lieu dû à la forte réduction de l'exploitation du lignite dont le volume de détritiques est élevé. Contrairement à l'extraction de matières à l'intérieur, les importations ont progressé (+17% entre 1991 et 2001), notamment dans le cas des matières premières et biens biotiques avec 66% et en ce qui concerne les porteurs d'énergie avec 22%.

L'émission à l'intérieur de l'Allemagne de matières solides et gazeuses à la nature avait diminué jusqu'en 2000 et a pourtant augmenté à nouveau vers l'an 2001. Dans ce cas c'est avant tout la réduction des émissions dans l'air qui a eu ses répercussions, avec une diminution de 12% entre 1991 et 2001 (diminution des émissions de CO₂ de 11%).

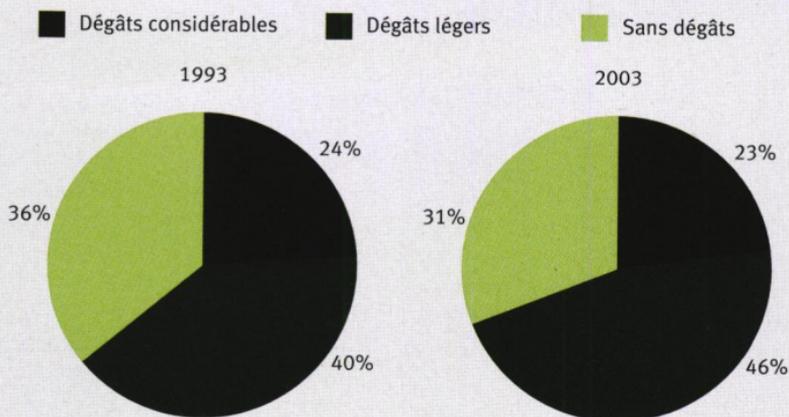
Les dépenses de protection de l'environnement effectuées par l'Etat, par les entreprises publiques privatisées d'élimination de déchets, et par les industries productrices en Allemagne étaient d'à peu près 30 milliards d'euro en 2000.

Les recettes fiscales environnementales (impôts sur les huiles minérales, sur les véhicules à moteur et taxes sur l'électricité) s'élevaient à 57 milliards d'euro au total dans l'an 2003, dont 43 milliards d'euro d'impôts sur les huiles minérales, 7 milliards d'euro d'impôts sur les véhicules à moteur et également 7 milliards d'euro de taxes sur l'électricité. La part de ces taxes et impôts à la totalité des recettes fiscales s'élevait donc à 12%. Par rapport à 1998, l'an avant l'introduction de la taxe écologique, les recettes fiscales environnementales ont monté d'environ 36%.

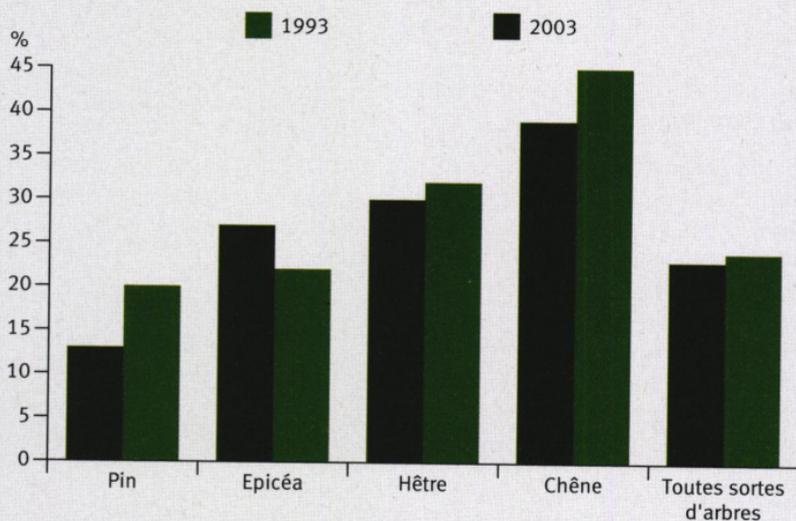
Dans le cadre du concept de la comptabilité économique de l'environnement il est particulièrement important d'examiner des informations relatives aux branches d'activité. Pour chaque branche est mis à disposition un ensemble de données permettant des conclusions sur la connexion entre des aspects écologiques et économiques, par exemple sur la consommation d'énergie et l'émission des gaz de serre les plus importants, à savoir le gaz carbonique, le méthane et l'oxyde azoteux.

La consommation d'énergie primaire en Allemagne était au total de 14 168 pétajoules en 2002, ce qui égale à environ 3,9 milliards de mégawattheures, dont 27% pour les ménages et les autres 73% pour la production. A peu près 25% de l'énergie primaire a été consommée dans le secteur de production de l'approvisionnement en énergie, dans l'industrie chimique c'étaient presque 10%, et 2% dans l'Administration publique, la

Dégâts aux forêts dans le cas de toutes les sortes d'arbres par niveaux des dégâts¹⁾



Sortes d'arbres de dégâts considérables¹⁾



1) Résultats de l'enquête sur les dégâts des forêts 1993 et 2003 (données collectées des administrations forestières des Länder).- Part des niveaux des dégâts aux arbres d'échantillonnage.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0633

Défense et la Sécurité sociale.

L'utilisation d'énergie est d'importance centrale pour presque tous les processus de production. Son emploi contribue pourtant en même temps à la pollution de l'environnement, par exemple par l'extraction de la nature des matières premières non renouvelables lors de la production d'énergie, l'émission de polluants atmosphériques et de gaz de serre influençant le climat, l'émission de matière solide résiduelle ainsi que l'extraction et l'émission d'eau de refroidissement pendant la transformation ou combustion énergétiques. Il y a un rapport particulièrement étroit entre la consommation d'énergie et l'émission de gaz carbonique (CO₂), le gaz de serre le plus important du point de vue quantité. Correspondant à cela les secteurs de production dont la consommation d'énergie est élevée ont en règle générale également une émission élevée de gaz de serre.

En 2001 au total 871 millions de tonnes de CO₂ ont été émises, dont à peu près 24,4% en provenance des ménages.

L'une des tâches les plus importantes de l'Etat de droit est d'assurer la mise en pratique et l'affirmation des Lois adoptées par le Parlement. Dans une constitution caractérisée de la séparation des pouvoirs – comme la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne – cette tâche fait partie de la compétence du «troisième» pouvoir, à savoir la jurisprudence.

Les tâches de la justice ne comprennent pas que les activités des tribunaux dans lesquels des juges indépendants prononcent la sentence, mais aussi l'exécution des jugements. Les activités d'enquêtes policières dans des affaires pénales peuvent aussi être considérées comme partie de l'administration de la justice.

La procédure pénale judiciaire est en règle générale précédée d'une procédure d'enquête policière. La statistique policière de la criminalité (Office fédéral de la police judiciaire) démontre pour l'an 2002 à peu près 6,5 millions de délits constatés et 3,4 millions de délits élucidés (non compris les infractions en matière de circulation routière). Dans la même année environ 2,2 millions de personnes ont été enregistrées par la police comme personnes soupçonnées. Des procédures pénales judiciaires ne sont ouvertes que contre une partie des suspects et peuvent être suivies d'une condamnation ou bien d'un acquittement de l'accusé, mais aussi d'une suspension de la procédure.

Dans l'an 2002 dans l'ancien territoire fédéral et Berlin-Est presque 720 000 personnes ont été condamnées, dont

197 000 à cause d'infractions en matière de circulation routière. Par contre pour 19% des plus de 893 000 personnes jugées par un tribunal pénal la procédure a terminé avec la suspension de la procédure ou l'acquittement de l'accusé.

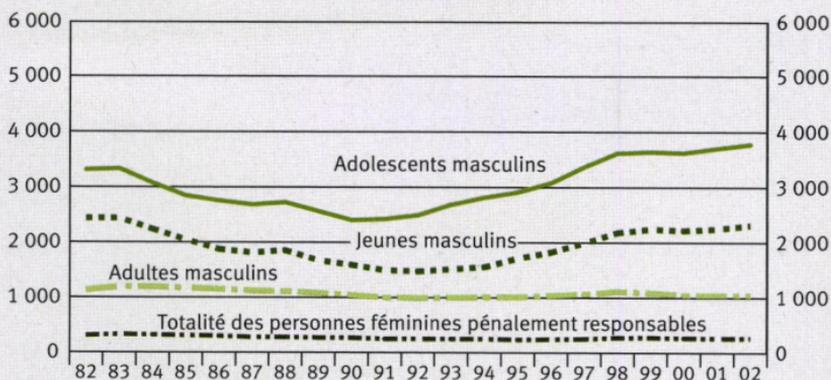
Rapporté à la population allemande dans l'ancien territoire fédéral et Berlin-Est un peu moins de 1 035 par 100 000 habitants pénalement responsables ont été condamnés en 2002. Les hommes (avec 1 779 personnes par 100 000 habitants masculins) ont été condamnés cinq fois plus souvent que les femmes (350), les adolescents (3 051) à peu près trois fois plus souvent que les adultes (920) et presque deux fois plus souvent que les mineurs (1 636).

La délinquance enregistrée des jeunes âgées de 14 à 18 ans et des adolescents (de 18 à 21 ans) est plus élevée que celle des adultes. Notamment en raison de leur intégration (encore) faible dans la société et dans un cadre de vie personnel les personnes jeunes sont apparemment particulièrement susceptibles de violer la loi. Pourtant les délits commis en premier lieu par des jeunes sont en règle générale moins graves que ceux commis par des adultes. En 2002 la part de ce qu'on appelle vol simple (en règle générale le vol à l'étalage) à toutes les condamnations était pour les jeunes de 28% (non compris les infractions en matière de circulation routière); pour les condamnés plus âgés la part s'élevait à 22%. D'autres délits typiquement juvéniles sont – mesuré aux chiffres de condamnés – les délits de coups et blessures et ceux liés à la drogue.

Spécification	Unité	2000	2001	2002
Allemagne				
Enquêtes¹⁾				
Délits constatés	nombre	6 264 723	6 363 865	6 507 394
Délits élucidés	nombre	3 335 356	3 379 618	3 425 416
Personnes suspectées pénalement responsables				
Hommes	nombre	1 653 903	1 648 987	1 684 464
Femmes	nombre	486 635	488 580	507 140
Mineurs	nombre	294 467	298 983	297 881
Adolescents	nombre	247 586	246 713	245 761
Adultes	nombre	1 598 485	1 591 871	1 647 962
Ancien territoire fédéral²⁾				
Poursuites pénales				
Personnes jugées par un tribunal pénal .	nombre	908 261	890 099	893 005
Personnes condamnées	nombre	732 733	718 702	719 751
Hommes	nombre	608 319	597 389	597 761
Femmes	nombre	124 414	121 313	121 990
Mineurs	nombre	49 510	49 982	53 374
Adolescents	nombre	73 487	74 995	75 218
Adultes	nombre	609 736	593 725	591 159
Personnes condamnées par groupe d'âge de ... à moins de ... ans				
14 – 16	nombre	19 110	19 338	20 905
16 – 18	nombre	30 400	30 644	32 469
18 – 21	nombre	73 487	74 995	75 218
21 – 25	nombre	112 045	110 499	112 942
25 – 30	nombre	111 243	104 240	101 959
30 – 40	nombre	190 199	183 250	178 974
40 – 50	nombre	110 315	109 929	111 653
50 – 60	nombre	56 749	55 581	54 595
60 et plus	nombre	29 185	30 226	31 036

1) Source: Office fédéral de la police judiciaire; non compris infractions en matière de circulation routière. –
2) Y compris Berlin.

Allemands condamnés pour des crimes ou délits¹⁾
 par 100 000 habitants du même groupe de personnes
 Ancien territoire fédéral²⁾



1) Non compris infractions en matière de circulation routière. – 2) Depuis 1995 y compris Berlin-Est.

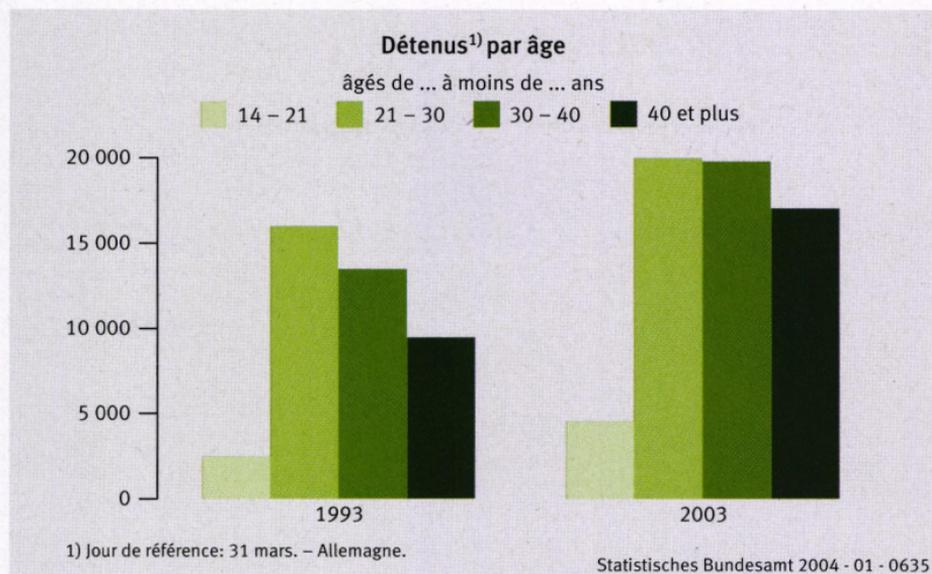
Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0634

Spécification	Unité	2000	2001	2002
---------------	-------	------	------	------

Ancien territoire fédéral¹⁾

Personnes condamnées (non compris infractions en matière de circulation routière)	nombre	522 839	517 118	522 916
dont: Vol	nombre	117 547	114 087	117 608
Vol qualifié	nombre	24 095	22 336	23 034
Brigandage et extorsion	nombre	9 606	9 150	9 535
Coups et blessures	nombre	28 265	29 764	32 287
Infractions contre l'intégrité sexuelle ..	nombre	6 625	6 651	6 770
Meurtre et homicide	nombre	700	734	613
Personnes condamnées pour des infractions en matière de circulation routière	nombre	209 894	201 584	196 835
Taux d'allemands condamnés	nombre	550 890	548 147	545 232
Hommes	taux ²⁾	1 816	1 802	1 779
Femmes	taux ²⁾	360	352	350
Mineurs	taux ²⁾	1 521	1 557	1 636
Adolescents	taux ²⁾	2 968	3 021	3 051
Adultes	taux ²⁾	955	938	920

1) Y compris Berlin. – 2) Allemands condamnés par 100 000 habitants du même groupe de personnes.



Spécification	Unité	2000	2001	2002
Allemagne				
Prisonniers dans des établissements pénitentiaires¹⁾				
Cellule individuelle ²⁾	nombre	34 789	36 078	37 180
Cellule commune ²⁾	nombre	35 062	33 513	33 210
par type d'emprisonnement				
Exécution des peines	nombre	49 683	49 877	51 432
Peine privative de liberté	nombre	42 935	43 264	44 801
Peine contre les délinquants mineurs	nombre	6 748	6 613	6 631
Détention préventive	nombre	17 524	17 431	16 853
Personnes de ... à moins de ... ans				
14 – 18	nombre	903	923	814
18 – 21	nombre	2 120	2 097	1 864
21 et plus	nombre	14 501	14 411	14 175
Internement préventif et autres privations de liberté	nombre	3 045	2 895	2 392
dont: Détentions aux fins de refoulement	nombre	2 001	1 824	1 655

1) A la fin de l'année; non compris personnes momentanément absentes (notamment détenus en permission de sortir). – 2) Non compris Brème.



Economie

Le produit intérieur brut évalue la performance économique d'une économie nationale du point de vue production. Il est composé de la valeur de tous les marchandises et services produits pendant une certaine période, après déduction de la consommation intermédiaire de biens ainsi que des importations. Dans l'an 2003 le produit intérieur brut réel a diminué de 0,1% par rapport à l'an 2002. Après celui de 1993 (-1,1%) il s'agit du second recul de la performance économique après l'unification allemande. Le produit intérieur brut aux prix courants était de 2 129 milliards d'euro en Allemagne dans l'an 2003, à savoir de 0,9% plus élevé que dans l'année précédente.

Le revenu national brut qui se distingue du produit intérieur brut par le solde des revenus primaires entre les habitants du pays et le reste du monde a connu une progression nominale de 0,4% en Allemagne dans l'an 2003 pour atteindre 2 118 milliards d'euro.

Lorsqu'on examine la production du produit intérieur brut par groupe de branches d'activité il est mis en évidence qu'en 2003 aussi, la branche activités financières, location et services aux entreprises a apporté avec 602,7 milliards d'euro une contribution beaucoup plus large à la valeur ajoutée que les industries productrices non compris l'industrie du bâtiment, qui ont atteint 481,5 milliards d'euro. Elles étaient suivies des prestataires de services publics et privés avec 429,1 milliards d'euro et de la branche commerce, hôtellerie et restaurants, et transports avec 355,9 milliards d'euro, pendant que

les parts de l'industrie du bâtiment (82,6 milliards d'euro) et avant tout de l'agriculture, sylviculture et pêche (21,9 milliards d'euro) aux valeurs ajoutées étaient largement plus basses.

La demande des ménages, des organisations sans but lucratif, des sociétés de capitaux, des administrations publiques et de l'étranger déterminent les chances de vente des entreprises. Cette relation est démontrée par la représentation du côté des emplois du produit intérieur brut. Dans l'an 2003 l'augmentation de la demande intérieure était faible et s'élevait à au total 0,4% en termes réels. Plus que la moitié du produit intérieur brut allemand résultait de la demande de consommation des ménages et des organisations privées sans but lucratif. L'augmentation réelle des dépenses de consommation finale des administrations publiques s'élevait à 0,9% dans l'an 2003, pendant que celles de la consommation finale privée ont diminué de 0,1%. La demande de machines et équipements (machines, équipements et véhicules) a connu une évolution négative, à savoir une diminution réelle de 0,8% en 2003. D'autres actifs fixes (parmi lesquels figurent les logiciels, copyrights, actifs cultivés) ont été demandés 1,8% plus souvent qu'en 2002. Par contre la formation brute de capital fixe a baissé de 3,4%.

Outre la production et l'emploi du produit intérieur la distribution des revenus dans l'économie nationale est aussi d'intérêt. Le revenu national brut, l'agrégat de revenu le plus large, s'élevait à 2 118,2 milliards d'euro dans l'an 2003. Le revenu

national net, à savoir le revenu après déduction des amortissements, a atteint 1 798,5 milliards d'euro.

Le revenu national net calculé déduction faite des impôts de production et d'importations (moins subventions) à l'Etat représente la somme de tous les revenus de facteurs. Dans l'an 2003 il était de 1 572,6 milliards d'euro, dont 1 132,7 milliards d'euro (72%) pour la rémunération des salariés et 439,9 milliards d'euro (28%) pour les revenus des entreprises et de la propriété.

La rémunération des salariés s'élevait au total à 1 132,7 milliards d'euro dans l'an 2003. Les coûts salariaux (rémunération des salariés par salarié) étaient de 2 770 euro par mois. Les salaires bruts qui ne sont plus compris dans les cotisations

patronales à la Sécurité sociale étaient au total de 909,4 milliards d'euro, ce qui correspond à un salaire mensuel de 2 230 euro en moyenne par salarié. Les salaires nets qui restaient déduction faite des cotisations des salariés à la Sécurité sociale et des impôts sur les salaires étaient de 588,3 milliards d'euro au total, soit 1 440 euro par mois et salarié. Le revenu disponible des ménages est composé, outre les salaires nets, de l'excédent d'exploitation, du revenu mixte, du revenu de la propriété ainsi que du solde des transferts reçus des ménages. Dans l'an 2003 il s'élevait à 1 378,6 milliards d'euro et était en conséquence de 1,0% plus élevé que la valeur de l'année précédente. Les épargnes des ménages ont augmenté de 3,3% pour s'élever à 151,1 milliards d'euro et le taux d'épargne est passé de 10,6% à 10,8%.

Le produit intérieur brut

Production

Agriculture
Industries productrices
Bâtiment
Commerce et transports
Activités financières, location
Prestataires de services

Emploi

Dépenses de consommation finale des ménages et organisations privées sans but lucratif
Dépenses de consommation finale de l'Etat
Formation de capital
+ Solde des échanges extérieures

Distribution

Rémunération des salariés	Revenu national net
Revenus des entreprises et de la propriété	
+ Impôts de production et d'importations	
+ Consommation de capital fixe	
- Solde des revenus primaires du reste du monde	

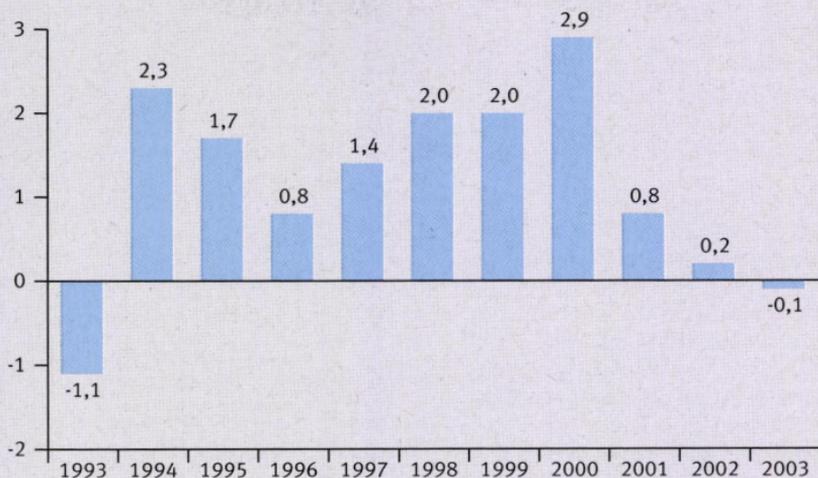
COMPTABILITE NATIONALE

Spécification	Unité	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾
Valeur ajoutée brute²⁾	mia EUR	1 925,1	1 958,9	1 973,6
Agriculture, sylviculture, pêche	mia EUR	23,5	22,0	21,9
Industries productrices, non compris bâtiment	mia EUR	472,1	476,7	481,5
Industrie du bâtiment	mia EUR	92,5	87,7	82,6
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	mia EUR	350,5	353,2	355,9
Activités financières, location et services aux entreprises	mia EUR	574,1	595,1	602,7
Prestataires de services publics et privés ...	mia EUR	412,4	424,3	429,1
Produit intérieur brut²⁾	mia EUR	2 073,7	2 110,4	2 129,2
Dépenses de consommation finale des ménages	mia EUR	1 232,7	1 236,5	1 247,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	mia EUR	394,1	404,4	410,9
Formation brute de capital fixe	mia EUR	420,7	392,0	379,5
Machines et équipements	mia EUR	167,4	151,9	146,9
Bâtiments et travaux publics	mia EUR	228,9	215,5	207,9
Autres produits	mia EUR	24,4	24,6	24,7
Variations des stocks et acquisitions moins cessations d'objets de valeur	mia EUR	- 15,0	- 13,2	1,9
Emplois intérieurs	mia EUR	2 032,5	2 019,7	2 040,0
Solde des échanges extérieurs de biens et services	mia EUR	41,2	90,7	89,2
Exportations	mia EUR	731,5	757,6	765,5
Importations	mia EUR	690,2	667,0	676,3
Revenu national brut²⁾	mia EUR	2 065,6	2 108,8	2 118,2
Revenu national net²⁾	mia EUR	1 542,2	1 571,5	1 572,6
dont: Rémunération des salariés	mia EUR	1 121,3	1 130,5	1 132,7
Salaires et traitements bruts	mia EUR	903,7	910,4	909,4
Rémunération (brute par salarié)	EUR	2 170	2 200	2 230
Salaires et traitements nets	mia EUR	592,4	593,5	588,3
Rémunération (nette par salarié)	EUR	1 420	1 430	1 440
Produit intérieur brut (PIB)³⁾	mia EUR	1 986,2	1 989,7	1 987,7
Taux de variation du PIB ³⁾	%	0,8	0,2	- 0,1

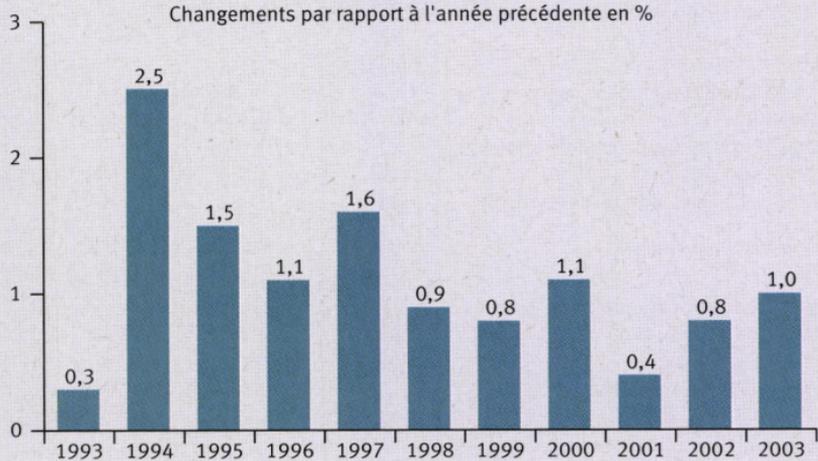
1) Résultat préliminaire. - 2) Aux prix courants. - 3) Aux prix de 1995.

Produit intérieur brut¹⁾

Changements par rapport à l'année précédente en %

**Productivité du travail²⁾**

Changements par rapport à l'année précédente en %



1) Aux prix de 1995. – 2) Produit intérieur brut aux prix de 1995 par personne active occupée.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0637

COMPTABILITE NATIONALE

Spécification	Unité	2001 ¹⁾	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾
Personnes actives occupées	1 000	38 911	38 671	38 246
Agriculture, sylviculture, pêche	1 000	952	939	928
Industries productrices, non compris bâtiment	1 000	8 528	8 338	8 113
Industrie du bâtiment	1 000	2 587	2 427	2 305
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	1 000	9 914	9 858	9 720
Activités financières, location et services aux entreprises	1 000	5 897	5 962	6 002
Prestataires de services publics et privés .	1 000	11 033	11 147	11 178
Salariés	1 000	34 834	34 581	34 103
Agriculture, sylviculture, pêche	1 000	466	463	455
Industries productrices, non compris bâtiment	1 000	8 204	8 019	7 794
Industrie du bâtiment	1 000	2 167	2 008	1 882
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	1 000	8 642	8 610	8 473
Activités financières, location et services aux entreprises	1 000	5 137	5 167	5 178
Prestataires de services publics et privés .	1 000	10 218	10 314	10 321
Rémunération des salariés	mia EUR	1 121,9	1 131,0	1 133,2
Agriculture, sylviculture, pêche	mia EUR	9,5	9,5	9,5
Industries productrices, non compris bâtiment	mia EUR	340,1	337,9	336,8
Industrie du bâtiment	mia EUR	61,1	57,5	54,7
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	mia EUR	224,8	227,0	226,3
Activités financières, location et services aux entreprises	mia EUR	174,8	179,3	181,9
Prestataires de services publics et privés .	mia EUR	311,6	319,7	324,0
Salaries et traitements bruts	mia EUR	904,1	910,8	909,7
Agriculture, sylviculture, pêche	mia EUR	7,9	7,9	7,8
Industries productrices, non compris bâtiment	mia EUR	269,3	267,6	265,8
Industrie du bâtiment	mia EUR	50,3	47,4	44,9
Commerce, hôtellerie et restaurants, transports	mia EUR	185,6	187,9	186,6
Activités financières, location et services aux entreprises	mia EUR	141,9	144,7	146,5
Prestataires de services publics et privés .	mia EUR	249,3	255,3	258,0

1) Résultat préliminaire.

Presque 90% du besoin alimentaire en Allemagne est couvert de la production nationale. La part de l'agriculture à toute la performance économique allemande (valeur ajoutée brute) de 1,1% (2003) est pourtant considérablement basse. Pour l'emploi aussi l'agriculture ne joue qu'un rôle subordonné.

Dans l'an 2003 à peu près 1,3 mio. de personnes travaillaient dans l'agriculture. En conséquence leur nombre a diminué de 31% depuis 1991, ce qui a touché presque 379 000 travailleurs dans l'ancien territoire fédéral et 195 000 dans les nouveaux Länder. Avec environ 784 000 personnes la main-d'œuvre familiale constituait le groupe le plus important des travailleurs agricoles dans l'ancien territoire fédéral, à peu près un quart d'entre eux (199 000) travaillait à temps complet. Par contre dans les nouveaux Länder la main-d'œuvre non familiale dominait (à peu près 126 000 de toute la main-d'œuvre agricole dont le chiffre était de 167 000). Dans ce cas la part des travailleurs à temps complet s'élevait à 57%.

Les exploitations agricoles en Allemagne cultivaient au total une superficie agricole utilisée (SAU) d'environ 17 mio. d'ha, dont presque 70% de terres arables, 29% d'herbages permanents et à peu près 1% de vignes. Pendant que les superficies agricoles utilisées ont diminué d'environ 144 000 ha ou 0,8% au cours des derniers quatre ans, la part des terres arables a légèrement augmenté par rapport aux herbages permanents, celle des vignes est restée constante.

En ce qui concerne les terres arables l'importance de la culture céréalière a augmentée en 2003 et s'élève à 6,9 mio. d'ha ou 58% de la superficie. Le blé dont le rendement est élevé occupe entre-temps avec presque 3 mio. d'ha un quart des terres arables, à la seconde place des céréales se trouve l'orge avec environ 2,1 mio. d'ha.

En mai 1999 il y avait encore 352 000 exploitations agricoles d'élevage de bétail, dont 329 000 dans l'ancien territoire fédéral et environ 23 000 dans les nouveaux Länder. Ce chiffre a baissé d'à peu près 15% jusqu'à 2003 dans l'Allemagne entière et dans l'ancien territoire fédéral, et d'à peu près 6% dans les nouveaux Länder. La part des exploitations bovines est de 66%, celle des exploitations porcines d'environ 36% contre seulement 11% d'exploitations ovines. Dans l'ancien territoire fédéral la baisse du nombre des exploitations qui élèvent du bétail est plus forte que dans les nouveaux Länder et Berlin-Est. Le nombre de bovins a diminué d'environ 9% dans toute l'Allemagne et passé de 14,9 mio. à 13,6 mio. d'animaux. Le nombre de vaches laitières a également été réduite, de 8% pour s'élever à 4,4 mio. d'animaux, tandis que le cheptel de porcins a été légèrement accru de 2% pour atteindre 26,6 mio. d'animaux.

Dans l'an 2003 aussi l'agriculture écologique en Allemagne a été promue. Plus de 13 700 exploitations, soit 3,3% de la totalité des exploitations agricoles, ont donc été cultivées de façon écologique. Ce qui correspond à une croissance de 43% (plus de 4 100 exploitations) par

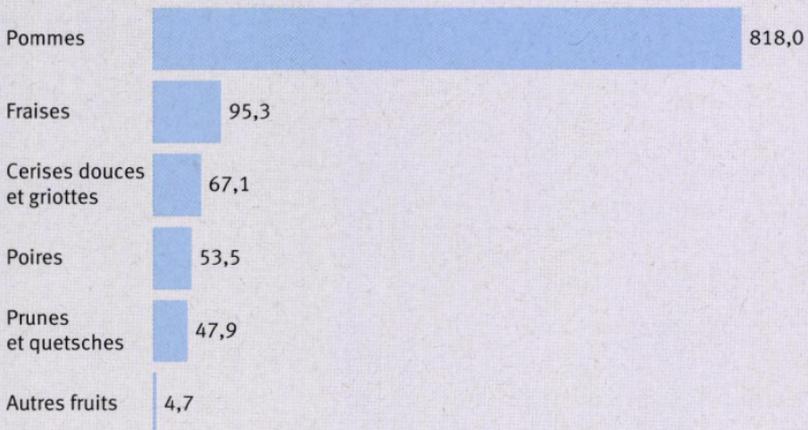
rapport à l'an 1999. L'étendue des superficies agricoles utilisées de façon écologique a passé d'à peu près 241 000 ha à 730 000 ha de SAU par rapport à 1999. En 2003 aussi la part des exploitations écologiques à la totalité des exploitations agricoles dans les nouveaux Länder était presque le double de celle de l'ancien territoire fédéral. Les parts des surfaces écologiques à toute la superficie agricole utilisée étaient en conséquence différentes, de 5,7% dans les nouveaux Länder et de 3,6% dans l'ancien territoire fédéral. L'accroissement des superficies agricoles utilisées dans les exploitations écologiques est entre autres du à la progression de la part des herbages permanents (+63%). La superficie arable cultivée de manière écologique a également augmenté de

38% par rapport à l'année 1999, tandis que les cultures permanentes de l'agriculture écologique montraient une superficie relativement constante. Dans l'agriculture écologique plus de 11 000 exploitations avaient des animaux de rente en 2003. Comparé à celui de 1999 le nombre d'exploitations écologiques élevant du bétail a en conséquence progressé de presque 50%. 77% des exploitations écologiques avaient des bovins, 21% des porcins et 18% des ovins. 44% des exploitations bovines possédaient des animaux laitiers. Le cheptel de porcs engraisés et de truies reproductrices met en évidence le rôle relativement faible que joue l'élevage porcin dans l'agriculture écologique en Allemagne.

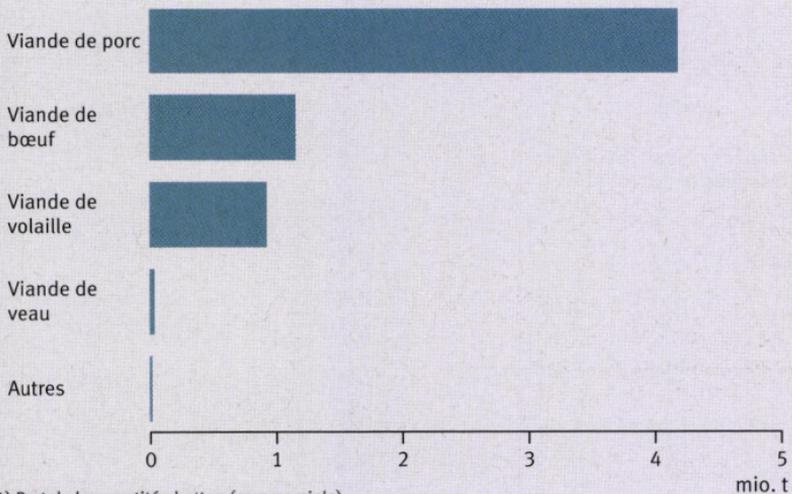
Spécification	Unité	dont		
		Forêts de l'Etat	Forêts des collectivités locales	Forêts-privées
Entreprises forestières 2002				
Nombre d'exploitations d'une surface boisée de ... à moins de ... ha au total	nombre	931	8 459	18 484
10 - 50	nombre	35	3 317	14 907
50 - 200	nombre	27	2 712	2 417
200 - 500	nombre	49	1 345	694
500 - 1000	nombre	87	608	280
1000 et plus	nombre	733	477	185
Nombre d'exploitations d'une surface boisée de ... à moins de ... ha au total	1 000 ha	3 813	2 193	1 502
10 - 50	1 000 ha	1	80	272
50 - 200	1 000 ha	3	291	235
200 - 500	1 000 ha	17	424	217
500 - 1000	1 000 ha	64	431	195
1000 et plus	1 000 ha	3 727	967	582

Cueillette de fruits 2003

1 000 t



Abatages et production de viande, 2003¹⁾



1) Part de la quantité abattue (commerciale).

AGRICULTURE ET PÊCHE

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Superficie agricole utilisée	1 000 ha	17 042	16 974	17 008
dont: Terres arables	1 000 ha	11 813	11 791	11 827
Herbages permanents	1 000 ha	5 013	4 970	4 968
Vignes	1 000 ha	100	98	99
Cultures fruitières	1 000 ha	69	68	69
Main d'œuvre agricole¹⁾	1 000	1 323	.	1 305
dont: Main d'œuvre familiale	1 000	860	.	824
Récolte				
Céréales	1 000 t	49 709	43 391	39 426
Légumes ²⁾	1 000 t	2 534	2 551	2 604
Fruits (production pour le marché)	1 000 t	1 190	1 041	1 086
Cheptel³⁾4)				
Bovins	mio	16,6	14,0	13,6
Ovins	mio	2,8	2,7	2,6
Porcins	mio	25,8	26,1	26,6
Exploitations agricoles⁴⁾	1 000	449	427	421
d'une superficie agricole utilisée de ... à moins de ... ha				
moins de 2	1 000	37	32	33
2 – 10	1 000	144	134	132
10 – 20	1 000	84	81	78
20 – 30	1 000	44	42	40
30 – 50	1 000	58	56	55
50 – 100	1 000	55	54	55
100 et plus	1 000	26	27	28

1) Main d'œuvre familiale travaillant sur l'exploitation et salariés permanents non familiaux. – 2) Types de légumes sélectionnés cultivés en plein champ et sous verre. – 3) Recensement du bétail de mai. – 4) 2003 résultat préliminaire.

Bien que leur importance par rapport aux services se soit amoindrie pendant les dernières années les industries productrices sont une branche centrale de l'Economie générale. Elles comprennent le secteur des industries extractives et manufacturières, de l'industrie du bâtiment ainsi que de l'approvisionnement en énergie et eau (y compris l'artisanat producteur dans chaque secteur). Les enquêtes ne couvrent en règle générale que les entreprises de 20 salariés et plus et les exploitations de ces entreprises.

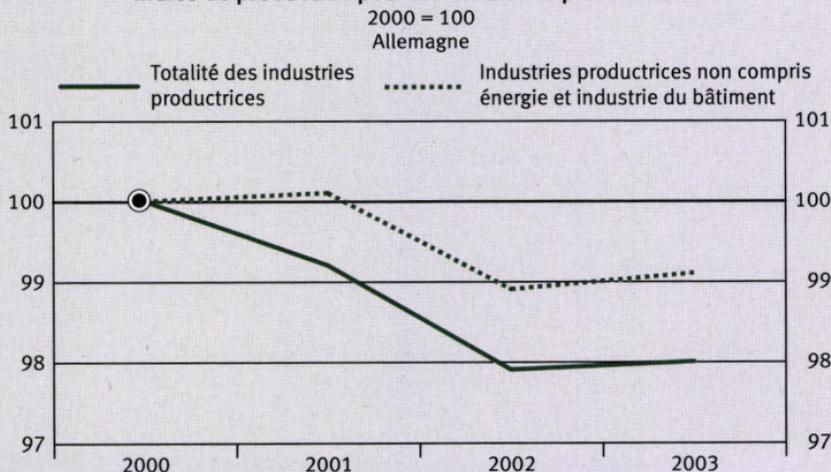
Dans le secteur des industries extractives et manufacturières qui joue un rôle clé dans les industries productrices il y avait 48 417 exploitations d'entreprises d'en général 20 salariés et plus en Allemagne en 2003, dont 83,2% (40 258 exploitations) dans l'ancien territoire fédéral. Le

nombre de salariés de ces exploitations s'élevait à 6,1 millions de personnes en Allemagne, dont 89,7% travaillant dans l'ancien territoire fédéral.

Dans le secteur de travaux préparatoires de chantiers, bâtiment et travaux publics il y avait 76 612 (-2,4%) exploitations d'au total 0,8 millions de salariés en Allemagne dans l'an 2003. 56 099 exploitations de 0,6 millions de salariés au total ont été recensées dans l'ancien territoire fédéral et 20 513 exploitations de 0,2 millions de salariés dans les nouveaux Länder et Berlin-Est.

Dans l'approvisionnement en énergie et eau 1 730 exploitations d'entreprises d'en général 20 salariés et plus employaient à peu près 249 000 personnes dans l'an 2002 en Allemagne.

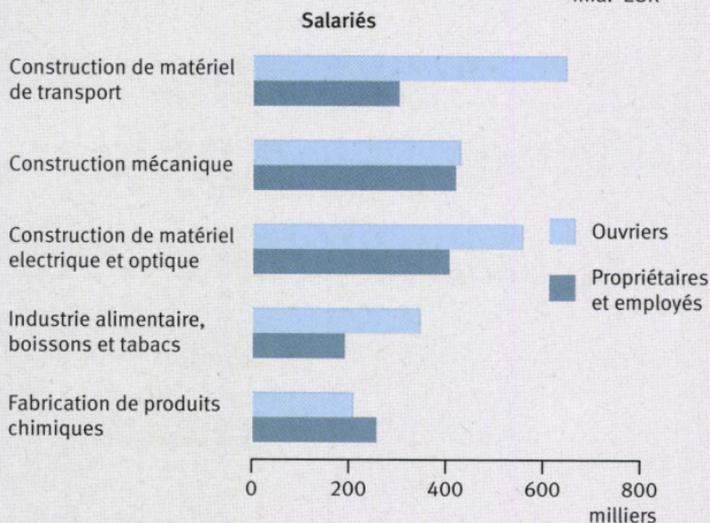
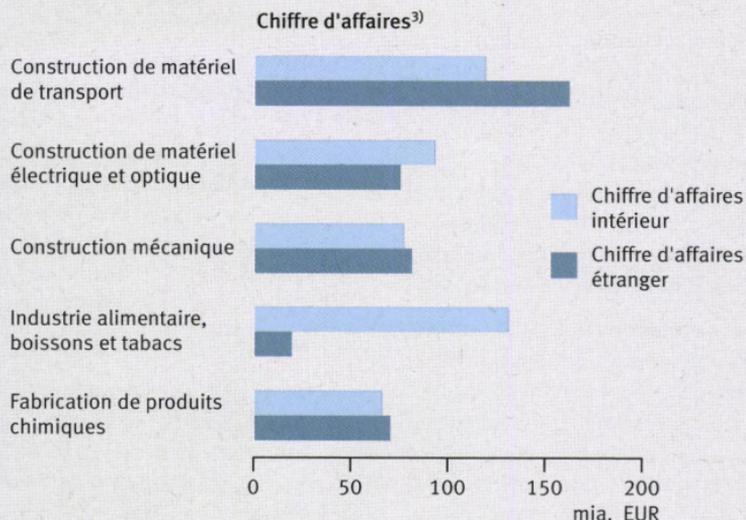
Indice de production pour les industries productrices¹⁾



1) Valeur d'origine.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0639

Chiffre d'affaires et salariés dans les industries productrices, 2003¹⁾ Groupes sélectionnés d'activités économiques²⁾



1) Et dans les industries extractives et dans la production de minerais non métalliques. – 2) Classification des activités économiques, édition 2003 (WZ 2003). – 3) Non compris impôt sur le chiffre d'affaires.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0640

INDUSTRIES PRODUCTRICES

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Allemagne				
Indices de production dans les industries productrices				
Valeurs d'origine				
Industries productrices	2000 = 100	99,2	97,9	98,0
Industries extractives et production de minerais non métalliques	2000 = 100	93,1	91,6	90,9
Industries manufacturières	2000 = 100	100,1	98,9	99,1
Approvisionnement en énergie	2000 = 100	98,1	98,4	102,0
Industries extractives et manufacturières¹⁾²⁾				
Exploitations ³⁾	nombre	49 116	48 228	48 417
Salariés ³⁾	1 000	6 393	6 209	6 133
Heures-ouvriers effectuées ⁴⁾	mio heures	6 211	5 900	9 344
Masse des salaires et traitements	mia EUR	226	224	226
Chiffre d'affaires	mia EUR	1 346	1 326	1 348
dont: Chiffre d'affaires avec l'étranger	mia EUR	498	508	514
Indice des entrées de commandes (volume) dans les industries productrices	2000 = 100	98,0	97,9	98,5
Travaux préparatoires de chantiers, bâtiment et travaux publics²⁾				
Exploitations ⁵⁾	nombre	79 002	78 526	76 612
Salariés ²⁾	1 000	954	880	814
Heures-ouvriers effectuées ⁴⁾	mio heures	1 124	1 019	951
Indice des entrées de commandes				
Bâtiment	2000 = 100	92,5	81,9	78,1
Travaux publics	2000 = 100	98,3	99,8	98,7
Approvisionnement en énergie et eau²⁾				
Exploitations ³⁾	nombre	1 689	1 723	1 730
Salariés ³⁾	1 000	256	253	249
Masse des salaires et traitements	mia EUR	10	10	10
Production d'électricité	mia kWh	521	518	-
Production de gaz	mia kWh	380	378	-

1) Exploitations d'entreprises d'en général 20 salariés et plus, y compris artisanat. A partir de 2002 couverture élargie. – 2) Jusqu'à et y compris l'an 2002, données suivant la Classification des activités économiques, édition 1993 (WZ 93); à partir de 2003 Classification des activités économiques, édition 2003 (WZ 2003). – 3) Moyenne calculée sur 12 mois. – 4) A partir de 2003 heures travaillées (de tous les salariés). – 5) Totalité des exploitations, enquête exhaustive à chaque fin de mois de juin.

INDUSTRIES PRODUCTRICES

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Ancien territoire fédéral				
Industries extractives et manufacturières¹⁾²⁾				
Exploitations ³⁾	nombre	41 146	41 756	40 258
Salariés ³⁾	1 000	5 766	5 663	5 500
Heures-ouvriers effectuées ⁴⁾	mio heures	5 480	5 258	8 304
Masse des salaires et traitements	mia EUR	211	211	210
Chiffre d'affaires	mia EUR	1 244	1 235	1 237
dont: Chiffre d'affaires avec l'étranger	mia EUR	475	482	487
Travaux préparatoires de chantiers, bâtiment et travaux publics²⁾				
Exploitations ⁵⁾	nombre	57 956	57 841	56 099
Salariés ³⁾	1 000	694	652	605
Heures-ouvriers effectuées	mio heures	809	747	697
Nouveaux Länder et Berlin-Est				
Industries extractives et manufacturières¹⁾²⁾				
Exploitations ³⁾	nombre	7 970	8 204	8 158
Salariés ³⁾	1 000	627	632	633
Heures-ouvriers effectuées ⁴⁾	mio heures	732	727	1 040
Masse des salaires et traitements	mia EUR	16	16	16
Chiffre d'affaires	mia EUR	102	105	112
dont: Chiffre d'affaires avec l'étranger	mia EUR	24	26	27
Travaux préparatoires de chantiers, bâtiment et travaux publics²⁾				
Exploitations ⁵⁾	nombre	21 046	20 685	20 513
Salariés ³⁾	1 000	260	228	209
Heures-ouvriers effectuées	mio heures	315	273	255

1) Exploitations d'entreprises d'en général 20 salariés et plus, y compris artisanat. A partir de 2002 couverture élargie. – 2) Jusqu'à et y compris l'an 2001, données suivant la Classification des activités économiques, édition 1993 (WZ 93); à partir de 2003 Classification des activités économiques, édition 2003 (WZ 2003). – 3) Moyenne calculée sur 12 mois. – 4) A partir de 2003 heures travaillées (de tous les salariés). – 5) Totalité des exploitations, enquête exhaustive à chaque fin de mois de juin.

Groupe de métier	Personnes occupées ¹⁾		Chiffre d'affaires ²⁾	
	2002	2003	2002	2003
	30 septembre 1998 = 100		1998 = 100	
Total	84,4	80,1	93,5	90,6
Construction et installation	76,4	70,8	84,2	81,1
Electricité et métal	88,5	84,7	97,9	95,5
Bois	80,0	74,0	86,6	81,8
Habillement, textile et cuir	76,4	68,5	79,8	74,1
Alimentation	88,7	84,4	91,4	85,6
Santé, nettoyage chimique et à sec	86,5	84,0	107,1	109,1
Verre, papier, céramique et autres métiers	86,1	78,0	91,4	84,5

1) Moyenne calculée sur 5 trimestres. – 2) Sans impôt sur le chiffre d'affaires.

Des données sur les tendances actuelles dans le secteur de l'artisanat sont fournies par les relevés sur l'artisanat qui paraissent trimestriellement et qui reposent sur une enquête par sondage. Ils ne mettent pas à disposition des valeurs absolues, mais des indices et des taux de variation, par moyen desquels la situation conjoncturelle de l'artisanat peut être estimée.

Dans l'an 2003 l'artisanat occupait 5,1% de moins de personnes qu'en 2002. L'emploi a diminué dans tous les groupes de métiers de l'artisanat. Les métiers les plus affectés étaient l'habillement, le textile et le cuir avec une suppression d'emplois de -10,3%. Une diminution de l'emploi a également eu lieu dans

tous les autres groupes de métiers artisanaux. Avec un recul de l'emploi de 2,9% les métiers de la santé, du nettoyage chimique et à sec ont vécu la compression de personnel la plus basse.

Les recettes des ventes de l'artisanat n'ont pas atteint celles de 2002 non plus (-3,1%). Seul dans les métiers de la santé, du nettoyage chimique et à sec le chiffre d'affaires a augmenté de 1,9% en 2003. Entre autres les opticiens en font partie, dont la croissance de 11,7% du chiffre d'affaires a été influencée de la réforme sanitaire à partir du 1er janvier 2004.

Avec une taille moyenne de 11 personnes occupées par entreprise les établissements artisanaux font partie des PME

ARTISANAT

allemandes typiques. Ces données structurelles et les suivantes résultent du recensement des établissements artisanaux de 1995, une enquête exhaustive sur l'artisanat, menée tous les dix ans.

Au total environ 563 000 entreprises étaient inscrites dans le registre de l'artisanat en 1995. A peu près 6,1 millions de personnes occupées travaillaient dans ces entreprises, dont 1,8 millions ou 30% de femmes. Des sept groupes de métier dans lesquelles sont répartis les 127 professions (ou métiers) artisanales suivant la réglementation de l'artisanat, le groupe d'électricité et métal était le plus important avec presque 213 000 entreprises et environ 2,1 millions de personnes occupées. Parmi ce groupe de métier se trou-

vent, entre autres, la profession de mécanicien automobile et d'installateur de gaz et plombier. Le second groupe avec 132 000 entreprises et presque 1,7 millions de personnes occupées était celui de construction et installation, parmi lequel figurent, entre autres, la profession de maçon et de couvreur. Dans les 79 000 entreprises du groupe santé et beauté, nettoyage chimique et à sec étaient aussi occupées à peu près 1,2 millions de personnes. Parmi elles se trouvent, outre les opticiens et coiffeurs, entre autres, la profession du nettoyeur de bâtiment, dans laquelle le chiffre élevé de salariés à temps partiel entraîne un chiffre de personnes occupées par entreprise qui dépasse la moyenne (161).

Groupe de métier	Entreprise artisanale ¹⁾	Personnes occupées ²⁾	Chiffre d'affaires ³⁾
	1 000		milliards EUR
Total	563,2	6 085,0	409,3
Construction et installation	132,2	1 663,6	117,4
Electricité et métal	212,5	2 084,7	196,1
Bois	45,8	355,8	25,1
Habillement, textile et cuir	24,7	95,0	4,9
Alimentation	50,1	599,6	35,3
Santé, nettoyage chimique et à sec	79,0	1 160,7	21,8
Verre, papier, céramique et autres métiers .	19,0	125,6	8,7

1) Situation: 31 mars 1995. – 2) Situation: 30 septembre 1994. – 3) Situation: 1994; sans impôt sur le chiffre d'affaires.

Dans sa fonction de médiateur entre producteurs et consommateurs le commerce occupe un rôle central dans l'Economie. En Allemagne il y a approximativement 650 000 entreprises commerciales avec au total 780 000 succursales locales.

Le plus grand secteur en chiffres est le commerce de détail avec 480 000 entreprises, suivi du commerce de gros (y compris intermédiaires) avec 170 000 entreprises. Dans l'an 2003 le chiffre d'affaires du commerce s'élevait à 1 billion d'euro (non compris impôt sur le chiffre d'affaires). La contribution du commerce au produit intérieur brut, à savoir à la valeur ajoutée de l'Economie nationale, était d'environ 11%.

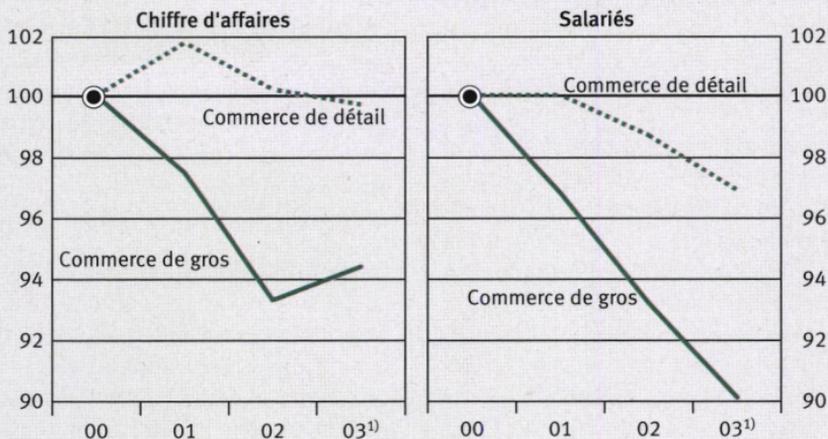
Malgré la concentration progressive du chiffre d'affaires sur les grandes entreprises, qui se reflète notamment dans le commerce de détail de produits alimentaires, dans beaucoup de branches le commerce est toujours caractérisé de petites et moyennes entreprises. Neuf sur dix entreprises occupent moins de dix personnes, plus de la moitié de toutes les entreprises occupent trois ou moins de trois salariés.

Le commerce est avec au total 4,2 millions de personnes actives occupées l'un des plus importants employeurs de l'Economie nationale. Surtout parce que dans le commerce de détail il y a de nombreuses possibilités d'un travail à temps partiel. Entre-temps plus de la moitié de tous les

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Commerce de détail²⁾				
Salariés	2000 = 100	100,0	98,7	96,9
dont:				
Salariés à temps complet	2000 = 100	98,2	95,3	91,2
Salariés à temps partiel	2000 = 100	101,8	102,1	102,6
Chiffre d'affaires	2000 = 100	101,8	100,2	99,7
Commerce de gros³⁾				
Salariés	2000 = 100	96,8	93,2	90,1
dont:				
Salariés à temps complet	2000 = 100	96,9	92,5	88,5
Salariés à temps partiel	2000 = 100	96,6	96,9	97,8
Chiffre d'affaires	2000 = 100	97,5	93,3	94,4

1) Résultat préliminaire. – 2) Non compris commerce de véhicules à moteur et stations d'essence. – 3) Non compris commerce de véhicules à moteur.

Chiffre d'affaires (nominal) et salariés dans le commerce de détail et de gros
2000 = 100



1) Résultats préliminaires.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0641

salariés exercent un travail à temps partiel. Par contre dans le commerce de gros le taux qui s'élève à un peu moins de 20% est beaucoup plus bas. La part élevée des femmes aux salariés est également caractéristique pour le commerce. Plus de la moitié des personnes occupées dans le commerce sont des femmes, même deux tiers dans le commerce de détail.

Dans les années 1990 et 1991 le commerce a atteint une croissance de son chiffre d'affaires d'à peu près 10% par rapport à l'année précédente, notamment grâce à l'achat de biens de consommation durables dans les nouveaux Länder et Berlin-Est. Après que pendant les années suivantes des fluctuations notables du chiffre d'affaires n'ont plus eu lieu, celui du commerce de détail a, pendant les années de 2000 à 2002 par rapport aux années pré-

cédentes, atteint une croissance de chiffre d'affaires qui suit: dans l'an 2002 de -1,6% en nominal, de -2,2% en réel; en 2001 de +1,8% en nominal, de +1,0% en réel; en 2000 de +2,4% en nominal, de +1,2% en réel. Dans le cas du commerce de gros en 2002 les ventes étaient de 4,4% en nominal et de 3,6% en réel de moins qu'en 2001 (en 2001 par rapport à 2000: de -2,5% en nominal, de -4,0% en réel; en 2000 par rapport à 1999: de +7,5% en nominal, de +2,7% en réel). Dans l'an 2003 le commerce de détail a connu une autre décroissance du chiffre d'affaires par rapport à 2002 (taux nominal -0,5%, taux réel -0,6%), tandis que le chiffre d'affaires du commerce de gros a progressé (de +1,2 en nominal, de +0,6% en réel). La part des dépenses des ménages aux achats dans le commerce de détail était de presque 30%.

Dans le cadre d'une Economie nationale hautement développée l'industrie bancaire et financière et en conséquence le système bancaire jouent un rôle central. En tant que points de concentration du capital et institutions financières les banques remplissent des tâches importantes dans l'Economie générale. En Allemagne les banques se trouvent – suivant le règlement de la Loi allemande sur le crédit (KWG) – sous le contrôle administratif commun de l'Office fédéral du contrôle du crédit et de la Deutsche Bundesbank. Le 1er mai 2002 l'Office fédéral du contrôle du crédit a fusionné avec les Offices fédéraux de supervision des Assurances et des marchés boursiers pour constituer l'Autorité allemande de régulation des services financiers (BAFin).

Avec l'introduction de l'euro comme monnaie commune d'onze des entre-temps 25 états membres de l'Union européenne (UE) – à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal – la responsabilité d'une politique monétaire unique dans la zone euro a été transmise, avec effet du 1er janvier 1999, au Système européen des banques centrales (SEBC). Depuis le 1er janvier 2001 la Grèce fait également partie de la zone euro. Le SEBC qui est composé de la Banque Centrale Européenne (BCE) et des banques centrales nationales des états membres de l'UE s'est désormais chargé de la tâche de «gardienne de l'euro» et est en conséquence responsable de la stabilité de la nouvelle monnaie. La transmission

des compétences monétaires à la BCE a exigé une harmonisation des tâches des banques centrales nationales participantes. Elles ont l'obligation de contribuer à remplir les tâches du SEBC. Leur tâche d'assurer l'exécution bancaire des paiements à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays persiste. En conséquence la Deutsche Bundesbank est par exemple aussi responsable des billets et pièces en circulation.

Le bilan en tant que juxtaposition des créances (actifs) et engagements (passifs) à un certain jour de référence informe sur l'ampleur et le type d'activité d'un établissement (privé ou public administratif) de crédit. L'actif le plus important du bilan est l'«octroi de crédits à des non-banques». Sur le côté passif du bilan les dépôts des non-banques sont le poste du bilan le plus important.

Les statistiques de l'industrie bancaire et financière sont avant tout compilées par la Deutsche Bundesbank.

Les données sur l'évolution des affaires des caisses d'épargne-construction reposent sur les statistiques des associations des caisses d'épargne-construction privées et publiques. Les dépôts auprès des caisses d'épargne-construction constituent en raison de leur affectation aux seules utilisations prévues (elles ne peuvent être utilisées que pour la construction de logements et dans des délais fixes) une forme particulière des dépôts d'épargne.

L'industrie des assurances propose une gamme variée d'assurances pour la pro-

BANQUES, CAISSES D'ÉPARGNE-CONSTRUCTION, ASSURANCES

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Assurances¹⁾				
Cotisations brutes	mio EUR	140 236	146 612	...
Assurances vie	mio EUR	62 162	64 625	...
Caisses de retraite et de capital-décès .	mio EUR	2 006	2 336	...
Assurances maladie	mio EUR	21 733	23 106	...
Assurances dommages et accidents ...	mio EUR	54 334	56 546	...
Investissements de capitaux	mio EUR	823 059	855 304	892 850 ²⁾
Assurances vie	mio EUR	570 354	589 985	609 338 ²⁾
Caisses de retraite et de capital-décès .	mio EUR	72 045	73 384	77 028 ²⁾
Assurances maladie	mio EUR	80 999	88 274	97 864 ²⁾
Assurances dommages et accidents ...	mio EUR	99 661	103 661	108 621 ²⁾

1) Non compris sociétés de réassurance. – 2) Résultat préliminaire.

tection matérielle contre des différents risques. Parmi elles comptent les assurances maladie, accidents et dommages privées (p. ex. assurances incendie et responsabilité civile) ainsi que les assurances vie. L'ampleur de l'activité est mise en évidence notamment des sommes assurées et du nombre de contrats. L'autorité de surveillance des assurances est l'Autorité allemande de régulation des services financiers qui est également compétente des statistiques dans le domaine des assurances.

BANQUES, CAISSES D'ÉPARGNE-CONSTRUCTION, ASSURANCES

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Deutsche Bundesbank				
Or et créances en or	mio EUR	35 005	36 208	36 533
Dépôts sur les comptes courantes (y compris réserves minimum)	mio EUR	57 399	44 791	44 523
Banques				
Actifs				
Somme de bilan	mio EUR	6 386 110	6 452 299	6 470 882
Réserves liquides	mio EUR	71 086	63 469	64 136
Portefeuille effets de change	mio EUR	5 801	4 851	4 380
Crédits aux banques intérieures et étrangères	mio EUR	1 600 468	1 727 429	1 739 734
Crédits aux non-banques	mio EUR	3 045 790	3 016 941	3 021 230
Obligations et autres titres à revenu fixe	mio EUR	1 025 416	993 451	1 027 028
Autres actifs	mio EUR	637 5490	646 158	614 374
Passifs				
Somme de bilan	mio EUR	6 386 110	6 452 299	6 470 882
Dépôts de banques intérieures et étrangères	mio EUR	1 821 327	1 850 843	1 813 555
Dépôts de non-banques intérieures et étrangères	mio EUR	2 349 153	2 370 008	2 410 120
dont: Dépôts à vue et à terme	mio EUR	1 665 165	1 688 219	1 719 262
Dépôts d'épargne	mio EUR	586 530	586 169	600 378
Obligations matérialisées au total	mio EUR	1 478 939	1 468 148	1 496 034
Capital propre au total (capital souscrit, réserves, sous déduction de perte présentée)	mio EUR	236 130	251 313	252 305
Autres passifs	mio EUR	500 561	511 987	498 868
Caisse d'épargne-construction				
Contrats au total	1 000	32 587	32 422	33 009
Nouveaux contrats par an	1 000	3 380	3 485	4 671
Contrats attribués par an	1 000	2 188	1 945	1 977
Somme d'épargne-construction des contrats attribués	mio EUR	37 170	33 095	34 334
Dépôts d'épargne-construction au total ...	mio EUR	97 515	101 642	107 746
Hypothèques et crédits intermédiaires au total	mio EUR	98 066	100 797	102 488

BANQUES, CAISSES D'ÉPARGNE-CONSTRUCTION, ASSURANCES

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Dépôts d'épargne	mio EUR	586 530	586 169	600 378
Caisnes d'épargne (y compris Landesbanken (Banques des Länder))	mio EUR	319 137	318 403	320 644
Caisnes de crédit mutuel (y compris banques coopératives centrales)	mio EUR	175 141	176 313	180 076
Banques de crédit ¹⁾	mio EUR	91 910	91 074	99 304
Autres établissements de crédit ²⁾	mio EUR	342	379	354
Marchés boursiers				
Placement brut				
Titres à revenu fixe	mio EUR	687 988	818 725	958 917
Actions	mio EUR	27 623	11 434	9 913
Taux de rendement courant (per annum)				
Obligations hypothécaires	%	4,9	4,7	3,7
Obligations communales	%	4,8	4,7	3,6
Obligations du secteur public	%	4,7	4,6	3,8

1) Y compris Banque postale. – 2) Non compris Banque postale.

Malgré les conditions cadre défavorables au tourisme, avant tout caractérisées de la faible conjoncture mondiale et de la guerre de l'Iraq, le nombre de touristes dans les lieux d'hébergement de neuf lits ou plus ainsi que sur les campings a augmenté de 1,4% en 2003 pour s'élever à 112,6 millions de personnes. Dans le cas des nuitées le résultat de l'année précédente a à nouveau pu être atteint, soit 338,6 millions de nuitées. Le développement était plus favorable dans le cas des touristes étrangers qu'allemands.

Avec 74,0 millions de nuitées – soit une part de 21,8% – la Bavière continue à être le Bundesland du chiffre plus élevé des nuitées en Allemagne. Elle est suivie d'un net écart du Bade-Wurtemberg (39,9 millions ou 11,8%), de la Rhénanie du Nord-Westphalie (36,6 millions ou 10,8%) et de la Basse-Saxe (35,4 millions ou 10,5%). Sur la cinquième place se trouve le Mecklemburg-Poméranie occidentale avec 25,9 millions de nuitées (7,7%), qui a dépassé la Hesse (24,9 millions ou 7,4%) dans l'an 2003.

Le Mecklemburg-Poméranie occidentale est le Land qui a connu la croissance la plus importante dans les nuitées pendant les derniers dix ans. Dans l'an 2003 le taux de changement était de +6,0%. Hambourg et la Saxe ont atteint des taux d'accroissement similaires, soit 5,8%. Il faut considérer l'évolution en Saxe en tenant compte des inondations de 2002 qui avaient causé un recul des nuitées de 7,0% dans cet an. Pendant que la plupart des Länder a pu, et cela aussi en raison

de l'été particulièrement chaud et du développement extrêmement positif qui en résulte (+10,7% dans l'Allemagne entière), augmenter le chiffre des nuitées également dans le tourisme de camping, il est frappant que ce sont justement les plus grands Länder de tourisme, à savoir la Bavière (-1,1%), le Bade-Wurtemberg (-2,2%), la Rhénanie du Nord-Westphalie (-1,8%) et la Basse-Saxe (-1,2%) qui ont vécu un recul du nombre de nuitées.

Après la régression pendant les années 2001 et 2002 une nette augmentation a à nouveau pu être enregistrée dans le cas des touristes de l'étranger en 2003. Le nombre des nuitées de ce groupe de touristes a passé de 2,7% à 41,7 millions. La progression la plus forte a été observée dans le cas des touristes en provenance de pays voisins directes ou près de l'Allemagne.

Les Pays-Bas sont, suivant le nombre de nuitées, clairement le pays d'origine le plus important pour l'hôtellerie allemande. Les touristes en provenance de ce pays ont passé 7,9 millions de nuitées dans des lieux d'hébergement allemands en 2003 (y compris camping). Ce qui correspondait à une part de 18,8%. Sur la seconde place figuraient les Etats-Unis (3,8 millions de nuitées ou 9,0%), suivis du Royaume-Uni (3,5 millions de nuitées ou 8,3%). Avec un chiffre de 2,6 millions de nuitées (6,3%) les touristes en provenance de Suisse occupaient le quatrième rang, suivis des touristes d'Italie (2,3 millions ou 5,6%), de Belgique, de France et d'Autriche (dans tous ces cas 1,8 millions ou 4,3%).

Dans le cadre de la statistique de l'hébergement tous les lieux d'hébergement de neuf lits et plus ainsi que campings (non compris camping permanent) sont enquêtés entre autres sur le nombre de touristes, des nuitées de ces derniers et, dans le cas des touristes étrangers, sur leur pays d'origine.

La statistique de l'hôtellerie et restaurants comprend l'hébergement et la restauration des visiteurs. Dans l'an 2003 le chiffre d'affaires a régressé par rapport à 2002 de 4,8% en nominal et de 5,7% en réel. En même temps le nombre de salariés a diminué de 3,2%. Dans l'hôtellerie et restaurants, comme dans le commerce de détail, environ un salarié sur deux a un emploi à temps partiel.

TOURISME, HOTELLERIE ET RESTAURATION

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Hôtellerie et restauration				
Evolution du chiffre d'affaires (nominal)	2000 = 100	100,9	96,2	91,6
Hôtels, auberges, pensions et				
hôtels garnis	2000 = 100	99,6	96,5	92,6
Autre hôtellerie	2000 = 100	102,1	104,5	104,9
Restaurants, cafés, glaciers, snack-bars ...	2000 = 100	100,9	94,3	88,8
Autre restauration	2000 = 100	105,4	101,3	94,3
Cantines et traiteurs	2000 = 100	100,1	96,3	95,1
Evolution du nombre des personnes occupées	2000 = 100	101,2	97,6	94,5
Hôtels, auberges, pensions et				
hôtels garnis	2000 = 100	101,2	99,0	96,3
Autre hôtellerie	2000 = 100	100,6	102,3	103,5
Restaurants, cafés, glaciers, snack-bars ...	2000 = 100	99,8	95,6	91,7
Autre restauration	2000 = 100	105,7	101,2	97,9
Cantines et traiteurs	2000 = 100	101,9	97,5	96,2
Capacités d'hébergement et taux d'occupation¹⁾²⁾				
Etablissements ouverts ¹⁾²⁾	1 000	54,6	54,4	53,8
Lits/canapés-lits disponibles	1 000	2 494	2 509	2 515
Taux moyen d'occupation des lits/canapés				
lits disponibles	%	37,5	36,2	36,2
Campings ouverts ²⁾	nombre	2 329	2 330	2 389
Nuitées dans le tourisme³⁾				
suivant Länder				
Allemagne	mio	347,94	338,70	338,59
Bavière	mio	78,66	74,85	73,98
Bade-Wurtemberg	mio	41,89	40,83	39,92
Rhénanie du Nord-Westphalie	mio	37,94	37,29	36,61
Basse-Saxe	mio	37,09	35,88	35,44
Mecklembourg-Poméranie occidentale ...	mio	32,04	24,48	25,95
Hesse	mio	26,61	25,59	24,91
Schleswig-Holstein	mio	23,29	22,85	23,28
Rhénanie-Palatinat	mio	20,23	19,85	19,88
Saxe	mio	14,94	13,90	14,70
Berlin	mio	11,47	11,13	11,43
Brandebourg	mio	9,53	9,20	9,29
Thuringe	mio	9,06	8,60	8,59
Saxe-Anhalt	mio	5,79	5,58	5,67
Hambourg	mio	4,81	5,15	5,44
Sarre	mio	2,27	2,21	2,19
Brême	mio	1,32	1,29	1,31

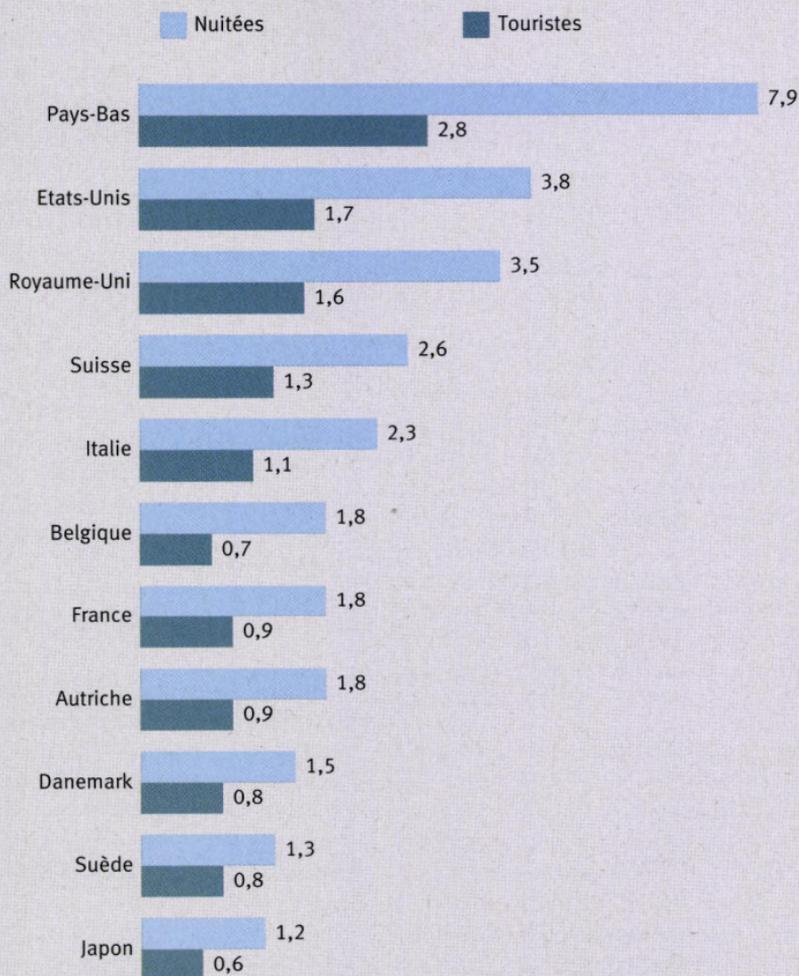
1) Lieux d'hébergement de 9 lits et plus. – 2) Situation: juillet. – 3) Dans les lieux d'hébergement de 9 lits et plus ainsi que sur les campings (pour les touristes).

TOURISME, HOTELLERIE ET RESTAURATION

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Nuitées dans le tourisme¹⁾				
par type d'établissement				
Hôtellerie	mio	196,93	189,50	189,54
Hôtels	mio	123,50	119,29	120,20
Hôtels garnis	mio	38,84	37,53	37,47
Auberges	mio	19,95	18,78	18,49
Pensions	mio	14,65	13,90	13,38
Autre hôtellerie	mio	101,83	101,47	103,39
Etablissements de prévention et de réadaptation fonctionnelle	mio	49,18	47,72	45,66
par pays d'origine				
Allemagne	mio	307,14	298,04	296,84
Pays étrangers	mio	40,80	40,65	41,75
Europe	mio	30,09	30,19	31,52
dont:				
Pays-Bas	mio	7,40	7,53	7,86
Royaume-Uni	mio	3,66	3,52	3,48
Suisse	mio	2,25	2,37	2,62
Italie	mio	2,18	2,18	2,33
Belgique	mio	1,64	1,68	1,83
France	mio	1,71	1,69	1,79
Autriche	mio	1,72	1,71	1,78
Danemark	mio	1,42	1,43	1,52
Suède	mio	1,25	1,27	1,31
Espagne	mio	0,93	0,98	1,02
Pologne	mio	0,96	0,84	0,84
Afrique	mio	0,42	0,39	0,41
Amérique	mio	5,21	4,89	4,64
dont:				
Etats-Unis	mio	4,21	3,98	3,75
Canada	mio	0,38	0,37	0,37
Asie	mio	3,66	3,72	3,69
dont: Japon	mio	1,34	1,30	1,17
Australie et Océanie	mio	0,35	0,35	0,35
Autres pays non spécifiés	mio	1,07	1,12	1,14

1) Dans les lieux d'hébergement de 9 lits et plus ainsi que sur les campings (pour les touristes).

Pays d'origine des touristes dans le tourisme international, 2003¹⁾
Mio.



1) Dans les lieux d'hébergement de 9 lits et plus ainsi que sur les campings (pour les touristes).

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0642

L'Etat moderne fixe non seulement les conditions cadres d'une coexistence réglée de ses citoyens, mais il offre également des nombreuses prestations qui constituent la base de leur existence sure.

Pour remplir leurs tâches les budgets publics (non compris hôpitaux et cliniques universitaires avec comptabilité commerciale et non compris caisses de retraite complémentaire dans la sphère de la Sécurité sociale) ont dépensé à peu près 1001,7 milliards d'euro dans l'an 2003 (corrigés des versements entre les différents budgets publics). La plupart des dépenses a été effectuée par la Sécurité sociale avec 472,5 milliards d'euro, suivi de la Fédération (280,7 milliards d'euro), des Länder (258,6 milliards d'euro) et des communes et collectivités territoriales multicomunales (149,8 milliards d'euro). Le reste des dépenses est du aux associations à but déterminé, contributions financières à l'Union européenne ainsi qu'aux fonds spéciaux de la Fédération. Par rapport à 2002 les dépenses ont augmenté d'au total 1,4%.

L'Etat obtient l'argent nécessaire pour financer ses tâches en prélevant des impôts, droits et contributions, par la vente de patrimoine etc. ou par des crédits au cas où les recettes ne suffisent pas à couvrir toutes les dépenses d'une période. Les recettes des budgets publics (non compris crédits) étaient au total de 927,1 milliards d'euro (+0,6%) dans l'an 2003. Les recettes fiscales encaissées par la République fédérale d'Allemagne s'élevaient en 2003 à 479,6 milliards d'euro,

ce qui veut dire qu'elles se trouvaient de 0,2 milliards d'euro en dessous de la valeur de l'année précédente qui était de 479,4 milliards d'euro. La partie majeure des impôts encaissés constituait les impôts communs (336,9 milliards d'euro), dont les impôts sur les salaires (sans déduction des allocations familiales) étaient les plus importants avec 167,5 milliards d'euro, suivis des impôts fédéraux (86,6 milliards d'euro), parmi lesquels l'impôt sur les huiles minérales (43,2 milliards d'euro) a rapporté le produit de l'impôt le plus élevé. Des impôts communaux (34,5 milliards d'euro) l'impôt commercial était le plus important avec 24,1 milliards d'euro, dans le cas des impôts des Länder (18,7 milliards d'euro) c'était l'impôt sur les véhicules à moteur avec 7,3 milliards d'euro. Les impôts et recettes de l'activité économique, qui ont rapporté le produit le plus élevé dans l'an 2003 étaient suivis des recettes de droits et d'autres rémunérations avec 24,4 milliards d'euro.

Comme différence entre les recettes et dépenses (y compris solde des transactions relatives aux procédures budgétaires) d'une période est calculé le solde de financement (+ = capacité de financement; - = besoin de financement). Dans l'an 2003 tous les budgets publics ont connu un besoin de financement de 74,5 milliards d'euro. Les Länder ont vécu dans l'an 2003 un déficit de 31,7 milliards d'euro (année précédente: 31,2 milliards d'euro), les communes/collectivités territoriales multicomunales un besoin de financement de 8,5

Spécification	Unité	1999	2000	2001
Dépenses des budgets publics suivant domaines sélectionnés				
Au total	mio EUR	951 294	960 788	975 465
Défense	mio EUR	24 399	23 123	24 195
Ordre et sécurité publique, protection juridique	mio EUR	29 350	29 959	30 873
Ecoles, établissements d'enseignement supérieur, autre enseignement	mio EUR	80 579	81 293	83 851
Science, recherche, développement à l'extérieur des établissements d'enseignement supérieur.....	mio EUR	8 805	9 114	9 596
Culture	mio EUR	7 917	8 177	8 196
Protection sociale	mio EUR	505 783	513 162	522 230
Santé, sport, récréation	mio EUR	13 956	14 387	14 939
Logement et aménagement du territoire ¹⁾	mio EUR	27 998	27 258	25 648
Promotion économique ²⁾	mio EUR	37 233	37 326	34 138
Transports et communications	mio EUR	22 445	22 579	22 932

1) Y compris services locaux communaux. – 2) Alimentation, agriculture et sylviculture, énergie et eau, industrie, services.

milliards d'euro. A la fin de l'an 2003 la dette publique s'élevait à 1 325,7 milliards d'euro (+ 5,8% par rapport à 2002). Elle pesait en majorité sur la Fédération et ses fonds spéciaux avec 61,8%, soit 57,4% pour la Fédération et 4,4% pour les fonds spéciaux. Les Länder portaient 31,3% de la totalité de la dette publique, les communes/collectivités territoriales multicommunales 6,3%. Le personnel de la fonction publique a en même temps diminué de 30 000 pour s'élever à 4,78 millions de personnes occupées (jour de référence: 30 juin) de 2002 à 2003.

FINANCES ET IMPOTS

Spécification	Unité	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾
Dépenses corrigées²⁾	mio EUR	987 904	1 001 742
Fédération	mio EUR	279 344	280 706
Fonds de péréquation des charges	mio EUR	155	134
Fonds spécial ERP ³⁾	mio EUR	4 479	6 769
Fonds de l'unité allemande	mio EUR	2 265	1 927
Patrimoine des chemins de fer fédéraux .	mio EUR	8 701	8 431
Fonds d'amortissement de l'héritage	mio EUR	727	463
Fonds d'indemnisation	mio EUR	154	178
Quotes-parts UE	mio EUR	17 628	20 336
Sécurité sociale	mio EUR	464 180	472 473
Länder	mio EUR	255 980	258 592
Communes/collectivités territoriales			
multicommunales	mio EUR	149 219	149 820
Associations à but déterminé	mio EUR	4 968	4 894
Recettes corrigées²⁾	mio EUR	921 127	927 093
Fédération	mio EUR	246 683	241 532
Fonds de péréquation des charges	mio EUR	152	131
Fonds spécial ERP ³⁾	mio EUR	5 335	14 289
Fonds de l'unité allemande	mio EUR	2 462	2 268
Patrimoine des chemins de fer fédéraux .	mio EUR	8 681	8 427
Fonds d'amortissement de l'héritage	mio EUR	8 608	2 543
Fonds d'indemnisation	mio EUR	170	160
Quotes-parts UE	mio EUR	17 628	20 336
Sécurité sociale	mio EUR	457 105	467 182
Länder	mio EUR	224 749	226 962
Communes/collectivités territoriales			
multicommunales	mio EUR	144 540	141 353
Associations à but déterminé	mio EUR	4 909	4 893
Capacité/besoin de financement	mio EUR	- 66 357	- 74 489
Fédération	mio EUR	- 32 728	- 39 231
Fonds de péréquation des charges	mio EUR	- 3	- 2
Fonds spécial ERP ³⁾	mio EUR	+ 855	+ 7 520
Fonds de l'unité allemande	mio EUR	+ 197	+ 342
Patrimoine des chemins de fer fédéraux .	mio EUR	- 20	- 4
Fonds d'amortissement de l'héritage	mio EUR	+ 7 881	+ 2 080
Fonds d'indemnisation	mio EUR	+ 16	- 18
Sécurité sociale	mio EUR	- 6 616	- 5 054
Länder	mio EUR	- 31 223	- 31 669
Communes/collectivités territoriales			
multicommunales	mio EUR	- 4 658	- 8 451
Associations à but déterminé	mio EUR	- 58	- 1

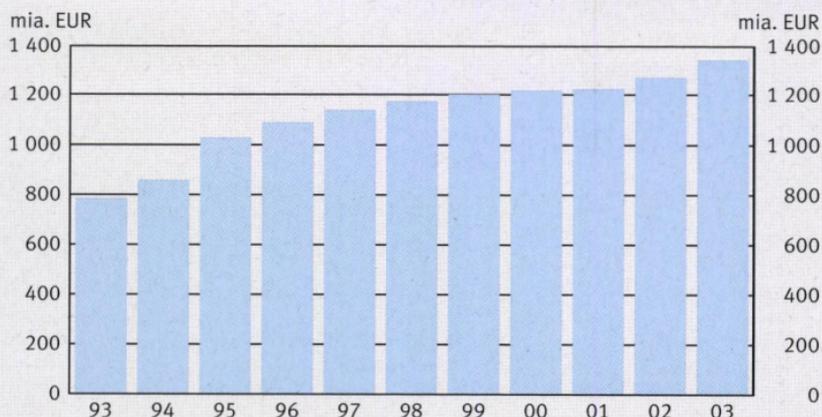
1) Résultats en partie estimés. - 2) Corrigées des versements entre les différents budgets publics. - 3) Y compris fonds de pensions de retraite et à partir de 2003 fonds d'aide à la reconstruction.

FINANCES ET IMPOTS

Spécification	Unité	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾
Dépenses corrigées²⁾	mio EUR	987 904	1 001 742
dont: Dépenses de personnel	mio EUR	184 969	186 107
Dépenses courantes de fonctionnement	mio EUR	219 305	222 324
Dépenses d'intérêts	mio EUR	66 490	66 194
Retraites et subventions	mio EUR	355 843	365 371
Mesures de construction	mio EUR	28 747	27 843
Transferts en capital	mio EUR	44 766	49 472
Recettes corrigées²⁾	mio EUR	921 127	927 093
dont: Impôts et taxes assimilées	mio EUR	810 790	817 307
Droits, autres rémunérations	mio EUR	23 877	24 350
Revenu de l'activité économique	mio EUR	25 934	19 924
Revenu du capital	mio EUR	28 694	31 713
Emprunt net	mio EUR	45 540	62 923
Recettes fiscales encaissées³⁾	mio EUR	479 416	479 589
Impôts communs	mio EUR	341 002	336 906
Impôt sur les salaires ³⁾	mio EUR	166 707	167 467
Impôt sur le revenu perçu ⁴⁾	mio EUR	7 606	4 569
Impôts sur les bénéfices non établis par voie de rôle ⁴⁾	mio EUR	16 909	11 955
Déduction d'intérêts	mio EUR	8 478	7 632
Impôt sur les sociétés ⁴⁾	mio EUR	3 107	8 287
Impôt sur le chiffre d'affaires	mio EUR	105 463	103 162
Impôt sur le chiffre d'affaires à l'importation	mio EUR	32 732	33 834
Impôts fédéraux	mio EUR	83 494	86 616
dont: Impôt sur les assurances	mio EUR	8 327	8 870
Impôt sur le tabac	mio EUR	13 778	14 094
Impôt sur le café	mio EUR	1 091	980
Impôt sur l'alcool	mio EUR	2 149	2 204
Impôt sur les vins mousseux	mio EUR	420	432
Impôt sur les huiles minérales	mio EUR	42 192	43 188
Contribution de solidarité	mio EUR	10 403	10 288
Impôts des Länder	mio EUR	18 576	18 713
dont: Impôt sur la fortune	mio EUR	239	230
Impôt sur les successions	mio EUR	3 021	3 373
Impôt sur les mutations foncières ...	mio EUR	4 763	4 80
Impôt sur les véhicules à moteur	mio EUR	7 592	7 336
Impôt sur les courses et loteries	mio EUR	1 844	1 861
Impôt sur la bière	mio EUR	811	786
Impôts communaux	mio EUR	33 448	34 477
dont: Impôt commercial	mio EUR	23 489	24 139

1) Résultats en partie estimés. – 2) Corrigées des versements entre les différents budgets publics. – 3) Avant déduction des allocations familiales (allocations provenant des caisses familiales et tranches déductibles non imposables). – 4) Avant déduction des remboursements par l'Office fédéral des finances.

Evolution de la dette des budgets publics¹⁾



1) Au 31 décembre de chaque année.- 2) Dettes des marchés du crédit au sens large.- Non compris hôpitaux avec comptabilité commerciale.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0643

Spécification	Unité	2001	2002	2003
Dettes des marchés du crédit				
Fédération ¹⁾	mio EUR	697 290	719 397	760 453
Fonds spéciaux de la Fédération ²⁾	mio EUR	59 084	59 210	58 830
Länder	mio EUR	357 684	384 773	414 952
Communes/collectivités territoriales multicommunales	mio EUR	82 669	82 662	84 069
Associations à but déterminé	mio EUR	7 160	7 153	7 429

1) Y compris dettes du patrimoine des chemins de fer fédéraux, du fonds de compensation «Houille» et du fonds d'amortissement de l'héritage, prises en charge au 1er juillet 1999. - 2) Fonds spécial ERP, Fonds de l'unité allemande et fonds d'indemnisation.

FINANCES ET IMPOTS

Spécification	2001	2002 ¹⁾	2003 ¹⁾
---------------	------	--------------------	--------------------

Recettes suivant Länder²⁾ Euro par habitant³⁾

Bade-Wurtemberg	3 986	3 931	3 890
Basse-Saxe	3 531	3 447	3 442
Bavière	4 046	3 912	3 903
Berlin	5 195	4 752	4 780
Brandebourg	4 569	4 125	4 149
Brême	6 252	5 476	5 253
Hambourg	4 768	4 542	5 059
Hesse	4 431	4 1221	4 219
Mecklembourg-Poméranie occidentale ...	4 583	4 332	4 364
Rhénanie du Nord-Westphalie	3 729	3 844	3 713
Rhénanie-Palatinat	3 485	3 369	3 472
Sarre	3 961	3 738	3 589
Saxe	4 313	4 172	4 542
Saxe-Anhalt	4 458	4 130	4 274
Schleswig-Holstein	3 692	3 498	3 520
Thuringe	4 330	4 068	4 026
Allemagne	3 935	3 845	3 854

Dépenses suivant Länder²⁾ Euro par habitant³⁾

Bade-Wurtemberg	4 284	4 165	4 144
Basse-Saxe	3 973	3 957	3 980
Bavière	4 132	4 180	4 213
Berlin	6 738	6 210	6 080
Brandebourg	4 668	4 750	4 633
Brême	6 799	6 381	6 417
Hambourg	5 573	5 091	6 125
Hesse	4 614	4 563	4 661
Mecklembourg-Poméranie occidentale ...	4 860	5 005	4 967
Rhénanie du Nord-Westphalie	4 178	4 215	4 253
Rhénanie-Palatinat	3 866	3 857	3 945
Sarre	4 105	4 059	4 115
Saxe	4 321	4 397	4 676
Saxe-Anhalt	4 805	4 795	4 987
Schleswig-Holstein	3 920	3 945	4 019
Thuringe	4 653	4 543	4 530
Allemagne	4 283	4 281	4 340

1) Résultats en partie estimés. – 2) 1999: Recettes et dépenses corrigées des Länder, communes/collectivités territoriales multicomunales et associations à but déterminé. – 3) Nombre d'habitants au 30 juin de chaque année.

FINANCES ET IMPOTS

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Péréquation financière entre Länder²⁾				
Bade-Wurtemberg	mio EUR	- 2 115	- 1 663	- 2 166
Basse-Saxe	mio EUR	+ 952	+ 487	+ 393
Bavière	mio EUR	- 2 277	- 2 047	- 1 858
Berlin	mio EUR	+ 2 653	+ 2 677	+ 2 637
Brandebourg	mio EUR	+ 498	+ 541	+ 501
Brème	mio EUR	+ 402	+ 407	+ 347
Hambourg	mio EUR	- 268	- 197	- 654
Hesse	mio EUR	- 2 629	- 1 910	- 1 874
Mecklembourg-Poméranie occidentale	mio EUR	+ 434	+ 439	+ 392
Rhénanie du Nord-Westphalie	mio EUR	- 278	- 1 628	- 50
Rhénanie-Palatinat	mio EUR	+ 229	+ 419	+ 259
Sarre	mio EUR	+ 146	+ 139	+ 106
Saxe	mio EUR	+ 1 031	+ 1 047	+ 933
Saxe-Anhalt	mio EUR	+ 591	+ 607	+ 519
Schleswig-Holstein	mio EUR	+ 60	+ 112	+ 16
Thuringe	mio EUR	+ 573	+ 571	+ 498
Volume de la péréquation	mio EUR	7 568	7 445	6 601
Dotations complémentaires accordées par la Fédération³⁾				
Bade-Wurtemberg	mio EUR	-	-	-
Basse-Saxe	mio EUR	+ 900	+ 809	+ 642
Bavière	mio EUR	-	-	-
Berlin	mio EUR	+ 1 924	+ 2 558	+ 2 555
Brandebourg	mio EUR	+ 1 358	+ 1 830	+ 1 827
Brème	mio EUR	+ 870	+ 760	+ 661
Hambourg	mio EUR	-	-	-
Hesse	mio EUR	-	-	-
Mecklembourg-Poméranie occidentale	mio EUR	+ 1 016	+ 1 367	+ 1 365
Rhénanie du Nord-Westphalie	mio EUR	-	-	-
Rhénanie-Palatinat	mio EUR	+ 548	+ 579	+ 546
Sarre	mio EUR	+ 662	+ 579	+ 497
Saxe	mio EUR	+ 2 311	+ 3 181	+ 3 174
Saxe-Anhalt	mio EUR	+ 1 473	+ 1 996	+ 1 991
Schleswig-Holstein	mio EUR	+ 219	+ 286	+ 131
Thuringe	mio EUR	+ 1 353	+ 1 829	+ 1 825
Volume de la péréquation	mio EUR	12 634	15 775	15 214

1) Résultat préliminaire. - 2) + = Bénéficiaire du paiement de péréquation, - = Payeur de péréquation. - 3) Recettes provenant de dotations complémentaires accordées par la Fédération.

L'Allemagne et le monde

enter

A close-up, blue-tinted photograph of a computer keyboard key. The key is white with a black base and is labeled with the word "enter" in a lowercase, italicized font. The key is slightly angled, and the background shows other keys in a blurred state. The overall lighting is soft and monochromatic.

L'ALLEMAGNE COMME PARTENAIRE COMMERCIAL

Dans le commerce mondial l'Allemagne occupe depuis des années le second rang après les Etats-Unis dans le cas des importations aussi bien que dans celui des exportations. Dans l'an 2002 la part de l'Allemagne au commerce mondial s'élevait pour les importations à 7,8% (490,5 milliards d'US-\$) et à 9,9% ou 616,1 milliards d'US-\$ pour les exportations. Les chiffres comparatifs étaient pour les Etats-Unis de 1202,4 milliards d'US-\$ ou 19,1% pour les importations et 693,9 milliards d'US-\$ ou 11,2% pour les exportations. Le Japon a importé des marchandises d'une valeur de 337,2 milliards d'US-\$ (5,3%) du commerce mondial dans l'an 2002 et se trouvait en conséquence au 3ème rang derrière l'Allemagne. En 2002 des marchandises d'une valeur de 416,7 milliards d'US-\$ (6,7%) ont été exportées par l'Allemagne.

Suivant des chiffres préliminaires l'Allemagne a exporté des marchandises dont la valeur était de 661,6 milliards d'euro en 2003, celle des marchandises importées s'élevait à 532,0 milliards d'euro. Par rapport à l'année précédente les exportations ont progressé de 1,6% et les importations de 2,6%. L'excédent de la balance commerciale accusait un solde de 129,6 milliards d'euro, à savoir une décroissance de 2,3% par rapport à l'an 2002 (132,8 milliards d'euro).

Comme dans les années précédentes les pays européens, notamment les pays membres de l'Union européenne (UE 15) étaient les importateurs les plus importants des produits allemands. Plus que

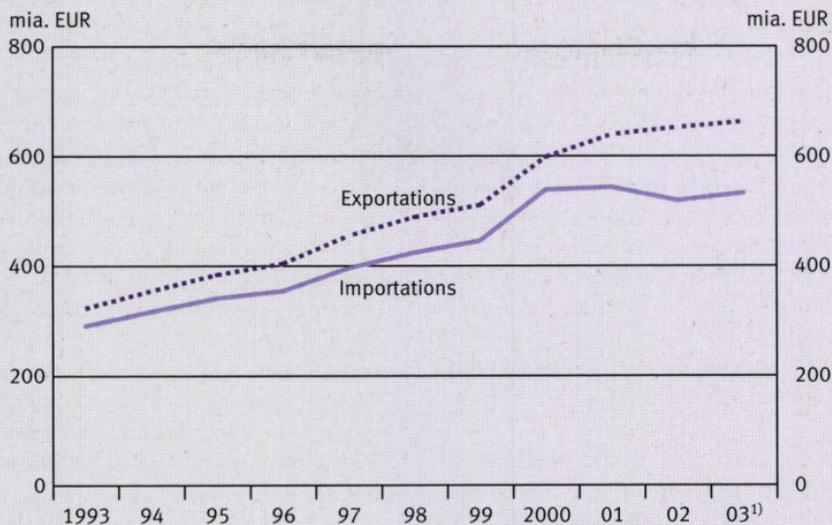
la moitié des exportations allemandes (55,5%) est allée vers les pays de l'UE 15. La part de la France, l'importateur principal, était de 10,6% de la totalité des exportations allemandes, pour le Royaume-Uni c'étaient 8,4%, pour l'Italie et les Pays-Bas 7,4% et 6,2%. Vers les pays de la zone euro ont été exportées des marchandises dont la valeur était de 286,2 milliards d'euro, soit 43,3% de toutes les exportations allemandes, en 2003.

Le commerce extérieur allemand avec les pays candidats à l'adhésion avait un volume de 56,5 milliards d'euro dans le cas des ventes et de 57,3 milliards d'euro dans le cas des achats en 2003. Ce qui correspond à une part de 8,5% à toutes les importations allemandes et de 9,5% à la totalité du chiffre d'affaires du commerce extérieur.

Mis à part les clients européens ce sont les importateurs dans les Etats-Unis (9,3%) ainsi qu'en Chine (2,8%) qui ont participé le plus à l'exportation allemande. Notamment les exportations vers la Chine ont été moins affectées de la crise générale et ont connu une augmentation de 24,9% pour atteindre 18,2 milliards d'euro de 2002 à 2003. La part des exportations vers l'Afrique (1,8%) et vers l'Australie et l'Océanie (0,8%) était par contre relativement basse.

Les marchandises importées provenaient en majorité également des pays européens (72,8%). 50,4% des marchandises importées en 2003 étaient en provenance des états membres de l'UE 15. La France

Evolution du commerce extérieur



Excédent des exportations



1) Résultats préliminaires.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0644

est resté avec 9,2% le partenaire commercial le plus important de l'Allemagne en 2003, suivi des Pays-Bas (8,3%), des Etats-Unis (7,3%) et de l'Italie (6,3%). La valeur des marchandises importées des pays de la zone euro s'élevait à 217,9 milliards d'euro (41,0%).

Plus de 15% des importations étaient en provenance d'Asie. 4,7% des biens ont été importés de la Chine et 3,6% du Japon. Dans le cas des importations allemandes aussi, l'Afrique ainsi que l'Australie et l'Océanie jouaient un rôle subordonné; leur part aux importations allemandes était de 1,9 et 0,3%

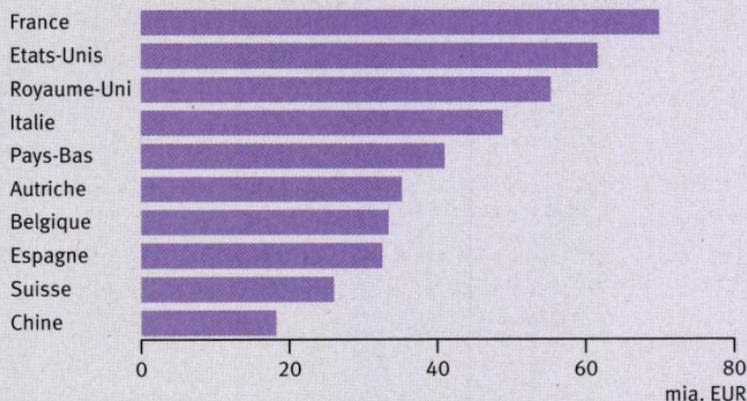
L'Allemagne est aussi à l'inverse le partenaire commercial principal de beaucoup de pays membres de l'UE. En ce qui concerne les livraisons ainsi qu'acquisitions de marchandises l'Allemagne se trouvait à la tête de la liste des pays (ordonnée suivant le volume des livraisons) dans les Pays-Bas, la France, la Belgique, l'Italie, le Royaume-Uni ainsi que l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Finlande et la Grèce. Pour le Luxembourg l'Allemagne était l'acheteur principal.

Pour la plupart des nouveaux états membres de l'UE l'Allemagne était le partenaire commercial le plus important au sein de l'UE en 2002, soit pour les importations soit pour les exportations. C'était le cas pour la République tchèque, la Pologne, l'Hongrie, la Slovaquie, la Slovénie et la Lettonie. Pour la Lituanie l'Allemagne était le premier pays exportateur dans l'UE.

À la tête des biens exportés de l'Allemagne dans l'an 2003 figuraient nettement les véhicules routiers à moteur et les pièces de véhicules à moteur (128,8 milliards d'euro), les machines (91,1 milliards d'euro) et les produits chimiques (82,3 milliards d'euro). Même si ces groupes de biens dominaient également sur le côté des importations, l'Allemagne y a atteint des importants excédents d'exportation (+71,7 milliards d'euro; +54,1 milliards d'euro; +26,3 milliards d'euro). Elle a connu des excédents d'importation avant tout dans le cas des matières premières, produits agricoles ainsi que textiles et de l'habillement. Avec -9,7 milliards d'euro la balance du commerce transfrontalier de machines de bureau et d'ordinateurs était par contre négative.

L'ALLEMAGNE COMME PARTENAIRE COMMERCIAL

Exportations, 2003¹⁾
Les dix principaux pays de destination²⁾



1) Résultats préliminaires.- 2) Part aux exportations totales = 63,9%.

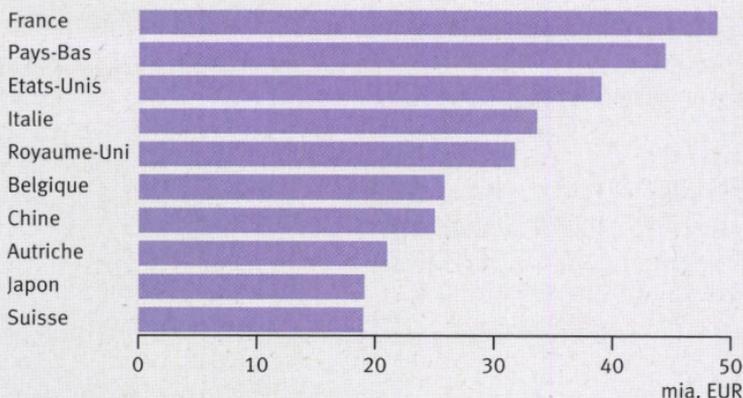
Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0645

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Exportations	mio EUR	638 268	651 320	661 613
Principaux pays de destination				
France	mio EUR	69 601	68 721	70 006
Etats-Unis	mio EUR	67 824	68 263	61 669
Royaume-Uni	mio EUR	52 764	53 761	55 307
Italie	mio EUR	47 119	47 335	48 785
Pays-Bas	mio EUR	40 011	40 463	40 997
Autriche	mio EUR	33 486	33 863	35 188
Belgique	mio EUR	32 270	31 096	33 366
Espagne	mio EUR	27 841	29 436	32 504
Suisse	mio EUR	27 489	26 702	25 903
Chine	mio EUR	12 118	14 571	18 201

1) Résultat préliminaire.

L'ALLEMAGNE COMME PARTENAIRE COMMERCIAL

Importations, 2003¹⁾
Les dix principaux pays d'origine²⁾



1) Résultats préliminaires. – 2) Part aux importations totales = 58.9%.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0646

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Importations	mio EUR	542 774	518 532	531 970
Principaux pays d'origine				
France	mio EUR	49 743	48 200	48 832
Pays-Bas	mio EUR	43 233	40 751	44 004
Etats-Unis	mio EUR	45 982	40 376	39 046
Italie	mio EUR	35 280	33 482	33 670
Royaume-Uni	mio EUR	37 259	33 075	31 961
Belgique	mio EUR	26 735	24 666	25 770
Chine	mio EUR	19 942	21 338	25 024
Autriche	mio EUR	20 664	21 047	21 026
Japon	mio EUR	22 910	19 896	19 139
Suisse	mio EUR	19 753	21 461	19 036

1) Résultat préliminaire.

L'ALLEMAGNE COMME PARTENAIRE COMMERCIAL

Spécification	Unité	2001	2002	2003 ¹⁾
Exportations	mio EUR	638 268	651 320	661 613
par groupes et sous-groupes de marchandises				
Industrie alimentaire	mio EUR	30 376	31 105	29 818
Animaux vivants	mio EUR	583	680	550
Produits alimentaires d'origine animale	mio EUR	10 210	9 802	9 854
Produits alimentaires d'origine végétale	mio EUR	14 489	15 483	14 611
Boissons et tabacs	mio EUR	5 093	5 140	4 803
Industrie et artisanat	mio EUR	596 781	611 866	599 600
Matières premières	mio EUR	7 428	7 362	7 525
Demi-produits	mio EUR	24 948	25 216	24 293
Produits manufacturés	mio EUR	564 405	579 289	567 782
Biens intermédiaires	mio EUR	82 575	82 597	80 176
Produits finaux	mio EUR	481 830	496 692	487 606
Importations	mio EUR	542 774	518 532	531 970
par groupes et sous-groupes de marchandises				
Industrie alimentaire	mio EUR	43 412	43 810	41 721
Animaux vivants	mio EUR	545	490	458
Produits alimentaires d'origine animale	mio EUR	11 853	11 694	11 015
Produits alimentaires d'origine végétale	mio EUR	24 697	25 522	24 610
Boissons et tabacs	mio EUR	6 316	6 103	5 637
Industrie et artisanat	mio EUR	481 221	460 519	448 207
Matières premières	mio EUR	42 411	40 244	42 249
Demi-produits	mio EUR	37 413	33 213	31 433
Produits manufacturés	mio EUR	401 397	387 063	374 524
Biens intermédiaires	mio EUR	63 087	53 920	52 159
Produits finaux	mio EUR	338 310	333 143	322 366
Excédent des exportations	mio EUR	95 494	132 788	129 643

1) Résultat préliminaire.

L'ALLEMAGNE EN EUROPE*)

Pays	Superficie	Population	Habitants	Excédent de naissances (+) ou de décès (-)
	1 000 km ²	1 000 *	par km ²	par 1 000 hab.
Allemagne	357	82,5	231	- 1,5
Autriche	84	8,0	96	+ 0,3
Belgique	31	10,3	339	+ 0,7
Chypre	9	0,8	87	+ 3,8
Danemark	43	5,4	125	+ 1,0
Espagne	505	40,5	81	+ 1,2
Estonie	45	1,4	30	- 3,9
Finlande	305	5,2	17	+ 1,2
France	544	59,5	110	+ 3,7
Grèce	132	11,0	84	- 0,2
Hongrie	93	10,2	109	- 3,5
Irlande	70	3,9	56	+ 7,9
Italie	301	57,0	190	- 0,4
Lettonie	65	2,3	36	- 5,3
Lituanie	65	3,5	53	- 3,2
Luxembourg	3	0,4	173	+ 3,6
Malte	0,3	0,4	1 259	+ 2,0
Pays-Bas	34	16,1	478	+ 3,7
Pologne	313	38,2	122	- 0,1
Portugal	92	10,4	113	+ 0,8
République tchèque	79	10,2	129	- 1,5
Royaume-Uni	244	59,0	243	+ 1,1
Suède	411	8,9	22	+ 0,1
Slovaquie	49	5,4	110	- 0,1
Slovénie	20	2,0	98	- 0,6
Zone euro	2 456	35,0	125	+ 0,8
Union européenne (UE 25) ...	3 893	452,7	117	+ 0,5
Union européenne (UE 15) ...	3 154	378,3	120	+ 0,8
A titre d'information:				
Candidats d'adhésion à l'UE				
Bulgarie	111	7,8	71	- 5,9
Roumanie	238	21,8	91	- 2,7
Turquie	779	70,2	90	+ 14,2

*) 2002 ou dernière année disponible.

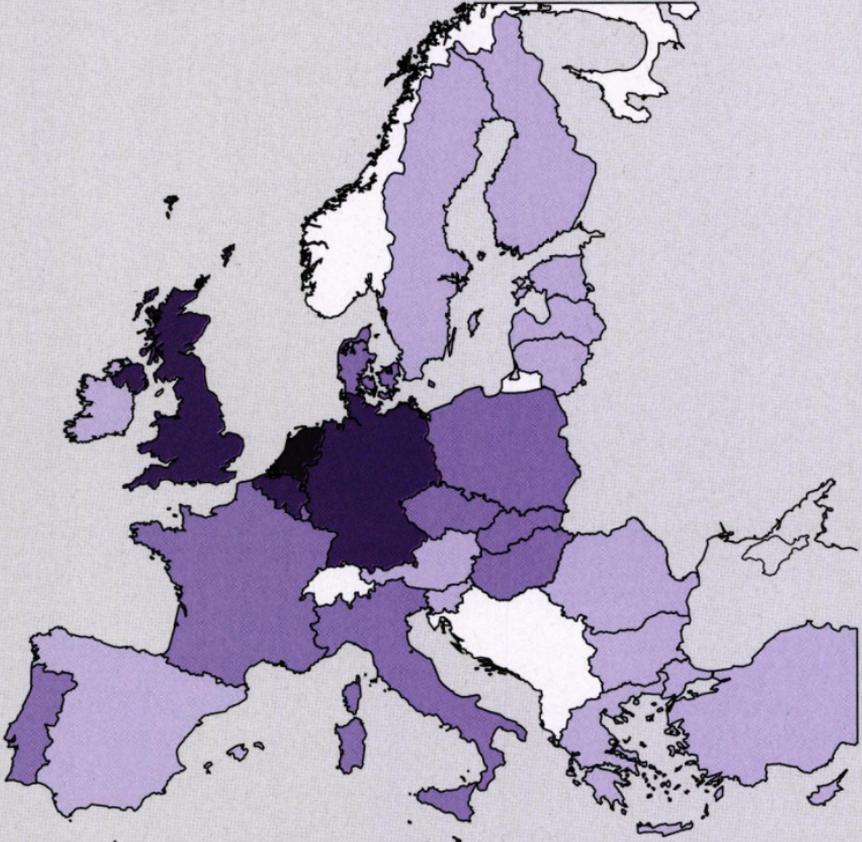
Habitants par km² suivant pays

■ ≥ 350

■ 200 - 349

■ 100 - 199

■ < 100



© Eurostat, Commission européenne, Luxembourg/Bruxelles.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0647

L'ALLEMAGNE EN EUROPE*)

Pays	Taux d'activité ¹⁾	Taux de chômage	Personnes actives occupées ²⁾		
			Agriculture, sylviculture et pêche	Industries productrices	Secteur des services ³⁾
	%	% des personnes actives occupées			
Allemagne	57,3	9,7	2,4	31,4	66,2
Autriche	58,9	4,4	5,5	28,7	65,7
Belgique	51,4	8,1	1,7	24,9	73,3
Chypre	63,1	4,4	5,2	22,9	71,9
Danemark	65,5	5,6	3,3	32,1	73,6
Espagne	54,1	11,3	5,6	30,8	63,6
Estonie	58,7	10,1	6,3	31,2	62,5
Finlande	62,8	9,0	5,2	26,6	68,1
France	55,2	9,4	4,4	24,8	70,7
Grèce	48,6	9,3	16,3	22,0	61,7
Hongrie	49,7	5,8	5,4	33,4	61,2
Irlande	59,6	4,6	6,4	27,7	66,0
Italie	49,3	8,6	4,7	31,8	63,5
Lettonie	57,4	10,5	14,5	26,8	58,6
Lituanie	60,2	12,7	18,7	27,2	10,1
Luxembourg	53,6	3,7	0,5	20,2	53,7
Malte	59,1	8,2	2,7	29,5	67,8
Pays-Bas	64,7	3,8	2,5	18,6	78,8
Pologne	54,6	19,2	18,2	28,5	53,3
Portugal	61,7	6,4	12,9	32,9	54,2
République tchèque	59,2	7,8	4,5	39,9	55,6
Royaume-Uni	62,5	5,0	1,2	23,5	75,3
Suède	62,8	5,6	2,6	22,6	74,9
Slovaquie	60,1	17,1	6,0	38,1	55,8
Slovénie	56,4	6,5	8,4	36,9	54,8
Zone euro	55,1	8,9	4,5	27,5	61,7
Union européenne (UE 25) ...	56,3	9,1	5,1	27,4	63,3
Union européenne (UE 15) ...	56,5	8,1	3,8	26,6	64,6
A titre d'information:					
Candidats d'adhésion à l'UE					
Bulgarie	49,9	13,6	11,1	32,1	56,7
Roumanie	55,9	6,6	37,7	29,1	33,2
Turquie	50,7	9,0	34,9	24,6	40,5

*) 2003 ou dernière année disponible. – 1) Pourcentage des personnes actives (personnes actives occupées et chômeurs) dans la population âgée de 15 ans et plus. – 2) Dans quelques pays non compris les soldats. – 3) Y compris autres secteurs économiques insuffisamment décrits.

L'ALLEMAGNE EN EUROPE

Pays	Utilisateurs de communications mobiles ¹⁾	Utilisateurs d'internet ¹⁾	Voitures particulières ²⁾	Consomm. d'énergie-primaire ³⁾	Emission de CO ₂ ⁴⁾
	par 1 000 habitants			tep ⁵⁾ par hab.	mio. t CO ₂
Allemagne	785	473	541	3,99	850,2
Autriche	878	462	494	4,06	66,6
Belgique	787 ²⁾	328 ²⁾	456	5,92 ⁶⁾	119,6
Chypre	523 ²⁾	294 ²⁾	381 ⁴⁾	.	6,2
Danemark	888	513 ²⁾	351	3,46	50,5
Espagne	919	239	451	3,32	285,6
Estonie	648 ²⁾	328 ²⁾	295	.	14,8
Finlande	902	509 ²⁾	422	5,12	60,2
France	697	366	489	4,34	384,9
Grèce	810	150	332	3,11	90,2
Hongrie	675 ²⁾	158 ²⁾	259	2,32	56,3
Irlande	851	313	365	3,66	43,1
Italie	974	337	591	3,07	425,3
Lettonie	525	133 ²⁾	266	.	7,2
Lituanie	628	214	341	2,51	12,0
Luxembourg	1 060 ²⁾	370 ²⁾	641	. ⁷⁾	8,4
Malte	728	303 ²⁾	509 ⁴⁾	.	2,1
Pays-Bas	770	522	423	5,51	177,5
Pologne	455	233	289	2,28	292,5
Portugal	894	194 ²⁾	373	2,32	59,1
République tchèque	951	268	357	4,07	118,7
Royaume-Uni	842 ²⁾	423 ²⁾	483 ⁸⁾	3,73	540,8
Suède	891 ²⁾	573 ²⁾	452	5,43	48,1
Slovaquie	684	256	247	3,61	39,4
Slovénie	871	376 ²⁾	438	.	15,1
Zone euro .....	.	.	503	3,87	2 570,7
Union européenne (UE 25) ...	.	.	.	.	3 774,4
Union européenne (UE 15) ...	.	.	496 ⁸⁾	3,88	3 210,1
A titre d'information:					
Candidats d'adhésion à l'UE					
Bulgarie	326 ²⁾	81 ²⁾	264 ⁴⁾	2,36	44,9
Roumanie	309	102 ²⁾	148 ⁴⁾	1,75	91,7
Turquie	391	81	65	0,98	188,0

1) Situation: fin de l'année 2003. – 2) Situation: fin de l'année 2002. – 3) L'énergie commerciale est calculée de la production plus importations moins exportations plus/moins variations des réserves en 2002. – 4) 2001. – 5) 1 tonne équivalent pétrole (tep) brut = 41 860 kJ P.C.I./kg (pouvoir calorifique inférieur/kg). – 6) Y compris les données pour le Luxembourg. – 7) Les données pour le Luxembourg sont comprises dans celles de Belgique. – 8) Non compris l'Irlande du Nord.

L'ALLEMAGNE EN EUROPE*)

Pays	Production de produits sélectionnés			Produits agricoles	
	Electricité ¹⁾	Acier brut	Voitures particulières	Céréales ²⁾	Viande
	1 000 GWh	1 000 t	1 000	1 000 t	
Allemagne	583	45 015	5 123	43 391	6 315
Autriche	62	6 189	133	4 745	992
Belgique	82	11 343	350 ³⁾	2 639	1 741
Chypre	4	.	.	138	102
Danemark	39	392	-	8 804	2 136 ⁴⁾
Espagne	246	16 408	2 267	21 647	5 239
Estonie	9	1	-	543	68
Finlande	75	4 003	41	3 939	361
France	560	20 258	3 293	69 661	6 521
Grèce	51	1 840	-	4 242	483
Hongrie	36	2 052	138	11 706	1 137
Irlande	25	150 ³⁾	-	1 964	961
Italie	284	26 066	1 126	21 239	4 183
Lettonie	4	520	-	1 029	63
Lituanie	15	-	-	2 539	174
Luxembourg	4	2 719	-	169	38
Malte	2	-	-	12	19
Pays-Bas	96	6 117	182	1 695	2 668
Pologne	144	8 368	288	26 877	3 185
Portugal	46	920	183	1 497	721
République tchèque	76	6 512	441	6 771	878
Royaume-Uni	385	11 665	1 630	22 965	3 331
Suède	148	5 754	418 ³⁾	5 462	556
Slovaquie	32	4 275	225	3 194	309
Slovénie	15	481	127	611	173
Zone euro	2 113	.	.	176 828	30 223
Union européenne (UE 25) ...	.	.	.	267 479	42 354
Union européenne (UE 15) ...	2 684	.	.	214 059	36 246
A titre d'information:					
Candidats d'adhésion à l'UE					
Bulgarie	44	1 860	-	6 760	488
Roumanie	54	5 493	65	14 357	1 044
Turquie	129	16 467	204	30 667	1 355

*) 2002. - 1) Production brute. - Chypre, Lettonie, Lituanie, Malte, Bulgarie, Roumanie: 2001. - 2) Y compris le riz. - 3) 2001. - 4) Non compris les données pour les îles Féroé et le Groenland.

L'ALLEMAGNE EN EUROPE*)

Pays	Importations et arrivées		Exportations, expéditions		Solde
	au total	par habitant	au total	par habitant	
	mio EUR	EUR	mio EUR	EUR	mio EUR
Allemagne	531 970	6 445	661 613	8 016	+ 129 644
Autriche	86 722	10 733	84 721	10 485	- 2 002
Belgique	207 089	19 959	224 921	21 677	+ 17 832
Chypre	3 577	4 961	421	584	- 3 156
Danemark	50 988	9 458	59 414	11 021	+ 8 426
Espagne	183 776	4 501	137 776	3 374	- 46 000
Estonie	5 734	4 234	3 996	2 952	- 1 737
Finlande	37 140	7 124	46 813	8 980	+ 9 673
France	345 335	5 779	341 938	5 722	- 3 397
Grèce	38 607	3 499	11 669	1 058	- 26 938
Hongrie	42 263	4 173	38 096	3 761	- 4 167
Irlande	47 263	11 834	82 029	20 538	+ 34 766
Italie	257 091	4 479	258 188	4 498	+ 1 096
Lettonie	4 627	1 990	2 557	1 100	- 2 070
Lituanie	8 526	2 468	6 158	1 782	- 2 368
Luxembourg	14 400	32 001	11 773	26 162	- 2 627
Malte	2 858	7 162	2 034	5 097	- 824
Pays-Bas	232 342	14 320	259 955	16 022	+ 27 613
Pologne	60 354	1 580	47 526	1 244	- 12 827
Portugal	39 853	3 816	27 731	2 655	- 12 121
République tchèque	45 239	4 432	43 027	4 215	- 2 212
Royaume-Uni	345 666	5 817	269 398	4 534	- 76 268
Suède	73 460	8 201	89 923	10 038	+ 16 463
Slovaquie	19 910	3 701	19 305	3 588	- 606
Slovénie	12 237	6 131	11 285	5 654	- 952
Zone euro	2 021 590	6 599	2 149 126	7 015	+ 127 536
Union européenne (UE 25) ...	2 697 028	5 937	2 742 267	6 036	+ 45 239
Union européenne (UE 15) ...	2 491 703	6 555	2 567 861	6 755	+ 76 158
A titre d'information:					
Candidats d'adhésion à l'UE					
Bulgarie	9 590	1 231	6 651	854	- 2 939
Roumanie	21 201	949	15 614	699	- 5 588
Turquie	61 173	892	40 722	594	- 20 451

*) 2003.

L'ALLEMAGNE EN EUROPE*)

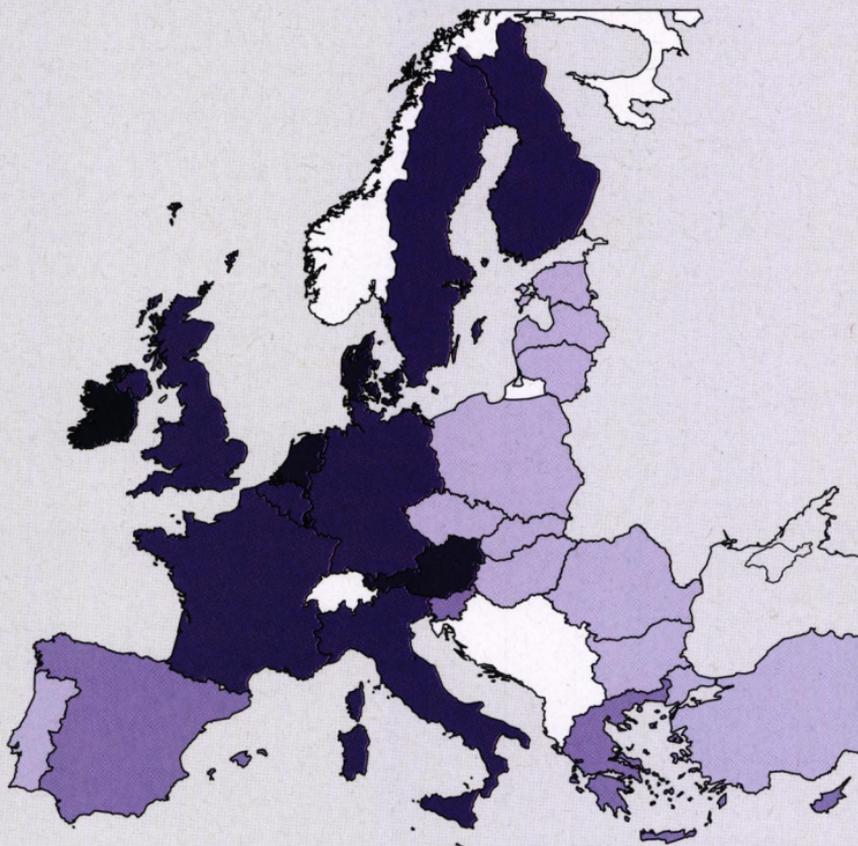
Pays	Produit intérieur brut (PIB)			PIB rapporté au pouvoir d'achat	
	au total mia. EUR	Changement par rapport à l'année précédente (en réel) - %	par tête EUR	au total mia. SPA ¹⁾	par tête SPA ¹⁾
Allemagne	2 129,2	- 0,1	25 800	1 984,3	24 050
Autriche	224,3	+ 0,7	27 760	218,2	27 000
Belgique	267,5	+ 1,1	25 780	269,6	25 990
Chypre	11,3	+ 2,0	15 710	12,7	17 640
Danemark	187,2	+ 0,0	34 720	146,1	27 110
Espagne	743,0	+ 2,4	18 200	867,0	21 240
Estonie	7,4	+ 4,7	5 480	13,9	10 250
Finlande	143,4	+ 1,8	27 510	127,8	24 520
France	1 557,3	+ 0,2	26 060	1 554,1	26 010
Grèce	153,5	+ 4,8	13 910	195,2	17 700
Hongrie	73,2	+ 2,9	7 230	138,0	13 630
Irlande	131,9	+ 1,4	33 030	115,8	29 000
Italie	1 300,9	+ 0,3	22 660	1 388,4	24 190
Lettonie	9,2	+ 7,4	3 940	21,7	9 320
Lituanie	16,1	+ 9,0	4 670	36,6	10 610
Luxembourg	23,5	- 0,1	52 180	20,7	46 090
Malte	4,3	+ 0,4	10 700	6,3	15 880
Pays-Bas	453,8	- 0,8	27 970	432,6	26 660
Pologne	185,2	+ 3,7	4 850	398,9	10 440
Portugal	130,8	- 1,3	12 530	173,1	16 570
République tchèque	75,7	+ 2,9	7 410	149,0	14 600
Royaume-Uni	1 588,7	+ 2,1	26 740	1 579,5	26 580
Suède	267,4	+ 1,6	29 850	228,6	25 520
Slovaquie	28,8	+ 4,2	5 360	63,1	11 740
Slovénie	24,5	+ 2,3	12 270	33,8	16 960
Zone euro	7 259,1	+ 0,4	23 700	7 347,0	23 980
Union européenne (UE 25) ...	9 738,2	+ 0,7	21 440	10 175,5	22 400
Union européenne (UE 15) ...	9 301,3	+ 0,7	24 470	9 301,3	24 470
A titre d'information:					
Candidats d'adhésion à l'UE					
Bulgarie	17,7	+ 4,3	2 270	52,9	6 790
Roumanie	50,4	+ 4,9	2 250	152,5	6 830
Turquie	211,1	+ 5,8	3 080	419,3	6 120

*) 2003. - 1) «Standards de pouvoir d'achat»: Par la représentation des données dans des standards de pouvoir d'achat les écarts de niveaux de prix entre les différents pays sont éliminés.

Produit intérieur brut (en standards de pouvoir d'achat) par habitant,
2003, suivant pays

UE = 100

■ ≥ 120 ■ 110 - 119 ■ 90 - 109 ■ 70 - 89 ■ < 70



© Eurostat, Commission européenne, Luxembourg/Bruxelles.

Statistisches Bundesamt 2004 - 01 - 0648

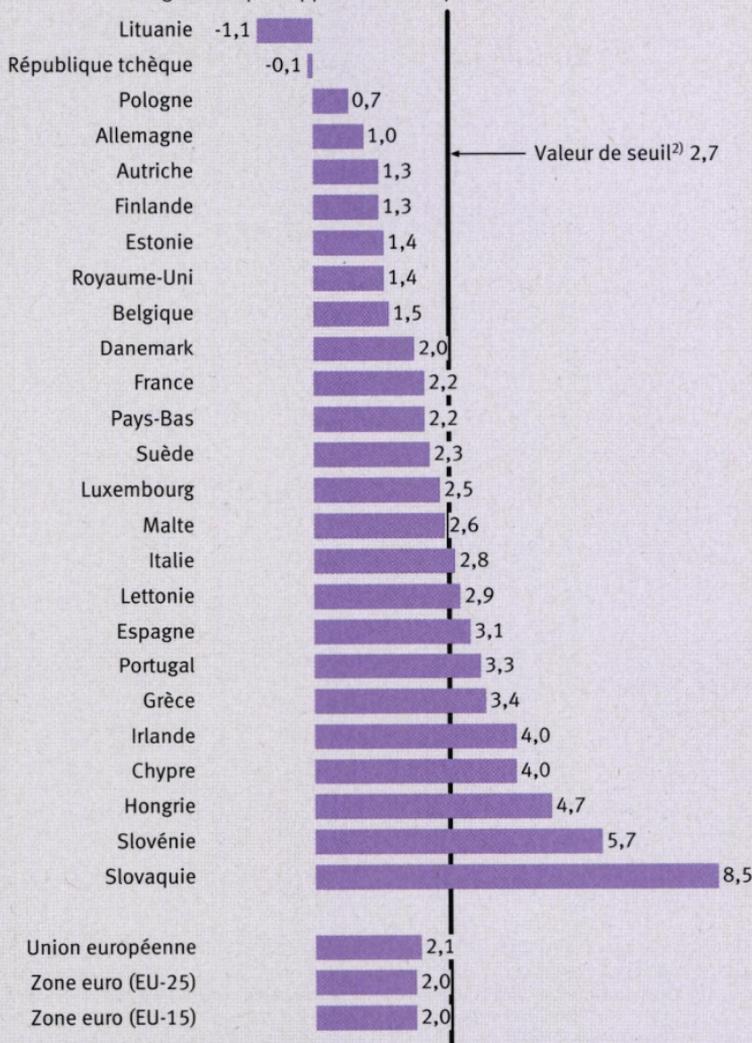
L'UNION EUROPEENNE MONETAIRE*)

Pays	2001	2002	2003
Indice des prix à la consommation			
Changements par rapport à l'année précédente en %			
Valeur de seuil ¹⁾	+ 3,1	+ 2,9	+ 2,7
Allemagne	+ 1,9	+ 1,3	+ 1,0
Autriche	+ 2,3	+ 1,7	+ 1,3
Belgique	+ 2,4	+ 1,6	+ 1,5
Chypre	+ 2,0	+ 2,8	+ 4,0
Danemark	+ 2,3	+ 2,4	+ 2,0
Espagne	+ 2,8	+ 3,6	+ 3,1
Estonie	+ 5,6	+ 3,6	+ 1,4
Finlande	+ 2,7	+ 2,0	+ 1,3
France	+ 1,8	+ 1,9	+ 2,2
Grèce	+ 3,7	+ 3,9	+ 3,4
Hongrie	+ 9,1	+ 5,2	+ 4,7
Irlande	+ 4,0	+ 4,7	+ 4,0
Italie	+ 2,3	+ 2,6	+ 2,8
Lettonie	+ 2,5	+ 2,0	+ 2,9
Lituanie	+ 1,3	+ 0,4	- 1,1
Luxembourg	+ 2,4	+ 2,1	+ 2,5
Malte	+ 2,5	+ 3,1	+ 2,6
Pays-Bas	+ 5,1	+ 3,9	+ 2,2
Pologne	+ 5,3	+ 1,9	+ 0,7
Portugal	+ 4,4	+ 3,7	+ 3,3
République tchèque	+ 4,5	+ 1,4	- 0,1
Royaume-Uni	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,4
Suède	+ 2,7	+ 2,0	+ 2,3
Slovaquie	+ 7,2	+ 3,5	+ 8,5
Slovénie	+ 8,6	+ 7,5	+ 5,7
Zone euro ²⁾	+ 2,3	+ 2,3	+ 2,1
Union européenne (UE 25)	+ 2,5	+ 2,1	+ 2,0
Union européenne (UE 15)	+ 2,2	+ 2,1	+ 2,0

*) Source: Eurostat. Les données présentées ici sont des données actuelles ou des estimations de la Commission de l'UE - situation d'avril 2004. Il s'agit d'indices harmonisés pour des comparaisons des prix internationaux. - 1) Valeur de seuil calculée sur la base des UE-15 et ne valable que pour les états membres de l'UE 15. - 2) En vue de la réalisation de la troisième étape du «traité de Maastricht» ou était convenue la création d'une Union européenne économique et monétaire, a été fondée, à dater du 1er janvier 1999, la zone euro qui se constituait d'abord des 11 Etats de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) où, à partir de cette date, l'euro a été introduit comme monnaie commune. Le 1 janvier 2001 la Grèce a adhéré à la zone euro.

Indice des prix à la consommation¹⁾, 2003

Changements par rapport à l'année précédente en %



1) Source: Eurostat; situation: juin 2004. – Indice harmonisé des prix à la consommation. Résultat préliminaire. – 2) Valeur de seuil calculée sur la base des UE-15 et ne valable que pour les états membres de l'UE-15.

L'UNION EUROPEENNE MONETAIRE*)

Pays	2001	2002	2003
Taux d'intérêt à long terme¹⁾			
%			
Valeur de seuil ²⁾	7,2	6,9	6,1
Allemagne	4,8	4,8	4,1
Autriche	5,1	5,0	4,2
Belgique	5,1	5,0	4,2
Chypre	7,6	5,7	4,7
Danemark	5,1	5,1	4,3
Espagne	5,1	5,0	4,1
Estonie	10,2	8,4	5,3
Finlande	5,0	5,0	4,1
France	4,9	4,9	4,1
Grèce	5,3	5,1	4,3
Hongrie	6,2	5,8	5,0
Irlande	5,0	5,0	4,1
Italie	5,2	5,0	4,3
Lettonie	7,6	5,4	4,9
Lituanie	8,2	6,1	5,3
Luxembourg	4,9	4,7	3,3
Malte	6,2	5,8	5,0
Pays-Bas	5,0	4,9	4,1
Pologne	10,7	7,4	5,8
Portugal	5,2	5,0	4,2
République tchèque	6,3	4,9	4,1
Royaume-Uni	5,0	4,9	4,6
Suède	5,1	5,3	4,6
Slovaquie	8,0	6,9	5,0
Slovénie .....	.	.	6,4
Zone euro ³⁾	5,0	4,9	4,2
Union européenne (UE 25) .....	...	...	4,3
Union européenne (UE 15) ⁴⁾	5,0	4,9	4,2

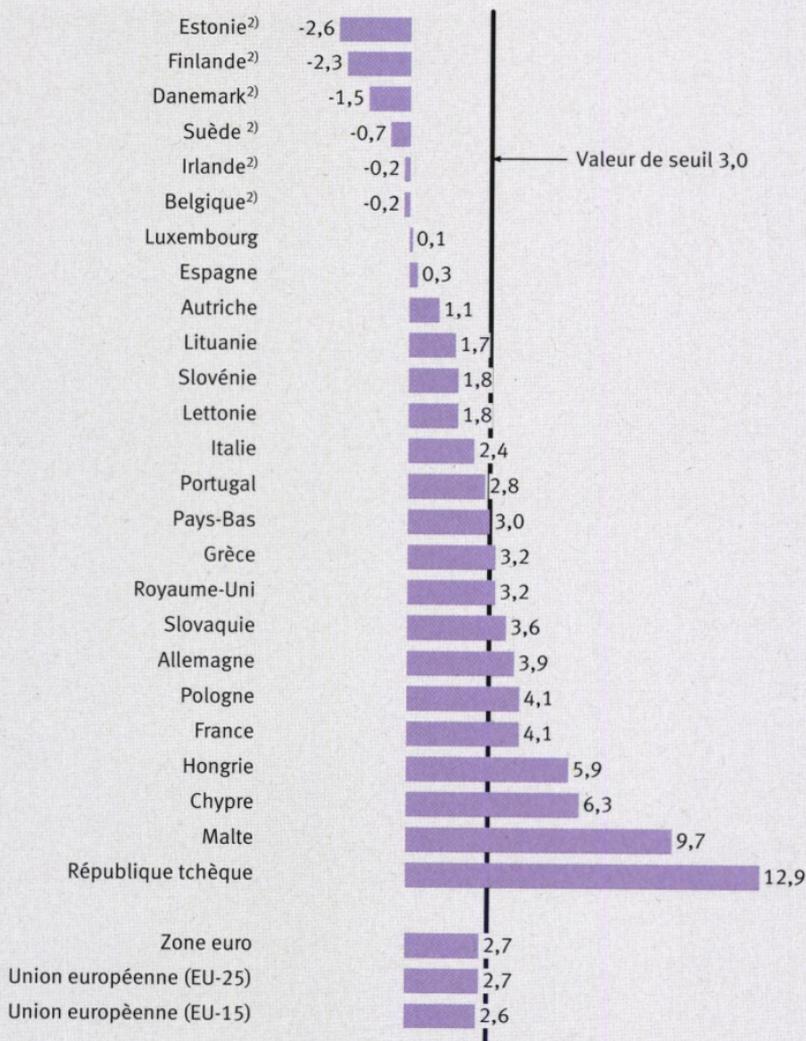
*) Source: Eurostat. Les données présentées ici sont des données actuelles ou des estimations de la Commission de l'UE – situation d'avril 2004, basées sur les dernières statistiques nationales disponibles. Elles ne sont pas toujours équivalentes à d'autres estimations officielles concernant la situation actuelle des critères de convergence et de stabilité. – 1) Taux de rendement des emprunts d'Etat à dix ans. – 2) Valeur de seuil calculée sur la base des UE 15 et ne valable que pour les états membres de l'UE-15. – 3) En vue de la réalisation de la troisième étape du «traité de Maastricht» ou était convenue la création d'une Union européenne économique et monétaire, a été fondée, à dater du 1er janvier 1999, la zone euro qui se constituait d'abord des 11 Etats de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) où, à partir de cette date, l'euro a été introduit comme monnaie commune. Le 1 Janvier 2001 la Grèce a adhéré à la zone euro. – 4) Moyenne pondérée par le PIB.

L'UNION EUROPEENNE MONETAIRE*)

Pays	2001	2002	2003
Déficit budgétaire en % du produit intérieur brut			
Valeur de seuil	3,0	3,0	3,0
Allemagne	2,8	3,5	3,9
Autriche	-0,2 ¹⁾	0,2	1,1
Belgique	-0,5 ¹⁾	-0,1 ¹⁾	-0,2 ¹⁾
Chypre	2,4	4,6	6,3
Danemark	-3,1 ¹⁾	-1,7 ¹⁾	-1,5 ¹⁾
Espagne	0,4	0,0	-0,3 ¹⁾
Estonie	-0,3 ¹⁾	-1,8 ¹⁾	-2,6 ¹⁾
Finlande	-5,2 ¹⁾	-4,3 ¹⁾	-2,3 ¹⁾
France	1,5	3,2	4,1
Grèce	1,4	1,4	3,2
Hongrie	4,4	9,3	5,9
Irlande	-1,1 ¹⁾	0,2	-0,2 ¹⁾
Italie	2,6	2,3	2,4
Lettonie	1,6	2,7	1,8
Lituanie	2,1	1,6	1,7
Luxembourg	-6,3 ¹⁾	-2,7 ¹⁾	0,1
Malte	6,4	5,7	9,7
Pays-Bas	0,0	1,9	3,0
Pologne	3,5	3,6	4,1
Portugal	4,4	2,7	2,8
République tchèque	6,4	6,4	12,9
Royaume-Uni	-0,7 ¹⁾	1,6	3,2
Suède	-2,8 ¹⁾	0,0	-0,7 ¹⁾
Slovaquie	6,0	5,7	3,6
Slovénie	2,7	1,9	1,8
Zone euro²⁾	1,6	2,3	2,7
Union européenne (UE 25)	1,1	2,1	2,7
Union européenne (UE 15)	1,0	2,0	2,6

*) Source: Eurostat. Les données présentées ici sont des données actuelles ou des estimations de la Commission de l'UE - situation d'avril 2004, basées sur les dernières statistiques nationales disponibles. Elles ne sont pas toujours équivalentes à d'autres estimations officielles concernant la situation actuelle des critères de convergence et de stabilité. - 1) Excédent. - 2) En vue de la réalisation de la troisième étape du «traité de Maastricht» ou était convenue la création d'une Union européenne économique et monétaire, a été fondée, à dater du 1er janvier 1999, la zone euro qui se constituait d'abord des 11 Etats de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) où, à partir de cette date, l'euro a été introduit comme monnaie commune. Le 1er janvier 2001 la Grèce a adhéré à la zone euro.

Déficit budgétaire¹⁾, 2003 en % du produit intérieur brut



1) Source: Eurostat; situation: juin 2004. – Résultats préliminaires. – 2) Excédent budgétaire.

L'UNION EUROPEENNE MONETAIRE*)

Pays

2001

2002

2003

Dette publique en % du produit intérieur brut

Valeur de seuil	60,0	60,0	60,0
Allemagne	59,4	60,8	64,2
Autriche	67,1	66,6	65,0
Belgique	108,1	105,8	100,5
Chypre	64,4	67,1	72,2
Danemark	47,8	47,2	45,0
Espagne	57,5	54,6	50,8
Estonie	4,7	5,7	5,8
Finlande	43,9	42,6	45,3
France	56,8	58,6	63,0
Grèce	106,9	104,7	103,0
Hongrie	53,5	57,1	59,0
Irlande	36,1	32,3	32,0
Italie	110,6	108,0	106,2
Lettonie	16,2	15,5	15,6
Lituanie	23,4	22,8	21,9
Luxembourg	5,5	5,7	4,9
Malte	61,8	51,7	72,0
Pays-Bas	52,9	52,6	54,8
Pologne	36,7	41,2	54,4
Portugal	55,6	58,1	59,4
République tchèque	25,2	28,9	37,6
Royaume-Uni	38,9	38,5	39,8
Suède	54,4	52,6	51,8
Slovaquie	48,7	43,3	42,8
Slovénie	26,9	27,8	27,1
Zone euro¹⁾	69,4	69,2	70,4
Union européenne (UE 25)	62,1	61,5	63,0
Union européenne (UE 15)	63,2	62,5	64,0

*) Source: Eurostat. Les données présentées ici sont des données actuelles ou des estimations de la Commission de l'UE - situation d'avril 2004. - 1) En vue de la réalisation de la troisième étape du «traité de Maastricht» ou était convenue la création d'une Union européenne économique et monétaire, a été fondée, à dater du 1er janvier 1999, la zone euro qui se constituait d'abord des 11 Etats de l'UE (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) où, à partir de cette date, l'euro a été introduit comme monnaie commune. Le 1 Janvier 2001 la Grèce a adhéré à la zone euro.

